



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions – TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

REQUEST FOR PROPOSAL

DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government
Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right
of Canada, in accordance with the terms and conditions
set out herein, referred to herein or attached hereto, the
goods, services, and construction listed herein and on any
attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la
Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou
incluses par référence dans la présente et aux annexes
ci-jointes, les biens, services et construction énumérés
ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division/Division des
services professionnels en informatique

Terrasses de la Chaudière 4th Floor

10 Wellington Street

Gatineau

Quebec

K1A0S5

Title - Sujet DSEF Inform. Professional Services Servs Prof. en informatiques pour le DAPSCT	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8486-217807/B	Date 2022-05-17
Client Reference No. - N° de référence du client W8486-217807	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$IPS-009-40919	
File No. - N° de dossier 009ips.W8486-217807	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2022-06-27 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kaliningondo, Bikina	Buyer Id - Id de l'acheteur 009ips
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-9365 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE DE SOUMISSIONS

SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUES DE L'INSTALLATION DU GÉNIE LOGICIEL DU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DU PROGRAMME DES SYSTÈMES DE COMMANDEMENT TERRESTRE (IGLD)

POUR

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Table des matières

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	5
1.1 Introduction	5
1.2 Sommaire.....	5
1.3 Compte rendu.....	6
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	7
2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées.....	7
2.2 Présentation des soumissions	7
2.3 Demandes de renseignements en période de soumission	8
2.4 Ancien fonctionnaire	8
2.5 Lois applicables.....	10
2.6 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle.....	10
2.7 Données volumétriques	10
2.8 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours.....	10
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	12
3.1 Instructions pour la préparation des soumissions.....	12
3.2 Section I : Soumission technique	14
3.3 Section II : Soumission financière	18
3.4 Section III : Attestations	19
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	20
4.1 Procédures d'évaluation	20

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

4.1.2	Évaluation technique	24
4.2	Évaluation financière	25
4.3	Méthode de sélection	35
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES		37
5.1	Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires.	37
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES		40
6.1	Exigences relatives à la sécurité	40
6.2	Capacité financière	40
6.3	Exigences relatives aux marchandises contrôlées	40
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT		42
7.1	Besoin	42
7.2	Autorisation de tâches	42
7.3	Garantie des travaux minimums	46
7.4	Clauses et conditions uniformisées	46
7.5	Exigences relatives à la sécurité	47
7.6	Période du contrat	49
7.7	Responsables	49
7.8	Divulgence proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires	51
7.9	Paie	51
7.10	Instructions relatives à la facturation	56
7.11	Attestations	56
7.12	Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur	56
7.13	Lois applicables	57
7.14	Ordre de priorité des documents	57
7.15	Contrat de défense	57
7.16	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)	57
7.17	Règlement des différends	57
7.18	Exigences en matière d'assurance	58
7.19	Assurance tous risques des biens	60

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

7.20	Assurance tous risques relative aux transports	60
7.21	Programme de marchandises contrôlées	61
7.22	Limitation de la responsabilité – Gestion de l'information/technologie de l'information	61
7.23	Entrepreneur en coentreprise	62
7.24	Services professionnels – Généralités	63
7.25	Préservation des supports électroniques.....	64
7.26	Déclarations et garanties	64
7.27	Accès aux biens et aux installations du Canada	64
7.28	Propriété du gouvernement.....	65
7.29	Services de transition à la fin du contrat	65
7.30	Mise en œuvre des services professionnels	65
7.31	Responsabilités relatives au protocole d'identification.....	65
7.32	Conflit d'intérêts - Autres travaux – Avantage industriel.....	66

Liste des annexes du contrat subséquent :

Annexe A - Énoncé des travaux

- Appendice A à l'Annexe A – Procédure d'attribution de tâches;
- Appendice B à l'Annexe A – Formulaire d'autorisation de tâche
- Appendice C à l'Annexe A – Critères d'évaluation des ressources et tableau de réponse
- Appendice D à l'Annexe A – Attestation à l'étape de l'autorisation de tâche
- Appendice E à l'Annexe A – Accès aux Marchandises contrôlées – Entrepreneur intégré Lettre de reconnaissance
- Appendice F Annexe A – Entente de non-divulgence

Annexe B - Base de paiement

Annexe C - Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

- Appendice A à l'Annexe C – Guide de sécurité supplémentaire

Liste des pièces jointes à la Partie 2 (Instructions à l'intention des soumissionnaires)

- Pièce jointe 2.1 : Estimation des besoins en ressources (Année 1)

Liste des pièces jointes à la Partie 3 (Instructions pour la préparation des soumissions)

- Pièce jointe 3.1 : Formulaire de présentation de la soumission
- Pièce jointe 3.2 : Instruments de paiement électronique
- Pièce jointe 3.3 : Coordonnées de clients cités en référence
- Pièce jointe 3.4 : Sommaire des coordonnées de clients cités en référence

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Liste des pièces jointes à la Partie 4 (Procédures d'évaluation et méthode de sélection)

- Pièce jointe 4.1 : Critères techniques obligatoires
- Pièce jointe 4.2 : Critères techniques cotés
- Pièce jointe 4.3 : Barème de prix

Liste des pièces jointes à la Partie 5 (Attestations)

- Pièce jointe 5.1 : Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation
- Pièce jointe 5.2 : Attestation du contenu canadien
- Pièce jointe 5.3 : Attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19
- Pièce jointe 5.4 : Demande d'inscription (DI) pour les entités juridiques canadiennes

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

DEMANDE DE SOUMISSIONS

SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUES DE L'INSTALLATION DU GÉNIE LOGICIEL DU DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DU PROGRAMME DES SYSTÈMES DE COMMANDEMENT TERRESTRE (IGLD)

POUR

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

Dans le présent document, on énumère les modalités qui s'appliquent à la demande de soumissions. Le document contient sept parties, ainsi que des annexes et des pièces jointes comme suit :

Partie 1 Renseignements généraux : Renferme une description générale du besoin.

Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, les clauses et les conditions relatives à la demande de soumissions.

Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission.

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels il faut satisfaire dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection.

Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : renferme les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir.

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre.

Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

- (a) La présente demande de soumissions vise à répondre au besoin du ministère de la Défense nationale (MDN) (le « **client** ») en matière de services professionnels en informatique axés sur les tâches pour des services professionnels de soutien directeur de l'administration du programme des systèmes de commandement terrestre (DAPSCT) et le maintien des systèmes de systèmes (SdS) terrestres, de commandement, de contrôle, de communications, d'informatique, de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (LC4ISR).

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (b) Elle vise l'attribution d'un contrat de cinq (5) années chacun, comprenant cinq (5) années d'options irrévocables d'une année, qui permettent au Canada de prolonger la durée du contrat.
- (c) Ce marché fait l'objet d'une exception relative à la sécurité nationale; il n'est donc pas assujéti aux dispositions des accords commerciaux.
- (d) Ce besoin est limité aux biens et aux services canadiens.
- (e) Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour en savoir plus sur le filtrage de sécurité du personnel et de l'organisation ainsi que sur les clauses de sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de TPSGC (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).
- (f) Ce besoin est assujéti au Programme des marchandises contrôlées. La Loi sur la production de défense définit les marchandises contrôlées comme certains biens matériels figurant sur la Liste des marchandises d'exportation contrôlée, un règlement pris dans le cadre en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation (LLEI).
- (g) Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; voir la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, et la pièce jointe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation ».
- (h) La présente demande de soumissions concerne l'attribution d'un contrat comportant des autorisations de tâches pour la livraison du besoin décrit dans les présentes, et ce, partout au Canada, sauf dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec et au Labrador qui sont. Les produits à livrer dans les zones visées par des ERTG au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec ou au Labrador devront faire l'objet de marchés distincts, attribués en dehors des contrats subséquents.
- (i) Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, « Instructions à l'intention des soumissionnaires », et la partie 3, « Instructions pour la préparation des soumissions », de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.
- (j) Cette exigence est assujéti à la Politique sur la vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Ils doivent en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions indiquées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du ou des contrats subséquents.
- (c) Le document 2003 (2022/03/29), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est intégré par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. En cas de contradiction entre les dispositions du document 2003 et celles du présent document, ce sont les dispositions de ce dernier qui prévalent.
- (d) Le paragraphe 3 a) de la Section 01 - Dispositions relatives à l'intégrité – soumission, des instructions uniformisées (insérer 2003 ou 2004 selon le cas), incorporées ci-haut par renvoi, est supprimée et remplacée par ce qui suit :
 - a. au moment de présenter un arrangement dans le cadre de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA), le soumissionnaire a déjà fourni une liste complète des noms, tel qu'exigé en vertu de la *Politique d'inadmissibilité et de suspension*. Pendant ce processus d'approvisionnement, le soumissionnaire doit immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms.
- (e) Le paragraphe 4 de l'article 05 « Présentation des soumissions » des instructions uniformisées 2003, incorporées par renvoi ci-dessus, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 360 jours
- (f) Le paragraphe 1 de l'article 08 « Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postal » des instructions uniformisées 2003, incorporées par renvoi ci-dessus, est entièrement supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - 1. Télécopieur
 - a. Les soumissions peuvent être transmises par télécopieur.
 - i. TPSGC, région de la capitale nationale : Le seul numéro de télécopieur valide pour la réception des réponses aux demandes de soumissions émises par l'administration centrale de TPSGC est le 418-566-6161

2.2 Présentation des soumissions

- (a) Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) par l'entremise du service Connexion postal ou par télécopieur au plus tard à la date et à l'heure indiquées sur la page 1 de la demande de soumissions.

Remarque : Pour les soumissionnaires qui choisissent de présenter leurs soumissions en utilisant Connexion postal pour la clôture des soumissions à l'Unité de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Les soumissionnaires intéressés doivent envoyer dès que possible, et, en tout cas, au moins six jours ouvrables avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions (afin de s'assurer d'obtenir une réponse) un courriel qui comprend le numéro de la demande de soumissions à l'Unité de réception des soumissions précisé de TPSGC pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postel.

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse courriel. Cette adresse courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'il est indiqué dans les Instructions uniformisées [2003](#) ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

Numéro de télécopieur : 418-566-6161

- (b) En raison de la nature de la demande de soumissions, les soumissions transmises directement à l'autorité contractante de TPSGC par courriel (ou par d'autres moyens) ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements en période de soumission

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- (b) Les soumissionnaires doivent indiquer aussi fidèlement que possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et de permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Ancien fonctionnaire

- (a) Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si les réponses aux questions et, s'il y a lieu, les renseignements requis, n'ont pas été fournis à la date de fin de l'évaluation des soumissions, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et de satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.
- (b) **Définitions**
Aux fins de cette clause, « *ancien fonctionnaire* » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces canadiennes ou un ancien membre de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (i) un individu;
- (ii) un particulier qui s'est incorporé;
- (iii) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
- (iv) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

Le terme « *période du paiement forfaitaire* » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place de divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'indemnité de cessation d'emploi, qui se mesure de façon similaire.

Le terme « *pension* » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R.C., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17; à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3; à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10; à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11; à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5; et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

(c) **Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Selon les définitions ci-dessus, le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) la date de cessation d'emploi ou de retraite de la fonction publique.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des contrats, sur les sites Web des ministères, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés](#).

(d) **Directive sur le réaménagement des effectifs**

Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire conformément aux modalités de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (iii) la date de cessation d'emploi;
- (iv) le montant du paiement forfaitaire;
- (v) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- (vi) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date de début, la date de fin et le nombre de semaines;
- (vii) le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peuvent être payés à un ancien fonctionnaire ayant reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.5 Lois applicables

- (a) Tout contrat subséquent doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est effectué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées. Les soumissionnaires doivent indiquer, dans le formulaire de présentation de la soumission, la province ou le territoire canadien de leur choix pour tout contrat subséquent.

2.6 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

- (a) Le ministère de la Défense nationale a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent sera dévolu au Canada, pour les motifs suivants :
 - (i) pour des motifs de sécurité nationale;
 - (ii) les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux ne peuvent appartenir à l'entrepreneur en vertu d'une loi, d'un règlement, ou d'une obligation antérieure contractée par Canada envers un ou des tiers.

2.7 Données volumétriques

Les données fournies à la pièce jointe 2.1 - Estimation des besoins en ressources (année 1) ont été fournies aux soumissionnaires afin de les aider à préparer leurs soumissions. L'inclusion de ces données dans la présente demande de soumissions ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services précisés dans la présente demande de soumissions correspondra à ces données. Elles sont fournies à titre d'information seulement.

2.8 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

(a) Transmission d'une soumission à l'aide du service Connexion postal

- (i) Le Canada demande au soumissionnaire de présenter sa soumission électronique conformément à la section 08 des Instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postal a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.
- (ii) La soumission doit être présentée en sections distinctes, comme suit :
 - (A) Section I : Soumission technique
 - (B) Section II : Soumission financière
 - (C) Section III : Attestations
- (iii) Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section 08 « Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postal » à <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/1/2003/23#transmission-par-telecopieur>.

- (b) S'il y a incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste suivante, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui a préséance sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

- (i) la copie électronique de la soumission transmise à l'aide du service Connexion postal de la Société canadienne des postes;
- (ii) la copie par télécopieur de la soumission transmise à l'Unité de réception des soumissions de TPSGC en utilisant le numéro de télécopieur indiqué dans la section 2.2 « Présentation des soumissions

- (c) Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

- (d) **Présentation de la soumission** : Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- (i) utiliser un format de page de 8,5 po sur 11 po (216 mm sur 279 mm);
- (ii) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions;
- (iii) inclure une page titre comprenant le titre, la date, le numéro de l'invitation à soumissionner, le nom et l'adresse du soumissionnaire et les coordonnées de la personne-ressource;
- (iv) inclure une table des matières.

- (e) **Politique d'achats écologiques du Canada** : En avril 2006, le Canada a publié une politique exigeant des ministères et des organismes fédéraux qu'ils prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement. Voir la Politique d'achats écologiques (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- (i) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- (ii) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto verso ou à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

(f) **Présentation d'une seule soumission :**

- (i) Un soumissionnaire et ses entités liées ne peuvent soumettre qu'une seule soumission en réponse à la présente demande de soumissions. Si un soumissionnaire ou ses entités liées participent à plus d'une soumission (participer signifie faire partie du groupe soumissionnaire, et non pas être un sous-traitant), le Canada donnera deux jours ouvrables à ces soumissionnaires pour indiquer laquelle des soumissions devra être prise en compte par le Canada. À défaut de respecter ce délai, toutes les soumissions visées seront rejetées.
- (ii) Aux fins du présent article, peu importe la province ou le territoire où les entités ont été constituées en société ou formées juridiquement (qu'il s'agisse d'une personne physique, d'une personne qui s'est incorporée, d'une société de personnes, d'une société de personnes à responsabilité limitée, etc.), une entité est considérée comme étant « **liée** » à un soumissionnaire :
 - (A) s'il s'agit de la même personne morale (c.-à-d. la même personne physique, personne qui s'est incorporée, société de personnes, société de personnes à responsabilité limitée, etc.);
 - (B) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*;
 - (C) si les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre organismes ou toute autre forme de relation fiduciaire) ou ont entretenu une telle relation au cours des deux années précédant la date de clôture des soumissions;
 - (D) si les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre ou d'un même tiers.
- (iii) Les membres individuels d'une coentreprise ne peuvent pas participer à une autre soumission en présentant eux-mêmes une soumission ou en participant à une autre coentreprise.

(g) **Expérience de la coentreprise :**

- (i) Lorsque le soumissionnaire est une coentreprise qui possède de l'expérience à ce titre, il peut soumettre l'expérience qu'il a acquise dans le cadre de cette coentreprise.

Exemple : Un soumissionnaire est une coentreprise formée des membres L et O. La demande de soumissions exige que le soumissionnaire possède de l'expérience en prestation de services de maintenance et de dépannage à un client comptant au moins 10 000 utilisateurs pendant 24 mois. En tant que coentreprise (composée de L et O), le soumissionnaire a déjà réalisé ce travail. Il peut donc utiliser cette expérience pour satisfaire à l'exigence. Si le membre L a acquis cette expérience alors qu'il faisait partie d'une coentreprise avec le tiers N, cette expérience ne peut pas être utilisée, car le tiers N ne fait pas partie de la coentreprise soumissionnaire.
- (ii) Une coentreprise qui présente une soumission peut évoquer l'expérience de l'un de ses membres pour démontrer qu'elle satisfait à tout critère technique de la présente demande de soumissions.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de X, Y et Z. Si une demande de soumissions exige : (a) que le soumissionnaire ait trois ans d'expérience de la prestation de services de maintenance, et (b) que le soumissionnaire ait deux ans d'expérience de l'intégration de matériel à des réseaux complexes, chacune de ces deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour un critère donné, par exemple celui qui concerne l'expérience de trois ans de la prestation de services de maintenance, le

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

soumissionnaire ne peut pas indiquer que chaque membre, soit X, Y et Z, a un an d'expérience pour un total de trois ans. Une telle réponse serait déclarée non conforme.

- (iii) Les membres de la coentreprise ne peuvent cependant pas mettre en commun leurs capacités pour répondre à un critère technique donné de la présente demande de soumissions. Un membre de la coentreprise peut néanmoins mettre sa propre expérience en commun avec celle de la coentreprise. Chaque fois qu'il doit faire la preuve qu'il répond à un critère, le soumissionnaire doit indiquer quel membre de la coentreprise y répond. Si le soumissionnaire n'a pas indiqué quel membre de la coentreprise répond à l'exigence, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de fournir ce renseignement pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire ne fournit pas ce renseignement pendant la période fixée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de A et B. Si, dans une demande de soumissions, on exige que le soumissionnaire ait de l'expérience dans la prestation de ressources pour un minimum de 100 jours facturables, le soumissionnaire peut démontrer son expérience en présentant ce qui suit :

- les contrats signés par le membre A;
- les contrats signés par le membre B;
- les contrats signés par les membres A et B en tant que coentreprise;
- les contrats signés par le membre A et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise;
- les contrats signés par le membre B et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise.

Le tout doit totaliser 100 jours facturables.

- (iv) Les soumissionnaires qui ont des questions concernant l'évaluation des soumissions présentées par une coentreprise devraient poser leurs questions dans le cadre du processus de demande de renseignements dès que possible durant la période de demande de soumissions.

3.2 Section I : Soumission technique

- (a) La soumission technique comprend ce qui suit :

- (i) **Formulaire de présentation de la soumission** : Les soumissionnaires devraient joindre le formulaire de présentation de la soumission – pièce jointe 3.1 à leur soumission. Il s'agit d'un formulaire commun dans lequel les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation et de l'attribution du contrat, comme le nom d'une personne-ressource ou le numéro d'entreprise – approvisionnement du soumissionnaire. L'utilisation de ce formulaire pour présenter des renseignements n'est pas obligatoire, mais recommandée. Si le Canada considère que les renseignements requis par le formulaire de présentation de la soumission sont incomplets ou doivent être corrigés, le Canada accordera au soumissionnaire la chance de compléter ou de corriger ces renseignements.
- (ii) **Exigences relatives à la sécurité** : On demande aux soumissionnaires de fournir, avec leur soumission, les renseignements de sécurité suivants pour chaque ressource proposée, avant ou à la date de clôture des soumissions.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

RENSEIGNEMENTS DE SÉCURITÉ	
Nom de la personne tel qu'indiqué sur le formulaire de demande d'autorisation de sécurité	
Niveau de l'autorisation de sécurité obtenue	
Période de validité de l'attestation de sécurité obtenue	
Numéro de dossier du formulaire « Certificat d'enquête de sécurité et profil de sécurité »	

Si le soumissionnaire n'a pas inclus les renseignements de sécurité dans sa soumission, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de fournir ces renseignements pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire n'a pas fourni les renseignements de sécurité pendant la période fixée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

(iii) **Justification de la conformité technique :**

- (A) **Critères techniques obligatoires :** Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit prouver qu'il s'est conformé aux articles de la pièce jointe 4.1, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il ne suffit pas de déclarer simplement que la solution ou les ressources proposées sont conformes. Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, la soumission sera jugée non conforme et sera rejetée. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » de la pièce jointe 4.1, où les soumissionnaires doivent indiquer l'endroit précis où se trouvent les documents de référence, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.
- (B) **Critères techniques cotés :** Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit prouver qu'il s'est conformé aux articles de la pièce jointe 4.2, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il ne suffit pas de déclarer simplement que la solution ou les ressources proposées sont conformes. Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, la soumission sera cotée en conséquence. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » de la pièce jointe 4.2 où les soumissionnaires doivent indiquer l'endroit précis où se trouvent les documents de référence, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.

(iv) **Pour les ressources proposées :** La soumission technique doit comprendre les curriculum vitae des ressources indiquées à la pièce jointe 4.1. Une même personne ne doit pas être

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

proposée dans plus d'une catégorie de ressources La soumission technique doit démontrer que chaque personne proposée satisfait aux exigences de qualification décrites (y compris les exigences en matière d'études, d'expérience de travail, et d'accréditation professionnelle). Quant aux ressources proposées :

- (A) Les ressources proposées peuvent être des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, ou il peut s'agir d'entrepreneurs indépendants auxquels le soumissionnaire attribuerait une partie du travail (voir la Partie 5, Attestations).
- (B) Pour les exigences en matière d'études, de titre ou de certificat, TPSGC ne tiendra compte que des programmes ayant été réussis par la ressource à la clôture des soumissions. Si le diplôme, le titre ou le certificat a été attribué par un établissement d'enseignement à l'extérieur du Canada, on demande au soumissionnaire de fournir une copie des résultats du service d'évaluation des diplômes et de reconnaissance des compétences provenant d'une organisation ou d'un organisme reconnu par le Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux. Si le soumissionnaire n'a pas soumis la copie des résultats dans les 2 jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable et / ou sera évaluée en conséquence. Les soumissionnaires doivent noter qu'en plus de fournir une copie des résultats de l'évaluation des diplômes universitaires et du service de reconnaissance des qualifications, les soumissionnaires sont également tenus de fournir une copie du diplôme, de la désignation, du certificat ou de tout autre document original requis conformément à la demande de soumissions. preuve de scolarité.)
- (C) En ce qui concerne les exigences relatives aux titres professionnels, la ressource doit détenir le titre exigé à la clôture des soumissions et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel ou être affiliée à l'association professionnelle en question pendant la période d'évaluation et la durée du contrat. Lorsque l'affiliation ou le titre professionnel doit être démontré au moyen d'une certification ou d'un diplôme, ce document doit être actuel, valide et émis par l'entité précisée dans la présente demande de soumissions. Si l'entité n'est pas précisée, l'émetteur devait être une entité, un organisme ou un établissement reconnu ou accrédité au moment où le document a été produit. Si le diplôme ou le certificat a été attribué par un établissement d'enseignement à l'extérieur du Canada, on demande au soumissionnaire de fournir une copie des résultats du service d'évaluation des diplômes et de reconnaissance des compétences provenant d'une organisation ou d'un organisme reconnu par le Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux. Si le soumissionnaire n'a pas soumis la copie des résultats dans les 2 jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable et / ou sera évaluée en conséquence. Les soumissionnaires doivent noter qu'en plus de fournir une copie des résultats de l'évaluation des diplômes universitaires et du service de reconnaissance des qualifications, les soumissionnaires sont également tenus de fournir une copie du diplôme, de la désignation, du certificat ou de tout autre document original requis conformément à la demande de soumissions. preuve de scolarité.)
- (D) Quant à l'expérience de travail, TPSGC ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'un programme Coop formel, suivi dans un établissement postsecondaire.
- (E) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p. ex., 2 ans), TPSGC ne tiendra pas compte de cette expérience si la soumission technique ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience alléguée (c.-à-d., la date de début et la date de fin). TPSGC n'évaluera que la période au cours de laquelle la personne a réellement travaillé au projet ou aux

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

projets (de la date de début indiquée pour la personne jusqu'à la date de fin), plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la personne a participé.

- (F) Pour que l'expérience de travail soit considérée par le Canada, la soumission technique ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais elle doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées dans ce poste. Le fait d'énumérer simplement l'expérience en ne fournissant aucune donnée à l'appui pour décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que les exigences de qualification, ne sera pas considéré comme la « preuve » d'une expérience aux fins de cette évaluation. L'entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant le lieu, les dates (le mois et l'année) et les activités ou responsabilités qui ont permis d'acquérir les qualifications et l'expérience citées. Advenant que la ressource proposée ait travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de chevauchement de ces projets ne sera prise en considération qu'une seule fois lors de l'évaluation de l'expérience.

(v) **Coordonnées de clients cités en référence :**

- (A) Le soumissionnaire doit fournir des références de clients. Elles doivent toutes confirmer, si TPSGC le demande, les faits énoncés dans la soumission du soumissionnaire, comme il est requis à la pièce jointe 4.1, critères CTO.1 et CTO.4
- (B) La question visant à obtenir la confirmation des clients cités en référence devrait être construite de la façon suivante :

Le soumissionnaire a-t-il fourni à votre organisation un minimum de 50 ressources travaillant simultanément pendant une période d'au moins 36 mois au cours des cent vingt derniers mois, en vertu de contrat de services professionnels en informatique.

ET

Le soumissionnaire a-t-il démontré preuve d'expérience *récente et pertinente, à la date de clôture de la demande de soumissions, dans la prestation de services professionnels en informatique dans chacun des domaines spécialisés suivants :

- Applications relatives à la puissance de feu – logiciel de conduite de tir indirect, logiciel de conduite de tir d'artillerie, logiciel de contrôle balistique.
- Application de renseignement, surveillance et reconnaissance (RSR) – logiciel de radar, logiciel de collecte de renseignements, logiciel d'imagerie et de géomatique, base de données RSR;
- Applications de C4ISR – logiciel de fusion de données, logiciel de commandement et de contrôle, logiciel de communication tactique, bases de données opérationnelles; et
- Applications de modélisation et de simulation – Toutes les applications de simulation constructive soutenant les activités de génération de forces militaires.

___ Oui, le soumissionnaire a fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

☐ Non, le soumissionnaire n'a pas fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.

☐ Je ne veux pas ou ne peux pas fournir de renseignements au sujet des services décrits ci-dessus.

- (C) Pour chaque client cité en référence, le soumissionnaire doit, au minimum, fournir le nom ainsi que le numéro de téléphone ou l'adresse courriel d'une personne-ressource. Si seul le numéro de téléphone est fourni, il sera utilisé pour demander l'adresse de courriel, et la vérification des références se fera par courriel.

Le soumissionnaire doit en outre indiquer le titre de la personne-ressource. Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la personne-ressource qu'il propose est au fait des services qu'il a offerts et qu'elle accepte d'être citée en référence. Des références de l'État seront acceptées.

3.3 Section II : Soumission financière

- (a) **Prix** : Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément au barème de prix fourni à la pièce jointe 4.3. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, s'il y a lieu. À moins d'indication contraire, les soumissionnaires doivent inscrire un seul taux quotidien ferme, tout compris, en dollars canadiens, dans chacune des cellules nécessitant une inscription dans les tableaux des prix.
- (b) **Variation des taux pour les ressources par période** : Pour une catégorie de ressources donnée, lorsque les tableaux financiers fournis par le Canada permettent d'établir des taux fermes différents associés à une catégorie de ressources pour des périodes différentes :
- (i) le taux présenté dans la soumission ne doit pas augmenter de plus de 5 % d'une période à une autre;
 - (ii) le taux présenté dans la soumission pour une même catégorie de ressources pour toute période subséquente ne doit pas être inférieur au taux présenté dans la soumission pour la période comprenant le premier mois de la période initiale du contrat.
- (c) **Variation des taux pour les ressources par niveau** : Lorsque les tableaux financiers fournis par le Canada permettent d'établir des taux fermes différents associés à différents niveaux d'expérience dans une même catégorie de ressource et pour la même période, pour cette catégorie de ressource et cette période :
- (i) le taux soumis pour le niveau trois doit être égale à celui soumis pour le niveau deux ou supérieur à celui-ci;
 - (ii) le taux soumis pour le niveau deux doit être égale à celui soumis pour le niveau un ou supérieur à celui-ci.
- (d) **Tous les coûts doivent être compris** : La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris toute année d'option. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer tout le matériel, les logiciels, les périphériques, le câblage et les composants nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.
- (e) **Prix nuls** : On demande aux soumissionnaires d'entrer « 0,00 \$ » pour tout article qu'il ne compte pas facturer ou qui a déjà été ajouté à d'autres prix dans le tableau. Si le soumissionnaire laisse le champ vide, le Canada considérera que le prix se chiffre à « 0,00 \$ » aux fins d'évaluation et pourrait demander au soumissionnaire de confirmer que le prix est bel et bien de « 0,00 \$ ». Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix lors de cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un article dont le champ est vide est de 0,00 \$, sa soumission sera déclarée non recevable.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Si le Canada reçoit 4 soumissions ou moins à la date de clôture de la demande de soumissions, le sous-article précédent « Prix nuls » ne s'appliquera pas.

- (f) **Paiement électronique de factures – soumission :** Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter la pièce jointe 3.2 - Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés. Si la pièce jointe 3.2 - Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté. L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation techniques et financiers. Le processus d'évaluation comporte plusieurs étapes, lesquelles sont décrites ci-dessous. Même si l'évaluation et la sélection seront effectuées par étape, le fait que le Canada soit passé à une étape ultérieure ne signifie pas que ce dernier a irréfutablement déterminé que le soumissionnaire a réussi toutes les étapes précédentes. Le Canada se réserve le droit d'exécuter parallèlement certaines étapes de l'évaluation.
- (b) Une équipe constituée de représentants du client et de TPSGC évaluera les soumissions au nom du Canada. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils ou à des *personnes*-ressources du gouvernement pour évaluer les soumissions. Chaque membre de l'équipe d'évaluation ne participera pas nécessairement à tous les volets de l'évaluation.
- (c) TPSGC a fait appel aux services de BDO Canada LLP comme surveillant de l'équité dans le cadre de la présente demande. Le surveillant de l'équité ne fera pas partie de l'équipe d'évaluation, mais il s'assurera que le Canada respecte la méthode d'évaluation décrite dans la demande de soumissions.
- (d) En plus de tout autre délai établi dans la demande de soumissions :
 - (i) **Demandes de précisions** : Si le Canada demande des précisions au soumissionnaire au sujet de sa soumission ou s'il veut vérifier celle-ci, le soumissionnaire disposera d'un délai de deux jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. Si le soumissionnaire ne respecte pas ce délai, sa soumission sera déclarée non recevable.
 - (ii) **Demandes de renseignements supplémentaires** : Si le Canada demande d'autres renseignements pour l'une des raisons qui suivent (selon la section intitulée « Déroulement de l'évaluation » du document 2003 Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels).
 - (A) vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire dans sa soumission;
 - (B) communiquer avec une ou plusieurs des références citées par le soumissionnaire (références citées dans les curriculum vitae des ressources individuelles) dans le but de valider les renseignements fournis par le soumissionnaire,

le soumissionnaire doit fournir les renseignements demandés par le Canada dans les deux (2) jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante.
 - (iii) **Prolongation du délai** : Si le soumissionnaire a besoin de davantage de temps, l'autorité contractante, à sa seule discrétion, peut accorder une prolongation du délai.
- (e) Le Canada appliquera le Processus de conformité des soumissions en phases décrit ci-dessous.

4.1.1 Processus de conformité des soumissions en phases

4.1.1.1 Généralités

- (a) Le Canada appliquera le processus de conformité des soumissions en phases (PCSP) décrit ci-dessous pour ce besoin SEULEMENT si le Canada reçoit quatre soumissions ou moins pour répondre au besoin, à la date de clôture de la demande de soumissions.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les soumissionnaires sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les soumissionnaires de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

omission, dans les soumissions ou en réponse à toute communication provenant d'un soumissionnaire.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AURAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES. LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part du soumissionnaire afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans sa soumission, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à soumissionner uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément. Le soumissionnaire disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.
- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (2022/03/29) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les soumissionnaires pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

4.1.1.2 Phase I: Soumission financière:

- (a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande de soumissions, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle comporte une soumission financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de soumissions. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande de soumissions à la soumission financière. Cet examen n'évaluera pas si la soumission financière répond à toute norme

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.

- (b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.
- (c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- (d) Pour les soumissions autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») identifiant où la soumission financière manque d'informations. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels soumissionnaires n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.
- (e) Les soumissionnaires qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.
- (f) Dans sa réponse à l'Avis, le soumissionnaire n'aura le droit de redresser que la partie de sa soumission financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à la soumission financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans la soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par le soumissionnaire et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (g) Toute autre modification apportée à la soumission financière soumise par le soumissionnaire sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de la soumission du soumissionnaire. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'Avis remplacera uniquement la partie de la soumission financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Seules les soumissions jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

4.1.1.3 Phase II : Soumission technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si le soumissionnaire a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du Processus de conformité des soumissions en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.

- (b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que la soumission n'a pas respectée. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. Le soumissionnaire en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.
- (c) Le soumissionnaire disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse du soumissionnaire doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans la soumission, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le soumissionnaire. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à la soumission financière. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.
- (e) La réponse du soumissionnaire au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la soumission initiale, et en identifiant dans la soumission initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, le soumissionnaire doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire; il incombe plutôt au soumissionnaire d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (f) Tout changement apporté à la soumission par le soumissionnaire en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et uniquement la partie de la soumission originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.
- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de la soumission et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission lors de la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, la soumission sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la soumission.

- (h) Le Canada déterminera si la soumission est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Uniquement les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

4.1.1.4 Phase III : Évaluation finale de la soumission

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Une soumission sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

4.1.2 Évaluation technique

(a) Critères techniques obligatoires :

- (i) Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité avec les exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui constituent des exigences obligatoires sont désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire ». Les soumissions qui ne sont pas conformes à chacune des exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et rejetées.
- (ii) Les critères techniques obligatoires sont décrits dans la pièce jointe 4.1.
- (iii) S'il y a lieu, le Processus de conformité des soumissions en phases s'appliquera à toutes les exigences techniques obligatoires.

(b) Critères techniques cotés

- (i) Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, qui sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou par voie de référence à une note. Les soumissions qui ne sont pas complètes et qui ne contiennent pas tous les renseignements exigés dans la demande de soumissions seront cotées en conséquence.
- (ii) Les exigences cotées sont décrites dans la pièce jointe 4.2.

(c) Nombre de ressources évaluées :

Seul un certain nombre de ressources par catégorie seront évaluées dans le cadre de la présente demande de soumissions, comme l'indique à la pièce jointe 4.1. Les autres ressources ne seront évaluées qu'après l'attribution du contrat quand l'entrepreneur devra accomplir des tâches précises. Après l'attribution du contrat, le processus d'autorisation de tâches sera appliqué conformément à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, selon l'article intitulé « Autorisation de tâches ». Quand un formulaire d'autorisation de tâches sera émis, l'entrepreneur devra proposer une

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

ressource pour satisfaire le besoin précis d'après l'énoncé des travaux du formulaire d'autorisation de tâches. La ressource proposée sera ensuite évaluée d'après les critères indiqués dans l'énoncé des travaux du contrat, conformément à l'appendices C et D de l'annexe A.

(d) **Vérification des références**

- (i) La vérification des références ne se fait pas de façon systématique. Toutefois, si TPSGC choisit de procéder à une vérification des références pour quelque exigence cotée ou obligatoire que ce soit, il le fera pour les soumissionnaires dont la candidature n'a pas été jugée irrecevable à ce stade de l'évaluation.
- (ii) Le Canada effectuera la vérification des références par courriel. Il enverra toutes les demandes de vérification des références par courriel dans un délai de 48 heures aux personnes-ressources citées en référence par les soumissionnaires dans leur soumission. La réponse doit être envoyée dans les cinq jours ouvrables suivant l'envoi du courriel de vérification des références, faute de quoi le Canada n'attribuera aucun point ou considérera que le soumissionnaire ne satisfait pas à l'exigence obligatoire en matière d'expérience (selon le cas).
- (iii) Le troisième jour ouvrable après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en avisera le soumissionnaire par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de cinq jours ouvrables. Si la personne donnée en référence n'est pas disponible au moment de l'évaluation, le soumissionnaire pourra fournir le nom et l'adresse électronique d'une autre personne chez le même client. Cette possibilité ne sera offerte aux soumissionnaires qu'une fois par client, et ce, uniquement si la personne citée en référence initialement n'est pas disponible (c'est-à-dire que le soumissionnaire ne pourra soumettre le nom d'une autre personne si la première personne-ressource indique qu'elle ne souhaite pas répondre ou qu'elle n'est pas en mesure de le faire). Le délai de cinq jours ouvrables ne sera pas prolongé pour permettre à la nouvelle personne-ressource de répondre.
- (iv) En cas de contradiction entre l'information donnée par la personne citée en référence et celle fournie par le soumissionnaire, la première prévaudra.
- (v) On n'accordera aucun point ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté (selon le cas) si (1) le client cité en référence indique qu'il n'est pas en mesure de fournir l'information demandée ou qu'il ne veut pas le faire, ou (2) le client cité en référence n'est pas un client du soumissionnaire même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale du soumissionnaire). De même, on n'accordera aucun point au soumissionnaire ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a des liens de dépendance avec le soumissionnaire.

4.2 Évaluation financière

- (a) L'évaluation financière sera effectuée d'après les taux quotidiens fermes indiqués dans les soumissions recevables.
- (b) Deux méthodes possibles d'évaluation financière peuvent être utilisées pour le présent besoin. La première méthode sera utilisée si trois soumissions ou plus sont jugées recevables (voir la section c) – Évaluation financière – Méthode A, ci-dessous). La deuxième méthode sera utilisée si moins de trois soumissions sont jugées recevables (voir la section d) – Évaluation financière – Méthode B ci-dessous).
- (c) **Évaluation financière – Méthode A** : La méthode d'évaluation financière suivante sera utilisée si trois soumissions ou plus sont jugées recevables.
 - (i) **ÉTAPE 1 – ÉTABLISSEMENT DES MÉDIANES INFÉRIEURES ET SUPÉRIEURES POUR CHAQUE PÉRIODE ET CHAQUE CATÉGORIE DE RESSOURCES** : L'autorité contractante établira, pour chaque période et chaque catégorie de ressources la fourchette

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

médiane selon les taux fermes quotidiens fournis par les soumissionnaires dont la soumission est jugée recevable sur le plan technique. Pour chaque catégorie de ressources, on calculera la médiane à l'aide de la fonction connexe dans Microsoft Excel. Cette médiane permettra d'établir une fourchette qui prendra en compte un taux médian inférieur correspondant à une valeur de moins (-) 20 % de la médiane et un taux médian supérieur correspondant à une valeur de plus (+) 30 % de la médiane. Lorsqu'un nombre pair de soumissions sont jugées recevables sur le plan technique, la moyenne des deux tarifs médians sera utilisée pour calculer la fourchette médiane, alors que dans le cas d'un nombre impair de soumissions jugées recevables sur le plan technique, le tarif médian sera utilisé.

(ii) **ÉTAPE 2 – ATTRIBUTION DES POINTS** : Pour chaque période et chaque catégorie de ressources les points seront attribués de la façon suivante.

(A) Le soumissionnaire ne recevra aucun point s'il propose, pour une période et une catégorie de ressources données, un tarif quotidien ferme qui est inférieur à la limite de la médiane inférieure, ou supérieur à la limite médiane supérieure établie pour cette période et cette catégorie de ressources.

(B) Le soumissionnaire dont le tarif quotidien ferme entre dans la fourchette des médianes supérieure et inférieure obtiendra des points d'après la formule suivante, qui seront arrondis à deux décimales :

$$\frac{\text{Taux quotidien ferme proposé le plus bas dans la fourchette des médianes}}{\text{Taux quotidien ferme proposé par le soumissionnaire dans les limites de la fourchette des médianes}} \times \text{Maximum de points attribués au tableau 1 ci-dessous}$$

(C) Le soumissionnaire dont le tarif journalier ferme entre dans la fourchette des médianes établies et qui est le plus bas parmi les tarifs proposés obtiendra le nombre maximum de points applicable indiqué au tableau 1 ci-dessous.

TABLEAU 1 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS						
CATÉGORIES DE RESSOURCES	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 1	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 2	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 3	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 4	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 5	TOTAL POINTS
Gestionnaire de services, Principal	10	10	10	10	10	50
Ingénieur réseau, Subalterne	5	5	5	5	5	25
Ingénieur réseau, Intermédiaire	10	10	10	10	10	50
Ingénieur réseau, Principal	5	5	5	5	5	25
Administrateur réseau, Subalterne	5	5	5	5	5	25
Administrateur réseau, Intermédiaire	10	10	10	10	10	50
Administrateur réseau, Principal	5	5	5	5	5	25
Architecte des services et applications, Subalterne	10	10	10	10	10	50
Architecte des services et applications, Intermédiaire	20	20	20	20	20	100

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Architecte des services et applications, Principal	10	10	10	10	10	50
Spécialiste du service de dépannage, Subalterne	10	10	10	10	10	50
Spécialiste du service de dépannage, Intermédiaire	20	20	20	20	20	100
Spécialiste du service de dépannage, Principal	10	10	10	10	10	50
	10	10	10	10	10	50
Gestionnaire de produits, Intermédiaire	10	10	10	10	10	50
Gestionnaire de produits, Principal	20	20	20	20	20	100
Architecte des logiciels, Principal	5	5	5	5	5	25
Ingénieur de l'innovation et des produits logiciels, Subalterne	10	10	10	10	10	50
Ingénieur de l'innovation et des produits logiciels, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Ingénieur de l'innovation et des produits logiciels, Principal	10	10	10	10	10	50
Spécialiste de la sécurité des logiciels, Subalterne	20	20	20	20	20	100
Spécialiste de la sécurité des logiciels, Intermédiaire	10	10	10	10	10	50
Spécialiste de la sécurité des logiciels, Principal	10	10	10	10	10	50
Spécialiste des logiciels, Subalterne	20	20	20	20	20	100
Spécialiste des logiciels, Intermédiaire	10	10	10	10	10	50
Spécialiste des logiciels, Principal	20	20	20	20	20	100
Programmeur, Subalterne	40	40	40	40	40	200
Programmeur, Intermédiaire	20	20	20	20	20	100
Programmeur, Principal	5	5	5	5	5	25
Gestionnaire du cycle de vie des applications, Subalterne	10	10	10	10	10	50
Gestionnaire du cycle de vie des applications, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Gestionnaire du cycle de vie des applications, Principal	10	10	10	10	10	50
Gestionnaire de la documentation, de la formation et de l'innovation, Principal	5	5	5	5	5	25
Contrôleur des manuels des logiciels, Subalterne	5	5	5	5	5	25
Contrôleur des manuels des logiciels, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Développeur de produits de formation sur les logiciels, Subalterne	10	10	10	10	10	50
Développeur de produits de formation sur les logiciels, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Développeur de produits de formation sur les logiciels, Principal	5	5	5	5	5	25
Spécialiste de la prestation de la formation sur les logiciels, Subalterne	10	10	10	10	10	50
Spécialiste de la prestation de la formation sur les logiciels, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Spécialiste de la prestation de la formation sur les logiciels, Principal	5	5	5	5	5	25
Spécialiste de la disponibilité, des licences et de la distribution des logiciels, Subalterne	5	5	5	5	5	25
Spécialiste de la disponibilité, des licences et de la distribution des logiciels, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Intégrateur de bases de données, Subalterne	10	10	10	10	10	50
Intégrateur de bases de données, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Intégrateur de bases de données, Principal	5	5	5	5	5	25
Spécialiste en gestion de la configuration, Subalterne	10	10	10	10	10	50
Spécialiste en gestion de la configuration, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Spécialiste en gestion de la configuration, Principal	10	10	10	10	10	50
Gestionnaire de l'assurance de la qualité et du contrôle de la qualité, Principal	5	5	5	5	5	25
Spécialiste de l'assurance de la qualité, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Spécialiste de l'assurance de la qualité, Principal	5	5	5	5	5	25
Spécialiste du contrôle de la qualité, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Spécialiste du contrôle de la qualité, Principal	5	5	5	5	5	25
Gestionnaire d'essais, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Gestionnaire d'essais, Principal	5	5	5	5	5	25
Technicien d'essais, Subalterne	10	10	10	10	10	50
Technicien d'essais, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Technicien d'essais, Principal	5	5	5	5	5	25
TOTAL	540	540	540	540	540	2700

- (iii) **ÉTAPE 3 – NOTE FINANCIÈRE** : On additionnera les points attribués à l'ÉTAPE 2 pour chaque période et chaque catégorie de ressources, et on arrondira le total à deux décimales pour obtenir la note financière. Un exemple d'évaluation financière à l'aide de la méthode A est fourni ci-après.

(iv) **EXEMPLE D'ÉVALUATION FINANCIÈRE À L'AIDE DE LA MÉTHODE A**

TABLEAU 2 – EXEMPLE D'ÉVALUATION FINANCIÈRE À L'AIDE DE LA MÉTHODE A							
Catégories de ressources	Maximum de points	Soumissionnaire 1		Soumissionnaire 2		Soumissionnaire 3	
		Année 1	Année 2	Année 1	Année 2	Année 1	Année 2
Programmeur	150 (75 points par année)	400,00 \$	400,00 \$	420,00 \$	450,00 \$	450,00 \$	450,00 \$
Analyste des activités	100 (50 points par année)	600,00 \$	600,00 \$	600,00 \$	620,00 \$	650,00 \$	820,00 \$
Gestionnaire de projet	50 (25 points par année)	555,00 \$	900,00 \$	750,00 \$	800,00 \$	700,00 \$	800,00 \$
TOTAL	300						
ÉTAPE 1 – Établissement des médianes inférieures et supérieures pour chaque année et chaque catégorie de ressources							
(Médiane 1)	Pour la catégorie de ressources des programmeurs, la médiane de l'année 1 serait 420 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 336 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 546 \$.						

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (Médiane 2) Pour la catégorie de ressources des programmeurs, la médiane de l'année 2 serait 450 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 360 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 585 \$.
- (Médiane 3) Pour la catégorie de ressources des analystes des activités, la médiane de l'année 1 serait 600 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 480 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 780 \$.
- (Médiane 4) Pour la catégorie de ressources des analystes des activités, la médiane de l'année 2 serait 620 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 496 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 806 \$.
- (Médiane 5) Pour la catégorie de ressources des gestionnaires de projet, la médiane de l'année 1 serait 700 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 560 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 910 \$.
- (Médiane 6) Pour la catégorie de ressources des gestionnaires de projet, la médiane de l'année 2 serait 800 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 640 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 1 040 \$.

ÉTAPE 2 – Attribution des points

Soumissionnaire 1

- Programmeur - année 1 = 75 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
- Programmeur - année 2 = 75 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
- Analyste des activités - année 1 = 50 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
- Analyste des activités - année 2 = 50 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
- Gestionnaire de projet - année 1 = 0 point (en dehors des limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
- Gestionnaire de projet - année 2 = 22,22 points, d'après le calcul suivant : $\text{taux le plus bas (800 \$)} \div \text{taux proposé par le soumissionnaire (900 \$)} \times 25 \text{ points}$

Soumissionnaire 2

- Programmeur - année 1 = 71,43 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (420 \$)} \times 75 \text{ points}$
- Programmeur - année 2 = 66,67 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (450 \$)} \times 75 \text{ points}$
- Analyste des activités – année 1 = 50 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
- Analyste des activités – année 2 = 48,39 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (600 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (620 \$)} \times 50 \text{ points}$
- Gestionnaire de projet – année 1 = 23,33 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (700 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (750 \$)} \times 25 \text{ points}$
- Gestionnaire de projet – année 2 = 25 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)

Soumissionnaire 3

- Programmeur - année 1 = 66,67 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (450 \$)} \times 75 \text{ points}$
- Programmeur - année 2 = 66,67 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (450 \$)} \times 75 \text{ points}$
- Analyste des activités – année 1 = 46,15 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (600 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (650 \$)} \times 75 \text{ points}$
- Analyste des activités – année 2 = 0 point (en dehors des limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
- Gestionnaire de projet - année 1 = 25 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME
Gestionnaire de projet - année 2 = 25 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)		
ÉTAPE 3 – Note financière		
Soumissionnaire 1 : $75 + 75 + 50 + 50 + 0 + 22,22 =$ note financière totale de 272,22 points sur un total possible de 300 points		
Soumissionnaire 2 : $71,43 + 67,67 + 50 + 48,39 + 23,33 + 25 =$ note financière totale de 284,82 points sur un total possible de 300 points		
Soumissionnaire 3 : $66,67 + 66,67 + 46,15 + 0 + 25 + 25 =$ note financière totale de 229,49 points sur un total possible de 300 points		

(d) **Évaluation financière – Méthode B :** La méthode d'évaluation financière suivante sera utilisée si moins de trois soumissions sont jugées recevables :

(i) **ÉTAPE 1 – ATTRIBUTION DES POINTS :** Pour chaque période et chaque catégorie de ressources les points seront attribués de la façon suivante :

(A) Les points seront attribués en fonction des calculs ci-dessous, et le total sera arrondi à deux décimales près.

$$\frac{\text{Taux quotidien ferme proposé le plus bas}}{\text{Taux quotidien ferme proposé par le soumissionnaire}} \times \text{Maximum de points attribués au tableau 3 ci-dessous}$$

Le soumissionnaire offrant le taux quotidien ferme le plus bas obtiendra le nombre maximum de points applicable indiqué au tableau 3 ci-dessous.

TABLEAU 3 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS						
CATÉGORIES DE RESSOURCES	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 1	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 2	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 3	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 4	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT – ANNÉE 5	TOTAL POINTS
Gestionnaire de services, Principal	10	10	10	10	10	50
Ingénieur réseau, Subalterne	5	5	5	5	5	25
Ingénieur réseau, Intermédiaire	10	10	10	10	10	50
Ingénieur réseau, Principal	5	5	5	5	5	25
Administrateur réseau, Subalterne	5	5	5	5	5	25
Administrateur réseau, Intermédiaire	10	10	10	10	10	50
Administrateur réseau, Principal	5	5	5	5	5	25
Architecte des services et applications, Subalterne	10	10	10	10	10	50
Architecte des services et applications, Intermédiaire	20	20	20	20	20	100
Architecte des services et applications, Principal	10	10	10	10	10	50
Spécialiste du service de dépannage, Subalterne	10	10	10	10	10	50

Solicitation No. – N° de l'invitation

W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.**Buyer ID – Id de l'acheteur**

009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client

W8486-217807

File No. – N° du dossier

009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Spécialiste du service de dépannage, Intermédiaire	20	20	20	20	20	100
Spécialiste du service de dépannage, Principal	10	10	10	10	10	50
	10	10	10	10	10	50
Gestionnaire de produits, Intermédiaire	10	10	10	10	10	50
Gestionnaire de produits, Principal	20	20	20	20	20	100
Architecte des logiciels, Principal	5	5	5	5	5	25
Ingénieur de l'innovation et des produits logiciels, Subalterne	10	10	10	10	10	50
Ingénieur de l'innovation et des produits logiciels, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Ingénieur de l'innovation et des produits logiciels, Principal	10	10	10	10	10	50
Spécialiste de la sécurité des logiciels, Subalterne	20	20	20	20	20	100
Spécialiste de la sécurité des logiciels, Intermédiaire	10	10	10	10	10	50
Spécialiste de la sécurité des logiciels, Principal	10	10	10	10	10	50
Spécialiste des logiciels, Subalterne	20	20	20	20	20	100
Spécialiste des logiciels, Intermédiaire	10	10	10	10	10	50
Spécialiste des logiciels, Principal	20	20	20	20	20	100
Programmeur, Subalterne	40	40	40	40	40	200
Programmeur, Intermédiaire	20	20	20	20	20	100
Programmeur, Principal	5	5	5	5	5	25
Gestionnaire du cycle de vie des applications, Subalterne	10	10	10	10	10	50
Gestionnaire du cycle de vie des applications, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Gestionnaire du cycle de vie des applications, Principal	10	10	10	10	10	50
Gestionnaire de la documentation, de la formation et de l'innovation, Principal	5	5	5	5	5	25

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Contrôleur des manuels des logiciels, Subalterne	5	5	5	5	5	25
Contrôleur des manuels des logiciels, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Développeur de produits de formation sur les logiciels, Subalterne	10	10	10	10	10	50
Développeur de produits de formation sur les logiciels, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Développeur de produits de formation sur les logiciels, Principal	5	5	5	5	5	25
Spécialiste de la prestation de la formation sur les logiciels, Subalterne	10	10	10	10	10	50
Spécialiste de la prestation de la formation sur les logiciels, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Spécialiste de la prestation de la formation sur les logiciels, Principal	5	5	5	5	5	25
Spécialiste de la disponibilité, des licences et de la distribution des logiciels, Subalterne	5	5	5	5	5	25
Spécialiste de la disponibilité, des licences et de la distribution des logiciels, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Intégrateur de bases de données, Subalterne	10	10	10	10	10	50
Intégrateur de bases de données, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Intégrateur de bases de données, Principal	5	5	5	5	5	25
Spécialiste en gestion de la configuration, Subalterne	10	10	10	10	10	50
Spécialiste en gestion de la configuration, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Spécialiste en gestion de la configuration, Principal	10	10	10	10	10	50
Gestionnaire de l'assurance de la qualité et du contrôle de la qualité, Principal	5	5	5	5	5	25

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.			Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807			CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
Spécialiste de l'assurance de la qualité, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Spécialiste de l'assurance de la qualité, Principal	5	5	5	5	5	25
Spécialiste du contrôle de la qualité, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Spécialiste du contrôle de la qualité, Principal	5	5	5	5	5	25
Gestionnaire d'essais, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Gestionnaire d'essais, Principal	5	5	5	5	5	25
Technicien d'essais, Subalterne	10	10	10	10	10	50
Technicien d'essais, Intermédiaire	5	5	5	5	5	25
Technicien d'essais, Principal	5	5	5	5	5	25
TOTAL	540	540	540	540	540	2700

- (ii) **ÉTAPE 2 – NOTE FINANCIÈRE** : On additionnera les points attribués à l'ÉTAPE 1 pour chaque période et chaque catégorie de ressources, et on arrondira à deux décimales pour obtenir la note financière.

(e) **Justification des taux pour les services professionnels**

D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Au moment d'évaluer les taux soumis pour les services professionnels, le Canada peut, sans toutefois y être obligé, demander une justification des prix conformément à cet article. Si le Canada demande une justification des prix, elle sera demandée à tous les soumissionnaires conformes proposant un taux au moins 20 % inférieur à la médiane des taux offerts par tous les soumissionnaires conformes pour la ou les mêmes catégories de ressources. Si le Canada demande une justification des prix, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

- (i) une facture (avec le numéro de série du contrat ou un autre identificateur unique du contrat) démontrant que le soumissionnaire a fourni et a facturé des services similaires à ceux qui seraient fournis par cette catégorie de ressources à un client (qui n'a aucun lien de dépendance avec le soumissionnaire) dans la région de la capitale nationale pendant au moins trois (3) mois au cours de la période de dix-huit (18) mois précédant la date de clôture de la demande de soumissions, et que les coûts facturés étaient égaux ou inférieurs au taux proposé au Canada;
- (ii) relativement à la facture mentionnée en (i), une preuve du client du soumissionnaire démontrant que les services indiqués sur la facture comprennent au minimum 50 % des tâches énumérées dans l'énoncé des travaux pour la catégorie de ressources évaluée, et ce, à un taux déraisonnablement bas. Il peut s'agir d'une copie du contrat (dans lequel on décrit les services à offrir et où l'on démontre qu'au moins 50 % des tâches sont les mêmes que celles qui doivent être effectuées dans le cadre de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions), ou d'une attestation du client indiquant que les services notés sur la facture comprenaient au moins 50 % des tâches qui doivent être effectuées en vertu de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions;

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (iii) le nom, le numéro de téléphone et, si possible, l'adresse de courriel d'une personne-ressource du client ayant reçu chacune des factures présentées au point (i), afin que le Canada puisse valider tout renseignement fourni par le soumissionnaire.

Lorsque le Canada demande une justification des taux offerts pour une catégorie de ressources particulière, il incombe entièrement au soumissionnaire de présenter l'information (décrite ci-dessus ou pouvant être autrement demandée par le Canada, y compris l'information qui permettrait au Canada de vérifier les renseignements fournis concernant la ressource proposée) qui permettrait au Canada de déterminer s'il peut réellement se fier à la capacité du soumissionnaire de fournir les services requis aux taux indiqués dans la soumission. Lorsque le Canada détermine que l'information fournie par le soumissionnaire ne justifie pas des taux déraisonnablement bas, la proposition sera jugée irrecevable.

(f) **Formules des tableaux d'établissement des prix**

Si les tableaux des prix fournis aux soumissionnaires comprennent des formules, le Canada peut entrer de nouveau les prix fournis par les soumissionnaires dans un nouveau tableau, s'il estime que les formules ne fonctionnent plus correctement dans la version fournie par un soumissionnaire.

4.3 Méthode de sélection

(a) **Évaluation des soumissions**

Processus de sélection : Le processus de sélection suivant sera suivi.

- (i) Pour être déclarée recevable, une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions, satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires et obtenir la note de passage indiquée pour les critères cotés indiqués dans la demande de soumissions.
- (ii) La soumission recevable obtenant la note totale la plus élevée sera recommandée pour l'attribution du contrat. La note maximale qu'un soumissionnaire peut obtenir pour le mérite technique est de 60; la note maximale en ce qui concerne le prix est établie à 40.

- (A) Calcul de la note technique totale : On calculera la note technique totale pour chaque soumission recevable en convertissant la note technique obtenue pour les critères techniques cotés par points à l'aide de la formule suivante (le résultat étant arrondi à deux décimales).

$$\frac{\text{Note technique}}{\text{Note technique maximale}} \times 60 = \text{Note technique totale}$$

(Soumissionnaires, veuillez consulter la note technique maximale à la pièce jointe 4.2)

- (B) Calcul de la note financière totale : On calculera la note financière totale pour chaque soumission recevable en convertissant la note financière obtenue pour l'évaluation financière à l'aide de la formule suivante (le résultat étant arrondi à deux décimales).

$$\frac{\text{Note financière}}{\text{Maximum de points attribués total}} \times 40 = \text{Note financière totale}$$

(Soumissionnaires, veuillez consulter le maximum de points attribués total).

- (C) Calcul de la note totale du soumissionnaire : La note totale du soumissionnaire sera calculée pour chaque soumission recevable à l'aide de la formule suivante :

$$\text{Note technique totale} + \text{note financière totale} = \text{note totale du soumissionnaire}$$

- (iii) Dans l'éventualité où des soumissionnaires obtiendraient la même note totale, le soumissionnaire ayant obtenu la note technique totale la plus élevée sera classé au premier rang.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (b) Un contrat peut être attribué à la suite de la présente demande de soumissions.
- (c) Les soumissionnaires devraient noter que l'attribution des contrats est assujettie au processus d'approbation interne du Canada, qui prévoit l'approbation obligatoire du financement selon le montant de tout contrat proposé. Même si un soumissionnaire a été recommandé pour l'attribution d'un contrat, un contrat sera attribué uniquement si l'approbation interne est obtenue conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun contrat ne sera attribué.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par ce dernier. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable ou qu'il y a manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation fournie avec sa soumission comprend de fausses déclarations, faites sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être présentés avec l'offre, mais il est possible de les présenter après. Si l'une ou l'autre de ces attestations ou l'un ou l'autre de ces renseignements supplémentaires demandés n'est pas fourni, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai qu'elle lui accorde pour fournir les renseignements. Si le soumissionnaire ne remet pas les attestations ou les renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous dans le délai imparti, son offre sera jugée non recevable.

(a) Exigences de sécurité – Documentation requise

Conformément aux [exigences du Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>), le soumissionnaire doit fournir un formulaire de demande d'inscription (FDI) au Programme de sécurité des contrats dûment rempli. Le formulaire sera examiné plus à fond dans le processus d'approvisionnement.

On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise et, le cas échéant, les capacités en matière de sécurité. Comme il est indiqué ci-dessus, les soumissionnaires qui ne fournissent pas toutes les informations requises à la clôture des soumissions auront la possibilité de compléter les informations manquantes du FDI dans un délai fixé par l'autorité contractante. Si ces renseignements ne sont pas fournis dans le délai établi par l'autorité contractante (y compris toute prolongation accordée par l'autorité contractante à sa discrétion), ou si le Canada a besoin d'autres renseignements de la part de le soumissionnaire dans le cadre de l'évaluation de la demande d'autorisation de sécurité (c.-à-d. des renseignements qui ne sont pas exigés par le FDI), le soumissionnaire sera tenu de soumettre ces renseignements dans le délai établi par l'autorité contractante, qui ne sera pas inférieur à 48 heures. Si, à quelque moment que ce soit, le soumissionnaire ne fournit pas les renseignements requis dans les délais fixés par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non conforme.

(b) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni lui ni un membre de la coentreprise, si le soumissionnaire est une coentreprise, ne sont nommés dans la « [Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux](#) » qui figure au bas de la page du site Web du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

(<https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, est nommé dans la « [Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux](#) » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, est nommé dans la « [Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux](#) » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante la pièce jointe 5.1, Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante la pièce jointe 5.1 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, remplie pour chaque membre de la coentreprise.

(c) **Attestations supplémentaires préalables à l'attribution du contrat**

(i) **Attestation de contenu canadien**

Cet achat est limité aux services canadiens.

(A) Le soumissionnaire atteste que :

() les services offerts sont des services canadiens, tel que défini au paragraphe 4 de la clause A3050T.

Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'Annexe 3.6, Exemple 2 du Guide des approvisionnements

(B) Clause du Guide des CCUA A3050T (2020/07/01) Définition du contenu canadien

(d) **Services professionnels – Ressources**

- (i) En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'il est exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenu avec ces derniers.
- (ii) En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, il garantit que chaque personne proposée est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat subséquent.
- (iii) Si le soumissionnaire a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, en déposant une soumission, il atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitæ au Canada. Le soumissionnaire doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande peut avoir pour conséquence de rendre la soumission non recevable.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

(e) **Attestation linguistique – anglais ou bilingue essentiel**

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque personne proposée dans sa soumission maîtrise l'anglais ou bilingue. Les personnes proposées doivent être en mesure de communiquer en anglais ou bilingue tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

(f) **Attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19**

Selon la Politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs, tous les soumissionnaires devraient fournir, avec leur soumission, la pièce jointe 5.3, Attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19, afin que leur soumission puisse être considérée davantage. Cette attestation jointe à la demande de soumissions à la date de clôture est jointe au contrat qui en découle et fait partie intégrante du contrat. Si cette attestation n'est pas fournie avec la soumission, elle doit être fournie avant l'émission du contrat et tel que demandé par l'Autorité contractante

(g) **Présentation d'une seule soumission**

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il ne se considère pas comme étant « lié » à aucun autre soumissionnaire.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS, W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- (a) Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
- (i) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisation valable, conformément à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - (ii) les personnes proposées par le soumissionnaire qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens classifiés ou protégés, ou encore à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées dans la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - (iii) Ce besoin contient une exigence sur la participation, le contrôle et l'influence de l'étranger (PCIE). Les soumissionnaires sélectionnés étant soumis à une évaluation PCIE seront contactés par courrier électronique par le bureau d'évaluation de PCIE. Les soumissionnaires doivent fournir les informations demandées par le bureau d'évaluation de PCIE dans les meilleurs délais. À défaut de fournir les informations demandées dans un délai de trente (30) jours civils ou dans les délais autrement précisés peut avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable
- (b) On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
- (c) Pour obtenir de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de TPSGC (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).
- (d) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chacun des membres de celle-ci doit respecter les exigences relatives à la sécurité.

6.2 Capacité financière

- (a) La clause A9033T du Guide des CCUA (2012/07/16), Capacité financière, s'applique, à la différence que le paragraphe 3 est supprimé et est remplacé par : « Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, chaque société mère, y compris la société mère ultime, devra fournir l'information financière demandée en 1(a) à (f). L'information financière fournie par une société mère ne dégage pas pour autant le soumissionnaire de l'obligation de présenter ses propres renseignements financiers; toutefois, si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, et dans le cours normal des affaires les renseignements financiers ne sont pas générés distinctement pour la filiale, les renseignements financiers de la société mère doivent être fournis. Si le Canada juge que le soumissionnaire ne possède pas la capacité financière, mais que la société mère possède cette capacité, ou si le Canada ne peut évaluer la capacité financière du soumissionnaire puisque son information financière fait partie intégrante de celle de la société mère, le Canada peut, à sa seule discrétion, attribuer le contrat au soumissionnaire sous réserve que la société mère fournisse une garantie au Canada. »
- (b) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chacun des membres de celle-ci doit respecter les exigences relatives à la capacité financière.

6.3 Exigences relatives aux marchandises contrôlées

- (a) Clause du Guide des CCUA A9130T(2019/11/28), Programme des marchandises contrôlées – soumission

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (b) Dans le cas des coentreprises, chaque membre de la coentreprise doit respecter les exigences du Programme des marchandises contrôlées.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses suivantes s'appliquent à tout contrat découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Besoin

- (a) **À ÊTRE INSÉRÉ LORS DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT** (l'« **entrepreneur** ») consent à fournir au client les services décrits dans le contrat, y compris l'énoncé des travaux, conformément au contrat et aux prix qui y sont énoncés. Cela comprend la prestation de services professionnels, à la demande du Canada, à un ou plusieurs emplacements qui seront précisés par ce dernier, à l'exclusion de tout emplacement se trouvant dans des secteurs assujettis à des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG).
- (b) **Client** : En vertu du contrat, le « **client** » est le ministère de la Défense nationale.
- (c) **Réorganisation du client** : Le changement de dénomination sociale, la réorganisation, le réaménagement ou la restructuration d'un client n'auront aucune incidence sur les obligations de l'entrepreneur (ni ne donneront lieu au paiement d'honoraires supplémentaires). La réorganisation, le réaménagement ou la restructuration du client s'entendent aussi de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est semblable à celle du client d'origine. Peu importe le type de restructuration, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la restructuration.
- (d) **Définitions** : Les termes et expressions définis dans les conditions générales et dans les conditions générales supplémentaires et employés dans ce contrat ont le sens qui leur est attribué dans les conditions générales ou dans les conditions générales supplémentaires. L'expression « utilisateur désigné » dans l'arrangement en matière d'approvisionnement fait référence au client. De plus, « produit livrable » ou « produits livrables » comprend toute la documentation décrite dans le présent contrat. Une référence à un « bureau local » de l'entrepreneur signifie un bureau ayant au moins un employé à temps plein qui n'est pas une ressource partagée qui y travaille

7.2 Autorisation de tâches

- (a) **Autorisations de tâches sur demande** : La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés « sur demande », au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir reçu une autorisation de tâches approuvée, émise par le Canada. L'entrepreneur convient que toute tâche effectuée avant la réception de cette autorisation de tâches approuvée est effectuée à ses propres risques.
- (b) **Évaluation des ressources proposées à l'étape de l'autorisation de tâches** : Les processus relatifs à l'établissement d'une autorisation de tâches, en réponse à une autorisation de tâche et liés à l'évaluation d'une autorisation de tâches sont décrits aux appendices A, B, C, D, E et F de l'annexe A.
- (c) **Formulaire et contenu du projet d'autorisation de tâches** :
 - (i) Le responsable technique fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen d'une ébauche d'autorisation de tâches contenant l'énoncé des travaux (EDT). La transmission de l'ébauche d'autorisation de tâches se fera par le biais du système de gestion de contrat et évaluation du performance (SGCEP) ou un autre portail convenu avec l'entrepreneur.
 - (ii) Le projet d'autorisation de tâches doit expliquer en détail les travaux à effectuer et doit également contenir les renseignements suivants :

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (A) Le numéro de contrat;
 - (B) le numéro de tâche;
 - (C) la date à laquelle la réponse de l'entrepreneur doit être reçue (cette date figurera dans le projet d'AT, mais pas dans l'AT attribuée);
 - (D) les catégories de ressources et le nombre de ressources nécessaires;
 - (E) une description des travaux associés à la tâche, notamment les activités à réaliser et les produits livrables à présenter (comme des rapports);
 - (F) les dates de début et de fin;
 - (G) toute option pour prolonger la date de fin initiale (s'il y a lieu);
 - (H) les dates clés des produits livrables et des paiements (s'il y a lieu);
 - (I) le nombre de jours-personnes requis;
 - (J) une note indiquant si les travaux comprennent des activités à réaliser sur place, en précisant l'endroit;
 - (K) le profil linguistique des ressources requises;
 - (L) le niveau d'attestation de sécurité que doivent posséder les employés de l'entrepreneur;
 - (M) le prix payable à l'entrepreneur pour l'exécution de la tâche, en indiquant s'il s'agit d'un prix ferme ou du prix maximum de l'autorisation de tâches (et dans le cas du prix maximum, l'autorisation de tâches doit indiquer la façon dont le montant final payable sera déterminé; lorsque l'autorisation de tâches n'indique pas la façon dont le montant final payable sera déterminé, le montant payable est le montant, jusqu'à concurrence du montant maximum, pour les heures réellement travaillées sur le projet que l'entrepreneur justifie en présentant les feuilles de présence remplies au moment de l'exécution des travaux par les employés pour justifier les frais);
 - (N) toute autre contrainte pouvant avoir des répercussions sur l'exécution de la tâche.
- (d) Le responsable technique fournira à l'entrepreneur une autorisation de tâches finale à l'aide du formulaire figurant à l'appendice B à l'annexe A.
- (e) **Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâches** : L'entrepreneur doit fournir au responsable technique, dans les 2 jours ouvrables de la réception du projet d'autorisation de tâches (ou tout autre délai plus long précisé dans le projet d'autorisation de tâches), une proposition du prix estimatif total pour l'exécution de la tâche et une ventilation de ce coût, établie conformément à la base de paiement du contrat, ainsi que la ou les ressources proposées connexes, conformément à l'appendice A de l'annexe A du contrat. La proposition de prix de l'entrepreneur doit être établie selon les taux stipulés dans le contrat. L'entrepreneur ne sera pas payé pour la préparation ni la présentation d'une réponse, ni pour la fourniture d'autres renseignements requis pour la préparation et l'attribution officielle de l'autorisation de tâches.
- (f) **Limite des autorisations de tâches et responsabilités à l'égard de leur émission officielle** :
- (i) Pour être attribuée de façon officielle, une autorisation de tâches doit porter les signatures suivantes :
 - (A) toute autorisation de tâches dont la valeur est inférieure ou égale à 1,000,000.00\$ (excluant les taxes applicables) doit être signée par un représentant de l'approvisionnement du MDN.
 - (B) toute autorisation de tâches, incluant les révisions, d'une valeur supérieure à ce montant doit être signée par :

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (1) le représentant de l'approvisionnement du MDN;
- (2) l'autorité contractante.

Toute autorisation de tâches qui ne porte pas les signatures requises n'a pas été émise de façon officielle par le Canada et n'est donc pas valide. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans que celui-ci ait reçu une autorisation de tâches officielle seront effectués à ses propres risques. L'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante s'il reçoit une autorisation de tâches qui ne porte pas les signatures requises. Au moyen d'un avis écrit envoyé à l'entrepreneur, l'autorité contractante peut suspendre en tout temps le pouvoir du client d'attribuer des autorisations de tâches, ou réduire la valeur indiquée au paragraphe (A) ci-dessus. L'avis de suspension ou de réduction prend effet dès la réception.

(g) Rapports d'utilisation périodique :

- (i) L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément aux autorisations de tâches valides émises dans le cadre du contrat. L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données requises ne sont pas disponibles, l'entrepreneur doit en indiquer la raison. Si des services ne sont pas fournis pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ». Les données doivent être présentées chaque trimestre à l'autorité contractante. De temps en temps, l'autorité contractante peut également exiger un rapport intérimaire au cours d'une période de référence.

- (ii) Les trimestres sont définis comme suit :

- (A) premier trimestre : du 1^{er} avril au 30 juin;
- (B) deuxième trimestre : du 1^{er} juillet au 30 septembre;
- (C) troisième trimestre : du 1^{er} octobre au 31 décembre;
- (D) quatrième trimestre : du 1^{er} janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les quinze (15) jours civils suivant la fin de la période de référence.

- (iii) Chaque rapport doit contenir les informations suivantes pour chaque autorisation de tâche qui est approuvée et émise de façon officielle (et tel que modifié):

- (A) le numéro de l'autorisation de tâches et le numéro de la version modifiée, le cas échéant;
- (B) le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- (C) le nom, la catégorie de ressources de chaque ressource participant à l'exécution de l'autorisation de tâches, le cas échéant;
- (D) le coût estimatif total précisé dans l'autorisation de tâches valide de chaque tâche, taxes applicables en sus;
- (E) le montant total dépensé jusqu'à présent, taxes applicables en sus, pour chaque tâche autorisée;
- (F) les dates de début et de fin de chaque tâche autorisée;
- (G) l'état d'avancement de chaque tâche autorisée, s'il y a lieu (p. ex. indiquer si les travaux sont en cours, ou si le Canada a annulé ou suspendu l'autorisation de tâches).

- (iv) Chaque rapport doit aussi contenir les informations cumulatives suivantes pour chaque autorisation de tâches émise de façon officielle (et tel que modifié):

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (A) le montant (taxes applicables en sus) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) qui correspond à la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les autorisations de tâches émises de façon officielle;
 - (B) le montant total, taxes applicables en sus, dépensé jusqu'à présent pour toutes les autorisations de tâches émises de façon officielle.
- (h) **Regroupement d'autorisations de tâches à des fins administratives** : Le contrat peut être modifié à l'occasion afin de tenir compte de l'ensemble des autorisations de tâches valides attribuées à ce jour, et de consigner le travail effectué dans le cadre de ces autorisations de tâches à des fins administratives.
- (i) **Conditions complémentaires** : Une ou les deux conditions suivantes s'appliqueront à l'égard de toute autorisation de tâches spécifique (en plus des droits et obligations énoncés ailleurs dans le contrat, sans limiter lesdits droits et obligations) si elles sont confirmées par le Canada dans l'autorisation de tâches :
- (i) L'entrepreneur reconnaît que, dans l'exécution de la présente autorisation de tâches :
 - (A) il pourrait participer à la préparation des énoncés de travaux, des demandes de propositions, des spécifications ou des critères d'évaluation, ou à l'évaluation des propositions, pour les futures demandes de soumissions ou les futurs contrats pour des travaux de suivi ou des travaux connexes; et
 - (B) il pourrait avoir accès à des informations et des documents qui peuvent entraîner un conflit d'intérêts réel ou perçu ou lui conférer un avantage indu en ce qui concerne les futures sollicitations ou les futurs contrats concernant les travaux de suivi ou les travaux connexes.

En fournissant un devis, l'entrepreneur accepte que lui, ses sous-traitants, leurs entités affiliées respectives, leurs agents respectifs et leurs employés respectifs, actuels et anciens, ne doivent pas : soumettre une offre pour de futures demandes de soumissions ou de futurs contrats; assister ou conseiller toute personne (y compris, sans s'y limiter, les entrepreneurs et sous-traitants) préparant ou soumettant une offre pour de futures demandes de soumissions ou de futurs contrats ou y participant d'une façon ou d'une autre; participer de quelque manière que ce soit à la préparation d'une offre pour de futures demandes de soumissions ou de futurs contrats.

De plus, l'entrepreneur reconnaît que le Canada peut, à sa discrétion, disqualifier, considérer non conforme et rejeter toute soumission pour de futures demandes de soumissions ou de futurs contrats : si la soumission est soumise par l'entrepreneur, ses sous-traitants, leurs entités affiliées respectives, leurs agents respectifs ou leurs employés respectifs, actuels ou anciens; si l'un d'entre eux a aidé ou conseillé toute personne (y compris, sans s'y limiter, les entrepreneurs et sous-traitants) à préparer ou à soumettre l'offre ou s'il y a participé d'une façon ou d'une autre; ou si l'un d'entre eux a participé d'une autre manière dans la préparation de l'offre. Si l'implication est découverte après l'attribution du futur contrat, cela constituera un motif de résiliation du contrat en vertu des dispositions par défaut de ce contrat.

L'entrepreneur reconnaît également que le Canada peut, à sa discrétion, l'empêcher ou empêcher ses sous-traitants, leurs entités affiliées respectives, leurs agents

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

respectifs ou leurs employés respectifs, actuels ou anciens, d'exécuter des travaux en vertu de futurs contrats concernant des travaux de suivi ou des travaux connexes.

L'entrepreneur doit communiquer les restrictions à toute personne assujettie aux restrictions énoncées dans la présente clause et doit obtenir sa reconnaissance des restrictions avant le début des travaux en vertu de l'autorisation de tâches.

- (ii) L'entrepreneur doit obtenir de chaque ressource proposée une copie remplie et signée de l'appendice E à l'annexe A – Lettre de reconnaissance de l'entrepreneur intégré et de l'appendice F à l'annexe A – Entente de non-divulcation, et fournir ces copies avec sa proposition.

7.3 Garantie des travaux minimums

(a) Dans la présente clause :

- (i) La « **valeur maximale du contrat** » désigne le montant indiqué à la clause « **Limitation des dépenses** » du contrat.
- (ii) La « **valeur minimale du contrat** » représente 100,000.00\$ CAD (excluant les taxes applicables).

(b) En vertu du présent contrat, le Canada est tenu de demander des travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat ou, à son choix, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe c), sauf pour les cas prévus au paragraphe d). En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la période du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.

(c) Si, pendant la durée du contrat, le Canada n'exige pas une quantité de travaux correspondant à la valeur minimale du contrat, il devra verser à l'entrepreneur la différence entre cette valeur et le coût total des travaux demandés.

(d) Conformément à cet article, le Canada n'aura aucune obligation à l'égard de l'entrepreneur si le Canada résilie l'ensemble du contrat :

- (i) pour manquement;
- (ii) pour des raisons pratiques à la suite de la décision ou de la recommandation d'un tribunal ou d'une cour, énonçant que le contrat peut être résilié, faire l'objet d'une autre demande de soumissions ou être attribué à un autre fournisseur;
- (iii) pour des raisons de commodité dans les trente (30) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat.

7.4 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et les conditions désignées par un numéro, une date et un titre sont énoncées dans le Guide des CCUA (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>), publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

(a) **Conditions générales :**

- (i) Le document 2035 (2022/05/12), Conditions générales – besoins plus complexes de services, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

En ce qui concerne l'article 30, Résiliation pour raisons de commodité, des conditions générales 2035, la sous-section 04 est supprimée et remplacée par les sous-sections 04, 05 et 06 :

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel.
 5. Si l'autorité contractante résilie le contrat en totalité et que les articles de l'accord comprennent une garantie des travaux minimums, le montant total à verser à l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser le plus élevé des deux montants suivants :
 - (a) le montant total auquel a droit l'entrepreneur selon le présent article, en plus des montants qui lui ont été versés, des montants qui lui seront dus en plus des montants qui devront lui être payés en vertu de la garantie des travaux minimums, ou les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation;
 - (b) le montant payable selon la garantie des travaux minimums, moins les montants qui ont été versés, qui sont dus ou qui seront dus à l'entrepreneur à la date de la résiliation.
 6. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui concerne les dommages-intérêts, la compensation, la perte de profit et l'indemnité découlant de tout avis de résiliation donné par le Canada en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada toute partie de tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.
- (b) **Conditions générales supplémentaires :**
- Les conditions générales supplémentaires qui suivent :
- (i) 4002 (2010/08/16), Conditions générales supplémentaires – Services d'élaboration ou de modification de logiciels;
 - (ii) 4007 (2010/08/16), Conditions générales supplémentaires – Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.5 Exigences relatives à la sécurité

Les exigences relatives à la sécurité suivantes s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

- (a) L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable au niveau TRÈS SECRET et OTAN SECRET, délivrée par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- (b) Ce contrat comprend un accès à des **marchandises contrôlées**. Avant d'avoir accès, le soumissionnaire doit être inscrit au Programme des Marchandises Contrôlées de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- (c) Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau TRÈS SECRET, OTAN SECRET, SECRET, ou FIABILITÉ, tel que requis, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
- (d) Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS Restreints, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, **doivent être citoyens du Canada ou citoyens des États-Unis d'Amérique** et doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau TRÈS SECRET, OTAN SECRET, ou SECRET, tel que requis, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (e) Les membres du personnel de l'entreprise qui doivent avoir accès aux biens ou aux renseignements OTAN NON-CLASSIFIÉS n'ont pas besoin d'avoir une attestation de sécurité ; toutefois, l'entrepreneur doit s'assurer que de tiers n'auront pas accès aux renseignements OTAN NON-CLASSIFIÉS et que le principe du « besoin de savoir », sera appliqué.
- (f) Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens NATO DIFFUSION RESTREINTE, **doivent être citoyens du Canada ou citoyens des États-Unis d'Amérique** et doivent TOUS détenir une cote de OTAN SECRET ou son équivalent en vigueur, délivrée ou approuvée par l'autorité de sécurité compétente déléguée par l'OTAN.
- (g) Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **CLASSIFIÉS OTAN**, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, **doivent être citoyens du Canada ou citoyens des États-Unis d'Amérique** et doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau OTAN SECRET, délivrée ou approuvée par l'autorité de sécurité compétente déléguée par l'OTAN.
- (h) Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens COMSEC, **doivent être citoyens du Canada** et détenir une cote de sécurité du personnel valable et proportionnée avec les renseignements ou les biens qui seront accédés, avoir un besoin de connaître et avoir été soumis à une séance d'information COMSEC et avoir signé un certificat de séance d'information COMSEC. L'accès par des étrangers nationaux ou des résidents étrangers doit être approuvé par le Chef des Services à la clientèle STI du CST sur une base de cas-par-cas.
- (i) L'entrepreneur ou l'offrant NE DOIT PAS emporter de renseignements ou de biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS hors des établissements visés; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
- (j) Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
- (k) Le soumissionnaire ou l'entrepreneur retenu doit présenter une trousse complète de PCIE, y compris la documentation connexe, comme il est exigé dans les lignes directrices et le questionnaire relatifs à la PCIE, d'ici la date limite indiquée dans le courriel envoyé par le bureau de la PCIE.
- (l) Avant d'avoir accès à des renseignements ou à des biens de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou COMSEC, le soumissionnaire ou l'entrepreneur retenu doit disposer d'une lettre de décision, qui se rapporte au présent contrat, qui expire à la fin dudit contrat ou des périodes de prolongation, et qui est émise par le bureau de la PCIE pour indiquer les résultats de l'évaluation de la PCIE.
- (m) Si la lettre de décision « Avec PCIE; mesures d'atténuation requises » demande de mettre en œuvre des mesures d'atténuation, celles-ci doivent être mises en œuvre et approuvées par le bureau de la PCIE avant que le soumissionnaire ou l'entrepreneur retenu ou son personnel ait accès à des renseignements ou à des biens de l'OTAN ou COMSEC. Ces mesures d'atténuation doivent rester en place pendant toute la durée du contrat, y compris les périodes de prolongation, le cas échéant.
- (n) Le Programme de sécurité des contrats (PSC) se réserve le droit de suspendre l'attestation de sécurité de l'organisation du soumissionnaire ou de l'entrepreneur retenu s'il est visé par une

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

décision « Avec PCIE; mesures d'atténuation requises » et qu'il décide de ne pas mettre en œuvre les mesures d'atténuation requises.

- (o) Le soumissionnaire ou l'entrepreneur retenu doit maintenir leur statut PCIE « Sans PCIE » ou « Avec PCIE; mesures d'atténuation requises » pendant toute la durée du contrat, y compris les périodes de prolongation, le cas échéant.
- (p) Le soumissionnaire ou l'entrepreneur retenu doit immédiatement fournir au bureau de la PCIE la documentation relative à tout changement apporté à la structure organisationnelle ou de propriété de l'organisation et à toute augmentation des revenus étrangers ou de la dette extérieure par rapport à ce qui a été déclaré au bureau de la PCIE dans l'évaluation initiale de la PCIE. Le soumissionnaire ou l'entrepreneur retenu fera l'objet d'une nouvelle évaluation de la PCIE en fonction de ces nouveaux renseignements dans le but de décider à nouveau le statut PCIE du soumissionnaire ou de l'entrepreneur retenu.
- (q) Si l'entrepreneur ou le soumissionnaire retenu reçoit une lettre de décision « Avec PCIE » ne pouvant pas maintenir les mesures d'atténuation, il ne sera pas en fonction d'obtenir les attestations de sécurité requises, d'obtenir et de maintenir une attestation de sécurité d'installation (ASI) et les attestations de sécurité du personnel auprès du PSC. Par conséquent, il ne satisfera plus aux exigences relatives à la sécurité du contrat.
- (r) L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - (i) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - (ii) du *Manuel de la sécurité des contrats* (dernière édition).

7.6 Période du contrat

- (a) **Période du contrat** : La « **période du contrat** » représente toute la période au cours de laquelle l'entrepreneur est obligé d'exécuter les travaux et comprend :
 - (i) la « **période initiale du contrat** » qui commence à la date d'attribution du contrat et qui prend fin 5 ans plus tard;
 - (ii) la période de prolongation de ce contrat, si le Canada décide de se prévaloir des options énoncées dans le contrat.
- (b) **Option de prolongation du contrat** :
 - (i) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 5 périodes supplémentaires de 1 année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte, au cours de la période prolongée du contrat, d'être payé conformément aux dispositions applicables définies dans la base de paiement.
 - (ii) Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en faisant parvenir un avis écrit à l'entrepreneur avant la date d'échéance du contrat. Cette option ne peut être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.7 Responsables

(a) Autorité contractante

L'autorité contractante dans le cadre du contrat est :

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Nom : Bikina Kaliningondo
Titre : Chef, Approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : Direction de l'acquisition des services professionnels
Adresse : 10, rue Wellington, Gatineau (Québec)
Téléphone : (613) 858-9365
Adresse électronique : bikina.kaliningondo@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification du contrat doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus à la suite de la réception de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

(b) **Représentant de l'approvisionnement du MDN**

Le représentant de l'approvisionnement du MDN dans le cadre du contrat est :

À ÊTRE INSÉRÉ LORS DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Adresse électronique : _____

Le représentant de l'approvisionnement du MDN représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées aux aspects administratifs des travaux prévus dans le contrat et des communications avec l'autorité contractante pour tout ce qui concerne le contrat. Il a aussi le pouvoir de présenter des demandes d'approvisionnement; il doit présenter des rapports à TPSGC au sujet de l'utilisation du contrat. On peut discuter des questions techniques avec le représentant de l'approvisionnement du MDN, cependant, ce dernier ne détient pas les pouvoirs nécessaires pour autoriser des changements à la portée des travaux. De tels changements ne peuvent être effectués qu'au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

(c) **Responsable technique**

Le responsable technique pour le contrat est: **À ÊTRE INSÉRÉ LORS DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT**

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Adresse électronique : _____

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat, et il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements touchant la portée des travaux. De telles modifications ne peuvent être effectuées que par l'entremise d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

(d) **Représentant de l'entrepreneur**

À ÊTRE INSÉRÉ LORS DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Adresse électronique : _____

7.8 Divulgence proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la gestion de la fonction publique, l'entrepreneur a convenu que ces renseignements seront affichés sur les sites Web ministériels, dans le cadre des rapports de divulgation proactive, conformément à l'Avis sur la politique des marchés 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor.

7.9 Paiement

(a) **Base de paiement**

- (i) **Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches avec un prix maximum:** Pour les services professionnels exigés par le Canada, en conformité avec une autorisation de tâches émise de façon officielle, le Canada paiera à l'entrepreneur, rétroactivement, jusqu'à concurrence du prix maximum pour l'autorisation de tâches, pour les heures réellement travaillées ainsi que pour tout produit issu de ce travail conformément aux tarifs journaliers fermes tout compris établis à l'annexe B, Base de paiement, taxes applicables en sus. Les périodes de travail de moins d'une journée seront calculées proportionnellement aux heures travaillées en fonction d'une journée de travail de 7,5 heures.
- (ii) **Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches à un prix ferme :** Pour la prestation de services professionnels, sur demande par le Canada et conformément à une autorisation de tâches émise de façon officielle, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix ferme établi dans l'autorisation de tâches (selon les tarifs journaliers fermes tout compris établis à l'annexe B), taxes applicables en plus.
- (iii) **Visites d'aide technique (VAT) fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches :** Pour les visites d'aide technique (VAT) sur demande par le Canada, en conformité avec une autorisation de tâches émise de façon officielle, le Canada paiera l'entrepreneur pour toutes les dépenses raisonnables, appropriées et autorisées dans l'exécution des travaux liés aux représentants détachés (RD), équipes ou détachements mobiles de réparation (Dét MR), visites d'aide technique (VAT) et essai et évaluation opérationnelles (EEO), y compris l'assurance risque de guerre du personnel, les frais de vaccination, les médicaments prophylactiques, tests COVID-19 et les consultations médicales ainsi que les frais de visa sans aucune indemnité pour les frais généraux ou le profit. Tous les paiements sont assujettis à une vérification gouvernementale et toutes les dépenses doivent être approuvées au préalable par le responsable technique.
- (iv) **Dépenses directes fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches:** Pour les dépenses directes exigés par le Canada, en conformité avec une autorisation de tâches émise de façon officielle, le Canada remboursera l'entrepreneur pour les dépenses directes (livres, outils, licences, traduction, fournitures informatiques diverses) au prix coûtant sans allocation de majoration, de frais d'administration ou de profit. Le prix total des dépenses

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

directes sur chaque autorisation de tâches ne doit pas dépasser 25 000,00\$ (TPS/TVH/TVQ incluse).

- (v) **Soutien sur demande fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches :** Pour le soutien sur demande en dehors des heures de travail exigés par le Canada, en conformité avec une autorisation de tâches, le Canada paiera l'entrepreneur pour une heure de travail (somme calculée au prorata à partir des taux quotidiens fermes précisés à l'annexe B) pour chaque période de huit heures, complète ou partielle, passée en attente d'un appel.
- (vi) **Soutien par rappel fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches :** Pour le soutien par rappel exigés par le Canada, en conformité avec une autorisation de tâches émise de façon officielle, le Canada appellera l'entrepreneur à retourner sur le lieu des travaux en dehors des heures de travail convenues, ou s'il prend part à une consultation prolongée, le Canada paiera l'entrepreneur un minimum de trois (3) heures de travail (somme calculée au prorata à partir des taux quotidiens fermes précisés à l'annexe B). Ce minimum n'est applicable qu'une seule fois pour chaque période de huit (8) heures en attente, complète ou partielle. Si la durée de la période de travail ou de la consultation est supérieure à trois (3) heures au cours d'une période de huit (8) heures en dehors des heures de travail convenues, l'entrepreneur sera payé pour les heures travaillées (somme calculée au prorata à partir des taux quotidiens fermes précisés à l'annexe B).
- (vii) **Frais de déplacement et de subsistance – Directive sur les voyages du Conseil national mixte:** L'entrepreneur sera remboursé pour les frais de déplacement et de subsistance autorisés qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour les frais administratifs généraux ou le profit, conformément aux indemnités relatives aux repas et à l'utilisation d'un véhicule privé qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte, et selon les autres dispositions de la Directive qui font référence aux « voyageurs » plutôt qu'aux « employés ». Tout déplacement doit être approuvé au préalable par responsable technique. Les demandes de voyage seront prises en compte uniquement pour un lieu de travail situé à plus de 100 kilomètres d'Ottawa. L'entrepreneur sera payé pour les heures consacrées au déplacement en fonction de la moitié du taux horaire. Le taux horaire sera déterminé en divisant le taux quotidien ferme établi à l'annexe B par 7,5 heures. Tout paiement peut faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.
- (viii) **Attribution concurrentielle :** L'entrepreneur reconnaît que le contrat a été attribué à l'issue d'un processus concurrentiel. Aucun montant supplémentaire ne sera versé à l'entrepreneur en compensation d'erreurs, d'oublis ou de mauvaises interprétations ou estimations dans sa soumission.
- (ix) **Taux quotidiens fermes de l'entrepreneur :** L'entrepreneur accepte que les taux énoncés dans l'annexe B demeurent fermes pendant toute la période du contrat, sauf pour ce qui est prévu dans les conditions expresses du contrat. En vertu de l'article 18(1) des Conditions générales 2035 du Guide des CCUA, l'entrepreneur reconnaît que son obligation de fournir les services conformément aux taux fermes énoncés à l'annexe B n'est pas visée par l'application d'une loi existante ou de toute nouvelle loi qui pourrait entrer en vigueur pendant la période du contrat.
- (x) **Taux des services professionnels :** D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Cela annule les avantages que le Canada aurait pu retirer de ce contrat. Si l'entrepreneur ne répond pas ou refuse de présenter une personne possédant les

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

compétences décrites dans le contrat dans le délai prévu au contrat (ou qu'il propose plutôt de présenter quelqu'un d'une autre catégorie, à un taux différent), même si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie ou choisit de se prévaloir de ses droits en vertu des conditions générales, le Canada peut imposer des sanctions ou prendre des mesures conformément à la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs (ou l'équivalent) de TPSGC en vigueur. Ces mesures peuvent comprendre une évaluation de laquelle peut découler l'imposition à l'entrepreneur de conditions qu'il devra respecter pour continuer à faire affaire avec le Canada ou une radiation complète de l'entrepreneur l'empêchant de soumissionner à l'avenir.

(b) **Limitation des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâche**

- (i) La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâches émises de façon officielle, y compris toute modification, ne doit pas dépasser le montant énoncé à la page 1 du contrat, moins les taxes applicables. En ce qui concerne le montant inscrit à la première page du contrat, les droits de douane sont exclus, et les taxes applicables sont incluses.
- (ii) Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation n'ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
- (iii) L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - (A) lorsque 75 % de la somme est engagée; ou
 - (B) douze mois avant la date d'expiration du contrat; ou
 - (C) dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de tâches autorisées, y compris toutes révisions,
 selon la première éventualité.
- (i) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

(c) **Modalités de paiement pour les autorisations de tâches avec un prix maximum** : Pour chaque autorisation de tâches valide émise conformément au contrat et qui comprend un prix maximum :

- (i) Le Canada paiera l'entrepreneur une fois par mois uniquement, conformément à la base de paiement. L'entrepreneur doit présenter des feuilles de présence pour chaque ressource, indiquant le nombre de jours et d'heures de travail effectués, pour justifier les montants réclamés sur la facture.
- (ii) Une fois que le Canada aura payé le prix maximum pour l'autorisation de tâches, il n'aura plus à verser d'autres montants, mais l'entrepreneur devra achever les travaux décrits dans l'autorisation de tâches et correspondant au prix maximum de l'autorisation de tâches. Si les travaux décrits dans l'autorisation de tâches sont terminés plus tôt que prévu, et que leur coût (en fonction de la durée des travaux confirmée par les feuilles de présence), selon les tarifs établis dans le contrat, est inférieur au prix maximum de l'autorisation de tâches, le Canada ne sera tenu de payer que le temps consacré à la réalisation des travaux liés à l'autorisation de tâches.

(d) **Modalités de paiement pour les autorisations de tâches à prix ferme – Paiement forfaitaire à la fin des travaux** : Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux liés à l'autorisation de tâches valide seront terminés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (i) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé au contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation prévues au contrat;
- (ii) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- (iii) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

(e) **Paiement électronique de factures – contrat**

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- (i) Carte d'achat Visa ;
- (ii) Carte d'achat MasterCard ;
- (iii) Dépôt direct (national et international) ;
- (iv) Échange de données informatisées (EDI) ;
- (v) Virement télégraphique (international seulement) ;
- (vi) Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Si applicable, le paiement électronique de factures indiquées par le soumissionnaire à la pièce jointe 3.2 fera partie de tout contrat subséquent.

(f) **Vérification du temps**

Le temps facturé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada, avant ou après que l'entrepreneur a été payé. Si la vérification est effectuée après le paiement, l'entrepreneur s'engage à rembourser tout montant versé en trop, à la demande du Canada.

(g) **Réduction des honoraires des ressources**

Pendant la durée du contrat, l'entrepreneur convient que le nombre de ressources autochtones qui réalisera les travaux correspondra au nombre indiqué dans son plan de diversité et l'inclusion. L'entrepreneur maintiendra ou dépassera ce nombre durant chacun des exercices financiers de la période visée par le contrat. L'entrepreneur reconnaît que le défaut de maintenir ce nombre entraînera une réduction des honoraires de 10 000,00 \$ (taxes applicables en sus) par ressource manquante par année (l'année-personne correspond à 180 jours de travail) par rapport au nombre indiqué dans son plan de diversité et l'inclusion. Si une ressource partielle est fournie, le nombre sera arrondi au nombre inférieur et la réduction des honoraires sera calculée au prorata. Exemple de ressource partielle : Si un soumissionnaire s'engage dans son plan à fournir six (6) ressources à temps plein et, durant la période visée, il fournit deux (2) ressources à temps plein et quatre (4) ressources à temps partiel à un niveau d'effort de 50 %, le nombre total de ressources calculées serait de quatre (4), et le soumissionnaire devrait payer 20 000,00 \$.

(h) **Méthode de Paiement de la réduction des honoraires des ressources**

Le Canada peut, à sa discrétion, déduire le montant de la réduction des honoraires des ressources de la prochaine facture ou demander que l'entrepreneur fasse un paiement direct au Canada au montant de la réduction.

(i) **Crédits de paiement**

- (i) **Incapacité de fournir une ressource :**

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (A) Si l'entrepreneur ne peut fournir, dans le délai prescrit par le contrat, une ressource en services professionnels qui possède toutes les qualifications demandées, l'entrepreneur doit verser au Canada un montant égal au tarif journalier (pour une journée de travail de 7,5 heures) de la ressource demandée pour chaque journée (ou portion de journée) de retard à fournir la ressource, jusqu'à un maximum de dix (10) jours.
- (B) **Mesures correctives** : Si, conformément à cet article, les crédits sont applicables durant deux mois consécutifs ou durant trois mois sur une période de douze mois, l'entrepreneur doit présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et 20 jours ouvrables pour corriger le problème sous-jacent.
- (C) **Résiliation pour non-respect du niveau de disponibilité** : Outre les autres droits qui lui sont conférés dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour manquement, conformément aux conditions générales, en donnant à l'entrepreneur un avis écrit de trois (3) mois lui faisant part de son intention, si :
- (1) le montant total de crédits pour un cycle de facturation mensuelle donné a atteint 10 % de la facture mensuelle; ou
 - (2) les mesures correctives présentées par l'entrepreneur, décrites ci-dessus, n'ont pas été prises.
- La résiliation du contrat entrera en vigueur à la fin de la période de trois (3) mois, sauf si le Canada détermine que l'entrepreneur a mis en œuvre les mesures correctives de façon satisfaisante pendant cette période.
- (ii) **Les crédits s'appliquent pendant toute la durée du contrat** : Les parties conviennent que les crédits s'appliquent pendant toute la durée du contrat.
- (iii) **Crédits représentant des dommages-intérêts** : Les parties conviennent que les crédits sont des dommages-intérêts et qu'ils représentent la meilleure estimation préalable de la perte pour le Canada dans l'éventualité du manquement applicable. Les crédits ne sont pas une pénalité et ne doivent pas être considérés comme tels.
- (iv) **Droit du Canada d'obtenir le paiement** : Les parties conviennent que ces crédits représentent une dette déterminée. Afin d'obtenir le paiement des crédits, le Canada est autorisé en tout temps à retenir, à recouvrer ou à déduire tout montant dû et impayé de toute somme due à l'entrepreneur par le Canada de temps à autre.
- (v) **Droits et recours du Canada non limités** : Les parties conviennent que rien dans le présent article ne limite les droits ou les recours dont le Canada peut se prévaloir conformément au présent contrat (y compris le droit de résilier le contrat pour manquement) ou en vertu de la loi en général.
- (vi) **Droits de vérification** : Le calcul de l'entrepreneur relatif aux crédits dans le cadre du contrat peut être vérifié par le service de vérification du gouvernement, à la discrétion de l'autorité contractante, avant ou après le versement du paiement à l'entrepreneur. L'entrepreneur doit coopérer entièrement avec le Canada au cours de la réalisation de toute vérification en permettant au Canada d'accéder à tous les documents et systèmes que le Canada juge nécessaires pour veiller à ce que tous les crédits aient été correctement imputés au Canada dans les factures de l'entrepreneur. Si une vérification démontre que des factures passées contiennent des erreurs de calcul des crédits, l'entrepreneur doit payer au Canada le montant, tel qu'il a été déterminé par la vérification, qui aurait dû être crédité au Canada, en plus des intérêts, à compter de la date à laquelle le Canada a versé le paiement excédentaire jusqu'à la date du remboursement (le taux d'intérêt est le taux officiel d'escompte par année de la Banque du Canada en vigueur à la

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

date à laquelle le crédit était dû au Canada, plus 1,25 % par année). Si, à la suite d'une vérification, le Canada détermine que les documents ou les systèmes de l'entrepreneur servant à déterminer, à calculer ou à enregistrer les crédits ne sont pas adéquats, l'entrepreneur devra mettre en œuvre toutes les mesures supplémentaires exigées par l'autorité contractante pour remédier au problème.

(j) **Aucune obligation de payer pour des travaux non effectués en raison de la fermeture des bureaux du gouvernement**

- (i) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses représentants fournissent des services dans les locaux du gouvernement dans le cadre du contrat et que ces locaux ne sont pas accessibles en raison de l'évacuation, la fermeture ou l'implantation de mesures restreignant l'accès aux bureaux du gouvernement, et que le travail n'est pas effectué en raison de cette fermeture, le Canada n'a pas la responsabilité de payer l'entrepreneur pour le travail qu'il aurait exécuté s'il n'y avait pas eu de fermeture ou d'accès restreint aux bureaux.
- (ii) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services en vertu du contrat en raison d'une grève ou d'un lock-out, et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués s'il avait eu accès aux locaux.

7.10 Instructions relatives à la facturation

- (a) L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'information exigée dans les conditions générales.
- (b) La facture de l'entrepreneur doit comporter un poste pour chaque sous-alinéa de la base de paiement, et elle doit porter les numéros d'autorisations de tâches applicables.
- (c) En soumettant des factures, l'entrepreneur atteste que les biens et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes aux dispositions de la base de paiement du contrat, y compris les frais résultant de l'exécution des travaux par des sous-traitants.
- (d) L'entrepreneur doit remettre au responsable technique une copie électronique de chaque facture, et une copie à l'autorité contractante.

7.11 Attestations

- (a) Sauf indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur dans sa soumission ou avant l'attribution du contrat, toute proposition de prix relative aux autorisations de tâches et la coopération constante quant à la fourniture de renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat, et le fait de ne pas les respecter constitue un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

(b) **Clauses du Guide des CCUA**

Guide des CCUA A3060C (2008/05/12), Attestation du contenu canadien.

7.12 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

L'entrepreneur comprend et convient que, lorsqu'il conclut un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada, cet accord doit demeurer valide pendant toute la durée du contrat. Si cet accord devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la [« Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux »](#). L'imposition d'une telle sanction par EDSC sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

7.13 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

7.14 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

- (a) les articles de la convention, ainsi que les différentes clauses du Guide des CCUA qui sont incorporées par renvoi dans les articles de la convention;
- (b) les conditions générales supplémentaires, selon l'ordre suivant :
 - (i) 4002 (2010/08/16), Conditions générales supplémentaires – Services d'élaboration ou de modification de logiciels,
 - (ii) 4007 (2010/08/16), Conditions générales supplémentaires – Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux,
- (c) les conditions générales 2035 (2022/05/12) – besoins plus complexes de services;
- (d) l'annexe A, Énoncé des travaux, y compris ses appendices, comme suit :
 - (i) Appendice A de l'annexe A – Procédures d'attribution de tâches,
 - (ii) Appendice B de l'annexe A – Formulaire d'autorisation de tâches,
 - (iii) Appendice C de l'annexe A – Critères d'évaluation des ressources et tableau de réponses,
 - (iv) Appendice D de l'annexe A – Attestations à l'étape de l'autorisation de tâches;
 - (v) Appendice E de l'annexe A – Accès aux Marchandises contrôlées – Entrepreneur intégré Lettre de reconnaissance
 - (vi) Appendice F de l'annexe A – Entente de non-divulgaration;
- (e) l'annexe B – Base de paiement;
- (f) l'annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité; y compris ses appendices, comme suit :
 - (i) Appendice A de l'annexe C – Guide de sécurité supplémentaire;
- (g) les autorisations de tâches émises de façon officielle et toute attestation requise (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- (h) la soumission de l'entrepreneur datée du **À ÊTRE INSÉRÉ LORS DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT**, clarifiée le **À ÊTRE INSÉRÉ LORS DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT** ou modifiée le **À ÊTRE INSÉRÉ LORS DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT**.

7.15 Contrat de défense

- (a) Clause du guide des CCUA A9006C (2012/07/16), Contrat de défense

7.16 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

- (a) Clause du guide des CCUA A2000C (2006/06/16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

7.17 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».

7.18 Exigences en matière d'assurance

(a) Conformité aux exigences en matière d'assurance

- (i) L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance énoncées dans le présent article. Il doit conserver la couverture exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne la diminue.
- (ii) L'entrepreneur doit décider si une couverture supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et se conformer aux lois applicables. Toute couverture supplémentaire est à la charge de l'entrepreneur et souscrite pour son bénéfice et sa protection.
- (iii) L'entrepreneur devrait faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, et le certificat d'attestation d'assurance doit confirmer que la police d'assurance satisfaisant aux exigences est en vigueur. Si le certificat d'attestation d'assurance n'est pas rempli et fourni comme il est demandé, l'autorité contractante en informera l'entrepreneur et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus sera considéré comme un manquement aux conditions générales. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée conforme de toutes les polices d'assurance applicables.

(b) Assurance responsabilité civile commerciale

- (i) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile des entreprises d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
- (ii) La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - (A) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - (B) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - (C) Produits et activités réalisées : Couverture pour les blessures corporelles ou les dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus,

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités réalisées par l'entrepreneur.

- (D) Préjudices personnels : La couverture devrait inclure notamment la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- (E) Responsabilité réciproque/séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans les limites prévues par la couverture. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été établie pour chacun d'eux.
- (F) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle.
- (G) Les employés et, le cas échéant, les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- (H) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail ou par un programme semblable).
- (I) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités accomplies : La police doit prévoir la couverture des dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance standard.
- (J) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- (K) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- (L) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- (M) Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.

(c) **Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions**

- (i) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par perte et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
- (ii) S'il s'agit d'une assurance responsabilité professionnelle sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- (iii) L'avenant suivant doit être compris :
Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

7.19 Assurance tous risques des biens

L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance « tous risques » pour protéger les biens de l'État dont il a la charge, la garde ou le contrôle, et dont le montant de la protection ne doit pas être inférieur à 1 000 000.00 \$. La base d'évaluation des biens de l'État est la suivante : coût de remplacement (nouveau).

1. Demandes d'indemnité : L'entrepreneur doit aviser promptement le Canada de toute perte ou dommage à ses biens et doit superviser, investiguer et documenter les pertes ou dommages afin que les demandes d'indemnité soient correctement établies et payées.
2. La police d'assurance tous risques des biens doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
 - b. Bénéficiaire : Le Canada, selon ses intérêts et ses directives.
 - c. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par **le ministère de la Défense nationale** et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage aux biens, peu en importe la cause.

7.20 Assurance tous risques relative aux transports

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance tous risques relative à tous les transports applicables pour protéger les biens de l'État dont il a la charge, la garde ou le contrôle et dont le montant ne doit pas être inférieur à 1 000 000.00 \$ par envoi. La base d'évaluation des biens de l'État est la suivante : coût de remplacement (nouveau).
2. Demandes d'indemnité : L'entrepreneur doit aviser promptement le Canada de toute perte ou dommage à ses biens et doit superviser, investiguer et documenter les pertes ou dommages afin que les demandes d'indemnité soient correctement établies et payées.
3. La police d'assurance tous risques relative aux transports doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
 - b. Bénéficiaire : Le Canada, selon ses intérêts et ses directives.
 - c. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par le ministère de la Défense nationale et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage aux biens, peu en importe la cause.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

7.21 Programme de marchandises contrôlées

- (a) Clause du guide des CCUA A9131C (2020/11/19), Programme des marchandises contrôlées - contrat
- (b) Clause du guide des CCUA B4060C (2011/05/16), Marchandises contrôlées

7.22 Limitation de la responsabilité – Gestion de l'information/technologie de l'information

- (a) Le présent article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Toute mention dans le présent article de dommages causés par l'entrepreneur comprend les dommages causés par ses employés, ainsi que ses sous-traitants, ses mandataires et ses représentants, ainsi que leurs employés. Le présent article s'applique, que la réclamation soit fondée contractuellement sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada de l'exécution ou de la non-exécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans le présent article et dans tout autre article du contrat préétabli des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans le présent article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.

(b) Responsabilité de première partie :

- (i) L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers ou consécutifs, causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
 - (A) toute violation des droits de propriété intellectuelle, dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »;
 - (B) toute blessure physique, y compris la mort.
- (ii) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat et touchant des biens personnels ou des biens immobiliers qui appartiennent au Canada ou qui sont occupés par celui-ci.
- (iii) Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité dans le cadre du contrat. Chaque partie est également responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée de secrets de fabrication de l'autre partie (ou des secrets de fabrication d'un tiers fournis par une partie à une autre aux termes du contrat) ayant trait à la technologie de l'information.
- (iv) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cette disposition ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées au sous-alinéa (i)(A) susmentionné.
- (v) L'entrepreneur est également responsable de tout autre dommage direct causé au Canada par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapporte à :
 - (A) tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement;
 - (B) tout autre dommage direct, y compris tous les frais directs identifiables afférents au Canada pour faire appel à une autre partie dans le cadre des travaux si le contrat est résilié en totalité ou en partie pour non-exécution, jusqu'à concurrence d'un maximum global correspondant à la plus élevée des deux valeurs suivantes pour

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

l'application de ce sous-alinéa (B) : 75 % du coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services dans le cadre du présent instrument), ou 1 000 000 \$.

En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa (v) ne dépassera le montant le plus élevé entre le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat ou 1 000 000 \$.

- (vi) Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir, à ses frais, les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et ses données.

(c) **Réclamations de tiers :**

- (i) Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par le tribunal comme ayant été la portion des dommages que la partie a causés au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.
- (ii) Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle ou d'une responsabilité conjointe et solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par un tribunal compétent comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa (i), lequel concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada la portion des dommages qu'il a causés sur le montant total que doit verser le Canada à un tiers sur ordre d'un tribunal, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle relativement à la violation des droits de propriétés intellectuelles; de blessures physiques, y compris la mort; des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou tout privilège sur toute portion des travaux; ou du non-respect de la confidentialité.
- (iii) Les parties sont uniquement responsables l'une envers l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans le paragraphe (c).

7.23 Entrepreneur en coentreprise

- (a) L'entrepreneur confirme que le nom de la coentreprise est _____ et qu'elle est formée des membres suivants : **[LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT ÉNUMÉRER LES MEMBRES DE LA COENTREPRISE NOMMÉS DANS LA SOUMISSION ORIGINALE DE L'ENTREPRENEUR].**
- (b) Pour ce qui est des rapports entre les membres de cette coentreprise, chacun d'eux adopte les conventions, fait les déclarations et offre les garanties suivantes (le cas échéant) :
 - (i) _____ a été nommé en tant que « membre représentant » de la coentreprise et est pleinement habilité à intervenir à titre de mandataire de chacun des membres de cette coentreprise pour ce qui est de toutes les questions se rapportant au présent contrat;

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (ii) en informant le membre représentant, le Canada sera réputé avoir informé tous les membres de cette coentreprise;
- (iii) toutes les sommes versées par le Canada au membre représentant seront réputées avoir été versées à tous les membres.
- (c) Tous les membres conviennent que le Canada peut, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de conflit entre les membres lorsque, de l'avis du Canada, ce conflit nuit d'une manière ou d'une autre à l'exécution des travaux.
- (d) Tous les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution du contrat en entier.
- (e) L'entrepreneur reconnaît que toute modification apportée à la composition de la coentreprise (soit un changement dans le nombre de ses membres ou la substitution d'une autre personne morale à un membre existant) constitue une cession et est soumise aux dispositions des conditions générales du contrat.
- (f) L'entrepreneur reconnaît que, le cas échéant, toutes les exigences contractuelles relatives aux biens contrôlés et à la sécurité s'appliquent à chaque membre de la coentreprise.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le présent article sera supprimé si le soumissionnaire auquel on attribue le contrat n'est pas une coentreprise. Si l'entrepreneur est une coentreprise, cette clause sera complétée par l'information de sa soumission.

7.24 Services professionnels – Généralités

- (a) L'entrepreneur doit fournir des services professionnels sur demande, tels qu'ils sont précisés dans le présent contrat. Toutes les ressources fournies par l'entrepreneur doivent posséder les compétences décrites dans le contrat (notamment celles relatives à l'expérience, aux titres professionnels, aux études, aux aptitudes linguistiques et à la cote de sécurité) et être capables de fournir les services exigés selon les échéances précisées dans le contrat.
- (b) Si l'entrepreneur ne livre pas les produits livrables (à l'exception d'une personne précise) ou n'effectue pas les tâches décrites dans le contrat dans les délais prescrits, en plus de ne pas se conformer à tout autre droit ou recours dont le Canada peut se prévaloir en vertu du contrat ou de la loi, le Canada peut informer l'entrepreneur du manquement et peut exiger que ce dernier fournisse au responsable technique, dans les dix (10) jours ouvrables, un plan écrit décrivant les mesures que l'entrepreneur entend prendre pour remédier au problème. L'entrepreneur doit préparer le plan et le mettre en œuvre à ses frais.
- (c) L'article intitulé « Remplacement d'individus spécifiques » des conditions générales 2035 a été supprimé et remplacé par ce qui suit :

Remplacement d'individus spécifiques

- (i) Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services d'une personne en particulier désignée dans le contrat pour exécuter les travaux, il doit, dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de l'avis concernant le départ de la personne en question ou son incapacité à entamer les travaux (ou si le Canada en a demandé le remplacement, dans les dix jours ouvrables suivant la remise d'un avis à cet effet), fournir à l'autorité contractante ce qui suit :
 - (A) le nom, les qualifications et l'expérience d'un remplaçant proposé disponible immédiatement;
 - (B) les renseignements de sécurité sur le remplaçant proposé exigés par le Canada, s'il y a lieu.

Les qualifications et l'expérience du remplaçant doivent être équivalentes ou supérieures à celles de la ressource initiale.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (ii) Sous réserve d'un retard justifiable, lorsque le Canada constate qu'une personne désignée dans le contrat pour fournir les services n'a pas été mise à disposition ou ne réalise pas les travaux, l'autorité contractante peut choisir :
 - (A) de revendiquer les droits du Canada ou d'exercer un recours en vertu du contrat ou de la loi, y compris de résilier le contrat en totalité ou en partie, pour manquement, en vertu de l'article intitulé « Manquement de la part de l'entrepreneur »;
 - (B) d'évaluer les renseignements fournis en vertu du sous-alinéa c)(i) ci-dessus ou, s'ils n'ont pas encore été fournis, d'exiger que l'entrepreneur propose un remplaçant que le responsable technique devra évaluer. Les compétences et l'expérience du remplaçant doivent être équivalentes ou supérieures à celles de la ressource initiale et être jugées satisfaisantes par le Canada. Une fois le remplaçant évalué, le Canada pourra l'accepter, exercer les droits décrits à la division (ii)(A) ci-dessus ou encore exiger qu'on lui propose un autre remplaçant en vertu de l'alinéa c).

En cas de retard justifiable, le Canada pourra exercer les options décrites à la division c)(ii)(B) ci-dessus au lieu de résilier le contrat en vertu de l'article « Retard justifiable ». La non-disponibilité d'une ressource en raison d'une affectation à un autre contrat ou projet (y compris ceux de l'État) exécuté par l'entrepreneur ou l'une de ses sociétés affiliées ne constitue pas un retard justifiable.
- (iii) L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'une ressource originale ou qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'une ressource cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.
- (iv) Les obligations énoncées dans le présent article s'appliquent en dépit des changements que le Canada pourrait avoir apportés au contexte opérationnel du client.

7.25 Préservation des supports électroniques

- (a) L'entrepreneur ne doit pas utiliser tous supports électroniques pour exécuter les travaux afin de ou tous codes malveillants.
- (b) Si des renseignements ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus pendant que l'entrepreneur en a la garde ou en tout temps avant qu'ils ne soient remis au Canada conformément au contrat, y compris en cas d'effacement accidentel, l'entrepreneur doit les remplacer immédiatement à ses frais.

7.26 Déclarations et garanties

Dans sa soumission, l'entrepreneur a fait des déclarations à propos de sa propre expérience et expertise et de celles des ressources qu'il propose qui ont donné lieu à l'attribution du contrat et à l'émission d'autorisations de tâches. L'entrepreneur déclare et certifie que toutes ces déclarations sont véridiques et reconnaît que le Canada s'est fondé sur ces déclarations pour lui attribuer le contrat et lui assigner des travaux par l'intermédiaire des autorisations de tâches. De plus, l'entrepreneur déclare et certifie qu'il a et qu'il aura et maintiendra pendant la durée du contrat, ainsi que tout le personnel et les sous-traitants qui effectueront les travaux, les compétences, l'expérience et l'expertise nécessaires pour mener à bien les travaux conformément au contrat et qu'il a (ainsi que le personnel et les sous-traitants) déjà rendu de pareils services à d'autres clients.

7.27 Accès aux biens et aux installations du Canada

Les biens, les installations, le matériel, la documentation et le personnel du Canada ne sont pas forcément mis automatiquement à la disposition de l'entrepreneur. S'il veut y avoir accès, il doit en faire la demande au responsable technique. Sauf indication contraire à cet effet dans le contrat, le Canada n'est pas tenu de

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

fournir à l'entrepreneur l'une ou l'autre des ressources précitées. Si le Canada choisit, à sa discrétion, de mettre ses installations, son matériel, sa documentation et son personnel à la disposition de l'entrepreneur pour effectuer les travaux, il peut exiger une modification de la base de paiement, et des exigences supplémentaires en matière de sécurité peuvent s'appliquer.

7.28 Propriété du gouvernement

Le Canada consent à fournir à l'entrepreneur les articles énumérés ci-dessous (les « **biens du gouvernement** »). La section des conditions générales intitulée « Biens du gouvernement » s'applique aussi à l'utilisation de ces biens par l'entrepreneur.

- (a) Veuillez vous référer à l'annexe A – Énoncé des travaux, section 5.0.

7.29 Services de transition à la fin du contrat

L'entrepreneur reconnaît que la nature des services fournis dans le cadre du contrat exige la continuité et qu'une période de transition peut être nécessaire à la fin du contrat. L'entrepreneur accepte que le Canada peut, à sa discrétion, prolonger le contrat de deux mois, aux mêmes conditions, pour assurer la transition requise. L'entrepreneur accepte que, durant la prolongation du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables établies dans la base de paiement.

L'autorité contractante avisera l'entrepreneur de la prolongation en lui envoyant une notification écrite au moins 20 jours civils avant la date d'expiration du contrat. La prolongation sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.30 Mise en œuvre des services professionnels

Si des services professionnels similaires sont actuellement fournis par un autre fournisseur ou par le personnel du Canada, l'entrepreneur est tenu de s'assurer que la transition vers les services qu'il offre en vertu du contrat n'aura pas de répercussions sur les opérations du Canada et de ses utilisateurs, et qu'elle n'entraîne pas une dégradation dans la rapidité ou la qualité du service. L'entrepreneur est tenu d'offrir à ses employés la formation supplémentaire nécessaire pour la réalisation des travaux; le temps passé en formation ou pour se familiariser avec l'environnement du client ne peut être facturé au Canada. On estimera la transition terminée lorsque l'entrepreneur aura démontré, à la satisfaction du responsable technique, qu'il est en mesure de réaliser les travaux. La transition doit se terminer au plus tard 10 jours ouvrables après l'attribution du contrat. Les coûts associés au fait de démontrer que l'entrepreneur est en mesure de fournir les services professionnels sont à la charge de ce dernier.

7.31 Responsabilités relatives au protocole d'identification

L'entrepreneur doit s'assurer que chacun de ses agents, représentants ou sous-traitants (appelés ci-après représentants de l'entrepreneur) respecte les exigences d'auto-identification suivantes :

- (a) Les représentants de l'entrepreneur qui assistent à une réunion du gouvernement du Canada (à l'intérieur ou à l'extérieur de bureaux du Canada) doivent s'identifier en tant que représentants de l'entrepreneur avant le début de la réunion afin de garantir que chaque participant à la réunion est au courant du fait que ces personnes ne sont pas des employés du gouvernement du Canada.
- (b) Pendant l'exécution de tout travail sur un site du gouvernement du Canada, chaque représentant de l'entrepreneur doit être clairement identifié comme tel, et ce, en tout temps.
- (c) Si un représentant de l'entrepreneur doit utiliser le système de courriel du gouvernement du Canada dans le cadre de l'exécution des travaux, il doit clairement s'identifier comme étant un agent ou un sous-traitant de l'entrepreneur dans le bloc de signature de tous les messages électroniques qu'il enverra ainsi que dans la section « Propriété ». De plus, ce protocole d'identification doit être utilisé pour toute autre correspondance, communication et documentation.
- (d) Si le Canada détermine que l'entrepreneur a contrevenu à n'importe laquelle de ses obligations en vertu du présent article, l'entrepreneur doit, à la suite d'un avis écrit du Canada, présenter un plan

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq (5) jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et vingt (20) jours ouvrables pour corriger la source du problème.

- (e) En plus de tous ses autres droits dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur ne respecte pas les mesures correctives décrites ci-dessus.

7.32 Conflit d'intérêts - Autres travaux – Avantage industriel

Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement futures liées à ce contrat, les entrepreneurs sont informés et conviennent que le Canada peut rejeter toute soumission future liés à ce contrat à tout processus d'approvisionnement ultérieur dans les circonstances suivantes :

- a) si l'entrepreneur, ses employés, tout membre de l'équipe de l'entrepreneur, de ses sous-traitants, un de leurs employés ou anciens employés, conseillers, experts-conseils ou représentants sollicités dans le cadre de ce contrat, et toute personne contrôlée par la personne ou qui est sous contrôle commun de l'entrepreneur a participé de quelque façon que ce soit dans les domaines suivants :
 - (i) Préparation, révision, participation, fournir des informations ou conseils sur les activités liées à l'approvisionnement, y compris, mais sans s'y limiter, les documents d'approvisionnements, tels que l'énoncé des travaux (EDT), l'énoncé des besoins (EDB), les critères d'évaluation ou toute autre activité liée à un projet ou un processus ou une stratégie d'approvisionnement.
- b) si l'entrepreneur ou tout membre de l'équipe de l'entrepreneur, de ses employés respectifs, actuels ou anciens, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens a eu accès aux renseignements liés à l'avenir de la DP qui n'était pas à la disposition des autres et qui, de l'avis du Canada, donner ou semblent afin de donner à l'entrepreneur un avantage indu;
- (c) si l'entrepreneur agit à titre de conseiller ou de fournir toute tierce partie avec de l'information privilégiée obtenue dans l'exécution de son travail. Le Canada jugera non conforme toute soumission présentée par l'entrepreneur (ou par toute entité qui contrôle l'entrepreneur ou qui est contrôlée par lui, ou qui est, avec l'entrepreneur, soumise au contrôle commun d'un tiers, ainsi que par ce tiers) (pour les contrats ou les catégories décrites dans la présente clause), à l'égard desquels le Canada déterminera, à sa seule discrétion, que la participation de l'entrepreneur dans le présent contrat, directe ou indirecte, a donné lieu à un conflit d'intérêts réel ou apparent ou un avantage indu par rapport aux autres fournisseurs pour les travaux visés dans l'invitation à soumissionner.
- (d) si son travail en vertu du contrat portent sur l'accès à l'information qui, pour quelque raison que ce soit, créent un conflit d'intérêts réel ou apparent ou un avantage indu par rapport aux autres fournisseurs éventuels pour la durée des contrats subséquents, sur tout autre volet de travail pour des travaux effectués dans le cadre du contrat, l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses sociétés affiliées;
- (e) l'expérience acquise par tout membre de l'équipe de l'entrepreneur, de ses employés respectifs, actuels ou anciens, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens qui fournit ou a fourni les biens et les services de décrire dans la réponse ne sera pas, en soi, être considéré par le Canada comme conférant un avantage injuste ou créer un conflit d'intérêts. Cet entrepreneur demeure toutefois sous réserve des critères établis ci-dessus;
- (f) lorsque le Canada a l'intention de rejeter une soumission en vertu de cette section, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera la possibilité d'y répondre avant de prendre une décision finale. Les soumissionnaires qui sont dans le doute quant à une situation particulière devraient communiquer avec l'autorité contractante avant d'envisager de soi pour être

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

en situation de conflit d'intérêts, ni avoir un avantage injuste. En présentant une soumission, le soumissionnaire déclare qu'il ne se considère pas en conflit d'intérêts, ni avoir un avantage injuste. Le soumissionnaire reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

Solicitation No. – N° de l'invitation

W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur

009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client

W8486-217807

File No. – N° du dossier

009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

ANNEXE A ÉNONCÉ DES TRAVAUX

CONTRAT DE L'INSTALLATION DE GÉNIE LOGICIEL DE LA DIRECTION DE L'ADMINISTRATION DU PROGRAMME DES SYSTÈMES DE COMMANDEMENT TERRESTRE (IGLD)

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

1.0 INTRODUCTION

1.1 Portée

Le présent énoncé des travaux (EDT) porte sur les ressources contractuelles qui doivent être fournies relativement au contrat des services professionnels de l'installation de génie logiciel de la Direction de l'administration du programme des systèmes de commandement terrestre (DAPSCT) (IGLD), ci-après l'« entrepreneur ». L'entrepreneur doit fournir ce qui suit :

- (a) Gestionnaire de services de l'IGLD;
- (b) des services de soutien à l'environnement de développement et de génie logiciel de l'IGLD;
- (c) des services de soutien à l'ingénierie et au développement des produits logiciels de l'IGLD;
- (d) des services de gestion du savoir et de l'information de l'IGLD;
- (e) des services de contrôle de la qualité et d'assurance de la qualité des applications logicielles spécialisées de l'IGLD.

1.2 Objectif

L'objectif du contrat est de soutenir le Système de soutien du commandement de la Force terrestre (SSCFT), conformément aux exigences opérationnelles de la DAPSCT, en assurant des travaux de génie logiciel et d'intégration logicielle ainsi que le développement d'applications logicielles relatives au commandement et contrôle (C2).

1.3 Contexte

La Direction de l'administration du programme des systèmes de commandement terrestre (DAPSCT) est chargée de fournir aux Forces armées canadiennes des systèmes de LC4ISR tactiques et opérationnels qui sont principalement livrés par divers système de soutien du commandement de la Force terrestre (SSCFT).

L'IGLD a été créée pour offrir une capacité interne de génie logiciel et de gestion des logiciels. Elle constitue la capacité logicielle interne indépendante de l'armée pour les applications logicielles spécialisées requises par celle-ci, en plus de fournir une analyse indépendante pleinement accréditée, et de tester la validation et la vérification des logiciels reçus par l'armée auprès d'autres fournisseurs.

Initialement, l'IGLD se concentrait sur le soutien aux systèmes informatisés de contrôle de tir pour l'artillerie. À mesure de l'évolution du logiciel de commandement et de contrôle (C2) de l'armée, l'IGLD a joué un rôle essentiel en aidant à l'intégration des systèmes d'armes de l'armée dans les systèmes du C4ISR. À l'heure actuelle, l'environnement de développement logiciel et les environnements collaboratifs de génie de l'IGLD fournissent également de nombreuses composantes logicielles du quartier général du SSCFT et des services d'échange de renseignements techniques pour soutenir le programme du SSCFT.

1.4 Environnement technique

L'environnement technique de C4ISR de la Force terrestre est complexe. La collaboration et la correspondance se font principalement avec les outils et les applications de Microsoft Office. Les réseaux du MDN fonctionnent principalement sur système d'exploitation Windows. Cependant, les systèmes d'exploitation et les langages de programmation des logiciels varient selon les composantes et les pièces d'équipement du C4ISR de la Force terrestre. Le système de base actuel du C4ISR de la Force terrestre

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

comprend de nombreuses applications intégrées. Il s'agit d'une combinaison d'applications conçues par le MDN, fournies par les FEO ou en vente dans le commerce (COTS). En voici des exemples : Tactical Battle Management System (TBMS), SharePoint et Microsoft Exchange. Du nouveau matériel et de nouvelles capacités s'ajoutent constamment au système de systèmes C4ISR de la Force terrestre, ce qui exige l'évolution incessante des logiciels de base.

2. Documents de référence

2.1 Normes

Les documents énumérés ci-après appuient l'EDT et doivent être considérés comme un complément d'information. En cas de divergence entre l'EDT et les documents de référence cités, l'EDT a préséance. Sauf indication contraire, la version la plus récente des documents de la liste est applicable. Des documents d'intérêt bien précis seront mentionnés pour chaque tâche relevant du présent contrat.

Tableau A1 : Normes internationales

Référence	Titre
ISO/CEI/IEEE 15288	Ingénierie des systèmes et du logiciel – Processus du cycle de vie du système
IEEE norme 15288.1	Norme de l'IEEE relative à l'application de la systématique aux programmes de défense
IEEE norme 15288.2	Norme de l'IEEE relative aux examens techniques et aux vérifications de programmes de défense
ISO/CEI/IEEE 15289	Ingénierie des systèmes et du logiciel – Contenu des articles d'information du cycle de vie (documentation)
ISO/CEI/IEEE 12207	Ingénierie des systèmes et du logiciel – Processus du cycle de vie du logiciel
ISO/CEI 14764	Technologies de l'information – Processus du cycle de vie du logiciel – Maintenance du logiciel
ISO/CEI 20000-1	Technologies de l'information – Gestion des services – Partie 1 : Exigences
ISO/CEI 20000-2	Technologies de l'information – Gestion des services – Partie 2 : Directives relatives à l'application des systèmes de management des services
ISO/CEI 9001	Systèmes de gestion de la qualité – Exigences
ISO 9126-1	Génie du logiciel – Qualité des produits – Partie 1 : Modèle de qualité
ISO 15846	Procédés de cycle de vie du logiciel – Gestion de configuration
ISO/CEI 25010	Ingénierie des systèmes et du logiciel – Exigences de qualité et évaluation des systèmes et du logiciel (SQuaRE) – Modèles de qualité du système et du logiciel
ISO/CEI 25022	Ingénierie des systèmes et du logiciel – Exigences de qualité et évaluation des systèmes et du logiciel (SQuaRE) – Mesurage de la qualité lors de l'utilisation
ISO/CEI 25023	Ingénierie des systèmes et du logiciel – Exigences de qualité et évaluation des systèmes et du logiciel (SQuaRE) – Mesurage de la qualité du produit logiciel et du système
ISO/CEI 25024	Ingénierie des systèmes et du logiciel – Exigences et évaluation de la qualité des systèmes et du logiciel (SQuaRE) – Mesurage de la qualité des données

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME
ISO/CEI 12207, AMD 1, AMD 2	Technologies de l'information – Processus du cycle de vie du logiciel – première édition, 1 ^{er} août 1995, amendement 1 et amendement 2		
IEEE 1516	Norme de l'IEEE relative à la modélisation et à la simulation d'une architecture générale		
IEEE 1471	Pratique recommandée pour la description architecturale des systèmes exigeant beaucoup de logiciels		
NIST SP 800-160	Ingénierie des systèmes de sécurité : une approche intégrée pour la constitution de systèmes résilients et fiables		
NIST SP 800-161	Pratiques de gestion des risques dans la chaîne d'approvisionnement pour les systèmes d'information et les organisations du gouvernement fédéral		
ISO/CEI 27001	Systèmes de gestion de la sécurité de l'information – Exigences		
ISO/CEI 27002	Code de bonne pratique pour le management de la sécurité de l'information		

Tableau A2 : Normes nationales

Référence	Titre
ITSB-40A	Bulletin sur la sécurité de la TI, Politique du gouvernement du Canada pour la protection de l'information classifiée à l'aide d'algorithmes Suite B, ITSB-40A
ITSA-11E	Algorithmes cryptographiques approuvés par le CSTC pour la protection des renseignements sensibles et pour les applications d'authentification et d'autorisation électroniques au sein du gouvernement du Canada, ITSA-11E
ITSD-03	Directive en matière de sécurité des TI sur le contrôle du matériel COMSEC au sein du gouvernement du Canada, ITSD-03, Centre de la sécurité des télécommunications Canada (CSTC)
ITSG-33	Gestion des risques liés à la sécurité des TI : Une méthode axée sur le cycle de vie, Catalogue des contrôles de sécurité (ITSG-33), Centre de la sécurité des télécommunications Canada (CSTC)
ITSG-02	Critères pour la conception, la fabrication, l'approvisionnement, l'installation et les essais de réception des enceintes blindées contre les radiofréquences
ITSG-11A	Conseils relatifs à la sécurité des émissions (EMSEC)

Tableau A3 : Normes de l'industrie

ANSI/EIA 649-1	Exigences de gestion de la configuration pour les contrats de la défense
OMG MDA	Object Management Group – Architecture axée sur les modèles
OMG UML	Object Management Group – Langage de modélisation unifié
SEI:CMMI	Software Engineering Institute – Intégration des modèles d'évolution des capacités logicielles
Santé Canada – Code de sécurité 6	Limites d'exposition humaine à l'énergie électromagnétique radioélectrique dans la gamme de fréquences de 3 kHz à 300 GHz

Tableau A4 : Normes du MDN

Référence	Titre
A-GG-040-001/AG-001	Programme de sécurité générale, volume 1, Politique et programme
A-LM-007-100/AG-001	Manuel de l'administration de l'approvisionnement
A-LM-184-001/JS-001	Instructions spéciales – Entrepreneurs de réparation et de révision

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME
A-SJ-100-001/AS-000	Ordonnances de sécurité du MDN, volume 1, Généralités		
B-GJ-005-300/FP-001	Publication interarmées des Forces canadiennes 3.0 – Les opérations		
B-GL-300-004/FP-001	Maintien en puissance des opérations terrestres		
B-GL-314-002/FP-001	Maintenance au combat		
B-GL-314-002/AM-001	Opérations statiques		
C-01-000-001/AG-000	Jeu de documents techniques		
C-01-000-000/AG-004	Production et acquisition de données techniques		
C-01-100-100/AG-005	Acceptation des publications commerciales et de gouvernements étrangers comme publications adoptées		
C-01-100-100/AG-006	Rédaction, mise en page et production de publications techniques		
C-01-100-100/AG-008	Guide de rédaction – Documentation technique		
C-02-005-009/AM-000	Politique de gestion du matériel – Inspection et évaluation du matériel retourné au système d'approvisionnement et qui y est conservé		
C-02-005-011/AM-000	Procédures et directives : Équipes mobiles de réparation dotées du personnel de l'entrepreneur		
C-02-006-009/AG-000	Représentants des services du génie et des services techniques (RSI/RST), exigences et mandat		
C-02-015-001/AG-000	Politique, procédures et lignes directrices – Rapport d'état non satisfaisant		
C-55-040-001/TS-002	Normes et exigences en matière de sécurité des radiofréquences		
D-01-100-221/SF-000	Préparation des instructions d'information spéciale		
D-01-002-004/SG-001	Norme pour l'établissement de descriptions de données des Forces canadiennes		
D-01-002-005/SG-001	Normes d'établissement de la liste des données essentielles au contrat (CDRL) des Forces canadiennes		
D-01-002-005/SG-001	Liste des données essentielles au contrat – Instructions pour la préparation des soumissions		
D-01-100-110/SF-000	Préparation des rapports techniques		
D-01-100-214/SF-000	Préparation des documents d'approvisionnement en matériel des Forces canadiennes		
D-01-100-221/SF-000	Préparation des instructions d'information spéciale		
D-01-400-002/SF-000	Dessins, ingénierie et listes connexes		
D-02-002-001/SG-001	Marques d'identification des biens militaires canadiens		
D-012-100-215/SF-000	Préparation des avis de changement du matériel (MCN) – Équipement des Forces canadiennes		
DOAD 2006-0	Ordonnances et directives de sécurité de la Défense nationale		
CAMDN	Cadre d'architecture du MND et des FAC		
C2IEDM	Modèle de données d'échange d'information C2 du Programme d'interopérabilité multilatérale		

Tableau A5 : Références militaires américaines

Référence	Titre
CID/09/15A	Exigences d'essai en laboratoire sur les émanations compromettantes, électromagnétique (CONFIDENTIEL)
CID/09/14	Exigences et procédures d'essais tactiques HIJACK/NONSTOP (SECRET)

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME
SDIP 27 de niveau A	Norme d'essai en laboratoire sur les émanations compromettantes		
SDIP 27 de niveau B	Norme d'essai en laboratoire relative à l'équipement d'installation protégée		
SDIP 27 de niveau C	Norme d'essai en laboratoire relative à l'équipement et aux systèmes mobiles tactiques		
MIL-HDBK-61A	Guide de gestion de la configuration des manuels militaires		
MIL-HDBK-232A	Lignes directrices d'installation relatives à l'ingénierie RED/BLACK		
MIL-HDBK-419	Mise à la terre, métallisation et blindage pour l'équipement électronique et les installations		
MIL-HDBK-454A	Lignes directrices générales relatives à l'équipement électronique		
MIL-STD-6017C	Traitement de messages à format de message variable		
MILSTAND-810G	Considérations d'ingénierie environnementale et essais en laboratoire		
MIL-STD-1275D	Caractéristiques des systèmes électriques à courant de 28 V dans les véhicules militaires		
MIL-STD-461F	Exigences relatives au contrôle des caractéristiques d'interférence électromagnétique des sous-systèmes et de l'équipement		
MIL-STD-464C	Exigences relatives aux effets de l'environnement électromagnétique sur les systèmes		
MIL-STD-1472F	Critères ergonomiques de conception		
MIL-STD-1686C	Programme de contrôle des décharges électrostatiques pour la protection des pièces, des assemblages et de l'équipement électriques et électroniques		
MIL-STD-46855A	Exigences ergonomiques relatives aux systèmes, à l'équipement et aux installations militaires		

2.2 Glossaire et abréviations

Voici un glossaire et une liste des abréviations de l'annexe A, Énoncé des travaux (EDT), du contrat de services professionnels de l'IGLD.

Glossaire

Terme	Définition
C4ISR	Le C4ISR est un concept qui intègre les fonctions, les activités et les capacités de commandement, de contrôle, de communication, d'informatique, de renseignement, de surveillance et de reconnaissance afin d'améliorer le processus décisionnel des commandants en déploiement. Le C4ISR de la Force terrestre est le même concept directement appliqué à l'élément terre des Forces armées canadiennes.
Élément de configuration	Composante d'un système qui est traitée comme une unité autonome à des fins d'identification et de contrôle des changements. Tous les éléments de configuration ont des codes d'enregistrement et des numéros de version qui leur sont propres. Un élément de configuration peut être un élément d'origine du système (module de code, par exemple) ou un agrégat d'éléments (un sous-système est un agrégat d'unités logicielles, par exemple).

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Ressource contractuelle	Aux fins du présent EDT, une ressource contractuelle est une personne affectée par l'entrepreneur pour fournir des services professionnels et ainsi appuyer l'effectif du DAPSCT dans des domaines qui nécessitent une expertise spécialisée. Elle est à la fois difficile à acquérir et à conserver au sein du gouvernement fédéral. Plus précisément, les ressources contractuelles seront « intégrées » au sein de l'organisation du DAPSCT, travaillant côte à côte pour l'essentiel avec les militaires et les fonctionnaires du DAPSCT pour assurer le maintien en puissance du système de systèmes LC4ISR.
Microgiciels	Ils sont définis comme « logiciels ».
Soutien en service (SES)	Le soutien en service procure une valeur opérationnelle à la défense pour la disponibilité et la fiabilité de l'équipement en mission et dans l'instruction et pour une durée utile prolongée; il comprend tout un éventail de services coordonnés visant le cycle de vie des systèmes d'armes. Cette approche permet de créer un point unique de responsabilité à tous les moments de la durée de vie d'un produit, ce qui permet d'accroître l'efficacité et l'état de préparation en mission et d'abaisser le coût total de possession.
Année-personne (a.-p.)	Mesure normalisée du travail accompli par une ressource (personne) sur une période d'un an (12 mois).
Système	<p>Combinaison d'éléments en interaction organisés pour la réalisation d'un ou plusieurs buts énoncés.</p> <p>NOTE 1 : Un système peut être considéré comme un produit ou envisagé selon les services qu'il fournit.</p> <p>NOTE 2 : Dans la pratique, l'interprétation de sa signification est souvent clarifiée si on y associe un nom comme radio, par exemple. Par ailleurs, le mot « système » peut être remplacé simplement par un synonyme qui dépend du contexte (« radio », par exemple), bien que cela puisse alors obscurcir la perspective des principes du système.</p>
Système de systèmes (SdS)	Ensemble ou assemblage de systèmes indépendants qui sont liés ou interreliés pour fournir une capacité donnée. La perte de toute partie du système aura pour effet de dégrader le rendement ou les capacités d'ensemble.
Bureau de première responsabilité technique (BPR technique)	Un employé civil ou militaire du Canada est désigné par le responsable technique pour gérer les activités quotidiennes liées à l'attribution des tâches et les activités de base aux fins d'une affectation en cours ou possible pour une portée donnée du travail.
Responsabilité totale du système (RTS)	Responsabilité qui porte sur les exigences, la conception et le rendement résultant du système.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

2.3 Liste des sigles, acronymes et abréviations

Sigle, acronyme ou abréviation	Description
Admin	Administration
CORA	Centre d'opérations des réseaux de l'Armée canadienne
ACSA	Activités de coopération en matière de systèmes d'artillerie
PCA	Plan de continuité des activités
C2	Commandement et contrôle
C4	Commandement, contrôle, communication et informatique
C4ISR	Commandement, contrôle, communication, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance
AC	Armée canadienne
FAC	Forces armées canadiennes
RCMD	Réseau canadien de missions déployables
PMC	Programme des marchandises contrôlées
EC	Élément de configuration
GC	Gestion de la configuration
CONEMP	Concept d'emploi
CONOPS	Concept d'opération
COTS	(Produit) commercial standard
DM	Demande de modification
CRUD	Créer, lire, actualiser et supprimer
SC	Système de communication
CST	Centre de la sécurité des télécommunications
DAPSCT	Direction de l'administration du programme des systèmes de commandement terrestre
MDN	Ministère de la Défense nationale

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME
SIGRD	Système d'information de la gestion des ressources de la Défense	
IGLD	Installation de génie logiciel de la DAPSCT	
RED	Réseau étendu de la Défense	
G et I	Génie et intégration	
MT	Modification technique	
DMT	Demande de modification technique	
EGE	Équipe de gestion de l'équipement	
Ing	Ingénieur ou ingénierie	
BFG	Biens fournis par le gouvernement	
EFG	Équipement fourni par le gouvernement	
RFG	Renseignements fournis par le gouvernement	
QG	Quartier général	
CI	Circuit intégré	
SLI	Soutien logistique intégré	
PSLI	Plan de soutien logistique intégré	
GI	Gestion de l'information	
EIP	Équipe intégrée des produits	
RSR	Renseignement, surveillance et reconnaissance	
SES	Soutien en service	
ISTAR	Renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance	
TI	Technologie de l'information	
ITAR	International Traffic in Arms Regulations	
VVI	Vérification et validation indépendantes	
GS	Gestion du savoir	
LC4ISR	Commandement, contrôle, communication, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance de la Force terrestre	
GCVA	Gestion du cycle de vie des applications	

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME
GCVN	Gestion du cycle de vie du matériel	
SSCFT	Système de soutien du commandement de la Force terrestre	
CSLT	Contrat de soutien à long terme	
MDN	Ministre de la Défense nationale	
MS	Microsoft	
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	
QGDN	Quartier général de la Défense nationale	
SNST	Services nationaux de soutien technique	
IN	Imprimerie nationale	
NNO	Numéro de nomenclature OTAN	
FEO	Fabricant d'équipement d'origine	
AM	Autres ministères	
BPR	Bureau de première responsabilité	
RA	Responsable des achats	
PMBOK	Guide du Corpus des connaissances en management de projet	
SP	Services professionnels	
SPAC	Services publics et Approvisionnement Canada	
a.-p.	Année-personne	
AQ	Assurance de la qualité	
CQ	Contrôle de la qualité	
DC	Demande de changement	
SAFe	Cadre d'agilité à l'échelle	
CCA	Compte client d'approvisionnement	
GS	Génie des systèmes	
GIS	Gestion d'ingénierie des systèmes	
PGIS	Plan de gestion de l'ingénierie des systèmes	

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME
IS	Intégration des systèmes	
SGS	Serveur en gestion des systèmes	
IPO	Instructions permanentes d'opération	
SdS	Système des systèmes	
EDT	Énoncé des travaux	
Sout	Soutien	
Spéc	Spécialiste ou spécialité	
RPS	Rapport de problèmes du système	
SQL	Langage d'interrogation structuré	
LVES	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité	
Log	Logiciel	
FFPM	Forces, faiblesses, possibilités et menaces	
RT	Responsable technique	
TacC2IS	Systèmes de commandement, de contrôle et d'information tactiques	
TacCOMS	Systèmes de communications tactiques	
Rés tac	Réseau tactique	
VAT	Visite d'aide technique	
TCP/IP	Protocole de contrôle de transmission/protocole Internet	
JDT	Jeu de documents techniques	
BPR technique	Bureau de première responsabilité technique	
RDT	Rapport de défectuosité technique	
LIST	Laboratoire d'intégration des systèmes tactiques	
RTS	Responsabilité totale du système	
TTP	Techniques, tactiques et procédures	
RENS	Rapport d'état non satisfaisant	
V et V	Vérification et validation	

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
3. Services de gestion du savoir et de l'information de l'IGLD	Gestionnaire de la documentation, de la formation et de l'innovation	Intermédiaire, principal	Gest DFI		
	Contrôleur des manuels des logiciels	Subalterne, intermédiaire, principal	Contr man log		
	Développeur de produits de formation sur les logiciels	Subalterne, intermédiaire, principal	Dév prod form log		
	Spécialiste de la prestation de la formation sur les logiciels	Subalterne, intermédiaire, principal	Spéc pres form log		
	Spécialiste de la disponibilité, des licences et de la distribution des logiciels	Subalterne, intermédiaire, principal	DLDL		
	Intégrateur de bases de données	Subalterne, intermédiaire, principal	Intégr BD		
	Spécialiste en gestion de la configuration	Subalterne, intermédiaire, principal	SGC		
4. Services de contrôle de la qualité et d'assurance de la qualité des applications logicielles spécialisées de l'IGLD	Gestionnaire de l'assurance de la qualité et du contrôle de la qualité	Intermédiaire, principal	Gest AQ/CQ		
	Spécialiste de l'assurance de la qualité	Subalterne, intermédiaire, principal	Spéc AQ		
	Spécialiste du contrôle de la qualité	Subalterne, intermédiaire, principal	Spéc CQ		
	Gestionnaire d'essais	Intermédiaire, principal	Gest essais		
	Technicien d'essais	Subalterne, intermédiaire, principal	Tech essais		

3.2 TÂCHES DU GESTIONNAIRE DE SERVICES

Voici une liste non exhaustive des tâches que doit accomplir le gestionnaire de services :

- demeurer en contact avec le responsable technique chaque mois (ou plus souvent au besoin) pour discuter des exigences de travail à venir et s'assurer que les ressources sont disponibles pour appuyer l'évolution des besoins;
- créer ou conserver la possibilité pour l'entrepreneur de fournir ou de produire la capacité d'exécuter les travaux relevant des tâches d'une manière économique, efficace, évolutive et adaptée;
- veiller à ce que les ressources contractuelles soient identifiées et mises à disposition pour répondre aux exigences du responsable technique, conformément au calendrier des produits livrables et dans les limites du budget établi pour les tâches;

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- d. présenter des processus administratifs de qualité qui respectent les règles, les plans de continuité des activités et les plans de gestion des changements du gouvernement du Canada et du MDN;
- e. fournir des services de gestion des tâches, notamment la planification, le lancement, l'exécution, le contrôle, la clôture et l'assurance de l'exécution des tâches;
- f. fournir des services administratifs généraux, notamment des comptes rendus et des rapports financiers, des rapports d'état mensuels, des ordres du jour, des procès-verbaux, des dossiers de décision et des mesures de suivi pour les réunions, l'administration des voyages des ressources contractuelles, et le soutien à la gestion et à l'acquisition de matériel, ainsi que d'autres services administratifs généraux en soutien à l'IGLD;
- g. fournir des services de contrôle financier, notamment des fonctions de base pour la supervision des budgets, des coûts en ressources, des limites de dépenses relatives aux tâches et des opérations de coûts directs;
- h. fournir des services de sécurité physique et matérielle, notamment s'assurer que toutes les ressources contractuelles employées en vertu du contrat de l'IGLD possèdent l'attestation de sécurité valide requise pour travailler dans l'IGLD, sont dûment autorisées à accéder à tous les immeubles du MDN ou des partenaires auxquels ils doivent accéder, suivent les processus et les pratiques et de gestion des biens immobiliers du gouvernement du Canada relativement à tout le matériel confié à l'entrepreneur, et se conforment aux règlements en matière de santé et de sécurité du MDN quand ils se trouvent dans les locaux du MDN;
- i. régler les problèmes d'exécution des tâches lorsque les ressources contractuelles ne satisfont pas aux exigences définies dans l'autorisation de tâches approuvée, planifier, recommander et coordonner les activités de gestion de projets, notamment du point de vue des finances, de la planification et de la passation de contrats;
- j. surveiller et communiquer les progrès des projets de manière continue et aux moments ou aux jalons planifiés;
- k. consulter les parties intéressées et les autres gestionnaires de projet et résoudre les problèmes de façon coopérative;
- l. formuler et gérer des plans de projet en définissant les produits livrables, en précisant les étapes clés, en examinant les progrès du projet et en participant à la gestion continue des risques;
- m. procéder à des examens après les projets et documenter les leçons apprises;
- n. formuler des recommandations pour la gestion des risques relatifs aux projets et en faire le suivi;
- o. fournir un rapport d'étape mensuel (REM) pour le MDN sur toutes les tâches;
- p. coordonner, préparer et soumettre un ordre du jour pour toutes les réunions d'examen des programmes;
- q. aider aux achats de biens et de services et veiller à ce qu'ils soient effectués en conformité avec les règlements et les procédures en matière d'approvisionnement du gouvernement du Canada; et
- r. clore officiellement toutes les tâches lorsqu'elles sont terminées.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

3.3 VOLET DE TRAVAIL 1 – SERVICES DE SOUTIEN À L'ENVIRONNEMENT DE DÉVELOPPEMENT ET DE GÉNIE LOGICIEL DE L'IGLD

L'entrepreneur doit fournir des ressources, comme le demande le Canada, pour soutenir, maintenir en service, exploiter et faire évoluer, selon les besoins, les environnements d'ingénierie et d'infrastructure informatique appartenant au MDN et utilisés par le personnel de l'IGLD, à savoir les fonctionnaires, le personnel militaire et le personnel autorisé de l'entrepreneur. Les systèmes et les environnements informatiques qui doivent être soutenus comprennent les suivants :

- a. le réseau local de l'IGLD. Le réseau local de l'IGLD est un hôte de l'environnement de génie logiciel appartenant au MDN et à la DAPSCT dans les locaux du MDN qui soutient le programme du SSCFT. À cette fin, l'entrepreneur doit gérer et soutenir tous les systèmes matériels et logiciels, y compris les applications réseaux, les serveurs, les applications logiciels d'entreprise et divers outils personnalisés et outils de sécurité qui composent le réseau local de l'IGLD;
- b. gérer et soutenir les activités relatives aux environnements d'essai de la DAPSCT, notamment divers environnements de laboratoires d'essai non classifiés et classifiés, suivant divers niveaux de service; et
- c. appuyer d'autres communautés d'intérêts et environnements techniques, selon les besoins.

3.3.1 Catégorie ressources – Ingénieur réseau (ing rés)

Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles et une ressource subalterne, au moins 50 % d'entre elles :

- a. procéder à l'analyse et à la définition des besoins des réseaux;
- b. collaborer avec les autres membres du personnel technique et les ingénieurs à l'examen des besoins des réseaux ou des ajustements architecturaux;
- c. recommander et évaluer des modifications en génie des réseaux et analyser les répercussions sur le système;
- d. analyser et mettre en œuvre les demandes de modification de réseau;
- e. analyser les rapports de problèmes de système relatifs aux réseaux et apporter des solutions;
- f. concevoir, élaborer et intégrer des modifications dans les réseaux;
- g. procéder à des évaluations d'achat et de mise à l'essai;
- h. procéder au prototypage, à la modélisation et à la simulation de systèmes;
- i. appuyer la conception de l'architecture réseau de l'IGLD;
- j. appuyer les essais réseaux de l'IGLD;
- k. appuyer l'intégration des systèmes;
- l. appuyer les essais de qualification des systèmes;
- m. appuyer l'élaboration de document sur les IPO;
- n. appuyer l'acceptation de systèmes;
- o. appuyer la V et V d'éléments de configuration réseau de l'IGLD;
- p. préparer la topologie, les schémas techniques et conceptuels et les documents de certification des réseaux;
- q. effectuer toute autre tâche liée à cette catégorie.

3.3.2 Catégorie de ressources – Administrateur réseau (admin rés) Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles et une ressource subalterne, au moins 50 % d'entre elles :

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- a. administrer un ou plusieurs réseaux informatiques qui utilisent une grande diversité de matériels, de logiciels, d'applications, de systèmes d'exploitation et d'environnements;
- b. gérer la configuration du ou des réseaux;
- c. surveiller et gérer le rendement et la disponibilité du réseau, ce qui comprend notamment le dépannage et la solution des problèmes de connectivité et de rendement de réseau;
- d. veiller à l'hygiène du réseau;
- e. surveiller et gérer la sécurité du réseau, notamment les pare-feux, les listes de contrôle d'accès, les outils antivirus et les systèmes de détection des intrusions;
- f. installer, configurer, corriger et mettre à niveau l'équipement de traitement, de stockage, de réseautage et d'utilisation finale et l'équipement périphérique, notamment en ce qui concerne les technologies de virtualisation;
- g. installer, configurer, corriger et mettre à niveau les logiciels de réseau, et notamment les programmes antivirus et les programmes de diagnostic d'entreprise;
- h. installer, configurer, corriger et mettre à niveau les logiciels de base du côté serveur, et notamment Windows Server, SQL Server, Microsoft Active Directory, Microsoft Exchange et Microsoft SharePoint;
- i. implanter et tenir à jour des systèmes de dépannage et de reprise pour les serveurs réseau essentiels à la mission;
- j. encadrer l'accès des utilisateurs aux appareils, aux services et aux fichiers;
- k. appuyer les utilisateurs finals;
- l. effectuer toute autre tâche liée à cette catégorie.

3.3.3 Catégorie de ressources – Architecte des services et applications (arch serv/app)

Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles et une ressource subalterne, au moins 50 % d'entre elles :

- a. mettre en place des services, des cadres et des stratégies en matière d'information et d'applications logicielles afin de satisfaire aux besoins en développement de logiciels et en applications de l'IGLD;
- b. analyser, concevoir et mettre en œuvre des services et des architectures d'applications pour l'IGLD;
- c. concevoir, élaborer et évaluer des options techniques pour les problèmes de développement logiciel et d'applications de l'IGLD;
- d. analyser et évaluer d'autres approches technologiques permettant de résoudre les problèmes de développement logiciel et d'applications de l'IGLD;
- e. assurer l'intégration de tous les aspects des solutions logicielles de l'IGLD;
- f. recommander des solutions aux problèmes de conception logicielle de l'IGLD;
- g. analyser les exigences fonctionnelles pour déterminer les flux de renseignements, de procédures et de décisions pour les applications de l'IGLD;
- h. évaluer les procédures et les méthodes existantes, reconnaître et documenter le contenu, la structure et les sous-systèmes d'application des bases de données et établir un dictionnaire de données;
- i. définir et documenter les interfaces entre les opérations manuelles et automatisées à l'intérieur des sous-systèmes d'application, avec les systèmes externes et entre les systèmes nouveaux et existants;
- j. déterminer et documenter les normes spécifiques de systèmes pour la programmation, la documentation et les essais, ce qui comprend les bibliothèques de programmes, les dictionnaires de données, les conventions d'appellation, etc.;
- k. effectuer toute autre tâche liée à cette catégorie.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

3.3.4 Catégorie de ressources – Spécialiste du service de dépannage (spéc SD)

Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles et une ressource subalterne, au moins 50 % d'entre elles :

- a. effectuer diverses tâches de surveillance et d'analyse de problèmes réseau, surveiller les systèmes de gestion de réseaux et répondre adéquatement aux demandes et problèmes des utilisateurs;
- b. réaliser une analyse initiale des problèmes et diriger ceux-ci vers d'autres employés, s'il y a lieu;
- c. assurer la liaison avec les utilisateurs du réseau et le personnel technique afin de communiquer l'état de la résolution des problèmes; tenir un registre des demandes d'aide et faire le suivi de celles-ci;
- d. élaborer et mettre en œuvre les guides de procédures et des documents destinés au service de dépannage, ou participer à leur rédaction, mener des sondages périodiques sur la satisfaction des utilisateurs et surveiller les tendances relatives aux problèmes des utilisateurs, recommander des améliorations aux systèmes du réseau et produire des rapports en fonction des renseignements recueillis dans les sondages auprès des utilisateurs ainsi que dans les études sur les tendances;
- e. élaborer, mettre en œuvre et diffuser aux utilisateurs l'information sur le réseau, ou participer à cette diffusion, afin d'inclure des renseignements comme les procédures de dépannage et les manuels du réseau;
- f. participer à l'élaboration d'un plan de formation complet portant sur les procédures de dépannage et aider à la formation du personnel qui assure la relève;
- g. participer à l'installation sur place des systèmes de réseaux pour les utilisateurs;
- h. exercer d'autres fonctions accessoires au travail décrit dans le présent document;
- i. effectuer toute autre tâche liée à cette catégorie.

3.4 VOLET DE TRAVAIL 2– SERVICES DE SOUTIEN À L'INGÉNIERIE ET AU DÉVELOPPEMENT DES PRODUITS LOGICIELS DE L'IGLD

L'entrepreneur doit fournir des ressources en génie logiciel, comme le demande le Canada, pour l'élaboration de solutions logicielles d'interopérabilité communes et combinées appartenant au MDN et pour leur intégration collaborative au C4ISR de la Force terrestre. Plus précisément, le présent contrat de met l'accent sur les gammes de produits de C4ISR de la Force terrestre désignées suivantes :

- a. les applications relatives à la puissance de feu;
- b. les applications de renseignement, surveillance et reconnaissance;
- c. les applications de modélisations et de simulations (MODSIM); et
- d. diverses applications de C4ISR de la Force terrestre.

3.4.1 Catégorie de ressources – Gestionnaire de produits (gest prod)

Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, et une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles :

- a. gérer un ou plusieurs experts des logiciels et produits logiciels, chacun étant responsable d'un élément de liste globale des produits logiciels de l'IGLD;
- b. gérer le ou les produits logiciels pendant leur développement, leur mise en œuvre et le début des opérations en veillant à ce que les ressources soient disponibles et à ce que le produit soit développé et complètement fonctionnel selon les paramètres de temps, de coût et de performance convenus;

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- c. formuler des énoncés de problème et établir les procédures pour l'élaboration et la mise en œuvre d'éléments de produit logiciel importants, nouveaux ou modifiés en vue de résoudre ces problèmes et d'obtenir une approbation;
- d. définir et documenter les objectifs du produit logiciel; définir les exigences budgétaires, la composition, de même que les tâches, les responsabilités et le mandat de l'équipe du produit logiciel;
- e. produire des rapports sur l'avancement du produit logiciel de façon continue et à des moments précis du cycle de vie du produit;
- f. rencontrer, à l'occasion de conférences, d'autres parties intéressées et gestionnaires de produit, et énoncer les problèmes de façon à pouvoir les régler;
- g. préparer des plans, des graphiques, des tableaux et des diagrammes pour aider à analyser ou à illustrer les problèmes, et travailler avec différents outils de gestion de produit;
- h. veiller à l'approbation des produits;
- i. effectuer toute autre tâche liée à cette catégorie.

3.4.2 Catégorie de ressources – Architecte des logiciels (arch log)

Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, et une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles :

- a. élaborer des architectures techniques, des cadres de travail et des stratégies afin de satisfaire aux besoins en développement de logiciels et en applications de l'IGLD;
- b. analyser, concevoir et mettre en œuvre des logiciels et des architectures d'applications pour l'IGLD;
- c. concevoir, élaborer et évaluer des options techniques pour les problèmes de développement logiciel et d'applications de l'IGLD;
- d. analyser et évaluer d'autres approches technologiques permettant de résoudre les problèmes de développement logiciel et d'applications de l'IGLD;
- e. assurer l'intégration de tous les aspects des solutions logicielles de l'IGLD;
- f. recommander des solutions aux problèmes de conception logicielle de l'IGLD;
- g. analyser les exigences fonctionnelles pour déterminer les flux de renseignements, de procédures et de décisions pour les applications de l'IGLD;
- h. évaluer les procédures et les méthodes existantes, reconnaître et documenter le contenu, la structure et les sous-systèmes d'application des bases de données et établir un dictionnaire de données;
- i. définir et documenter les interfaces entre les opérations manuelles et automatisées à l'intérieur des sous-systèmes d'application, avec les systèmes externes et entre les systèmes nouveaux et existants;
- j. déterminer et documenter les normes spécifiques de systèmes pour la programmation, la documentation et les essais, ce qui comprend les bibliothèques de programmes, les dictionnaires de données, les conventions d'appellation, etc.;
- k. effectuer toute autre tâche liée à cette catégorie.

3.4.3 Catégorie de ressources – Ingénieur de l'innovation et des produits logiciels (ing I et P log)

Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles et une ressource subalterne, 50 % d'entre elles :

- a. diriger la vision technique pour les produits et les capacités de l'IGLD;
- b. élaborer des architectures techniques, des cadres de travail et des stratégies afin de satisfaire aux besoins en systèmes de l'IGLD;
- c. analyser, concevoir et mettre en œuvre des systèmes et des architectures produits par l'IGLD;

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- d. concevoir, élaborer et évaluer des solutions techniques pour régler des problèmes complexes dans les systèmes de l'IGLD;
- e. analyser et évaluer les solutions technologiques de rechange pour régler des problèmes dans les systèmes de l'IGLD;
- f. assurer l'intégration de tous les aspects des solutions et des systèmes de l'IGLD;
- g. recommander des solutions aux problèmes de conception et de système de l'IGLD;
- h. mettre à jour et adapter les structures de répartition des systèmes des produits de l'IGLG;
- i. définir et documenter les interfaces à l'intérieur des sous-systèmes de l'IGLD, avec les systèmes externes et entre les systèmes nouveaux et existants;
- j. produire, documenter et gérer les conceptions et les orientations architecturales des systèmes, avec l'apport de tous les domaines d'ingénierie et de soutien, afin de réaliser la mise en œuvre complète des systèmes de l'IGLD;
- k. effectuer toute autre tâche liée à cette catégorie.

3.4.4 Catégorie de ressources – Spécialiste de la sécurité des logiciels (spéc séc log)

Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles et une ressource subalterne, au moins 50 % d'entre elles :

- a. examiner, analyser et formuler des recommandations au sujet des exigences de sécurité des logiciels, pour les logiciels et leurs interfaces;
- b. apporter une expertise dans les domaines suivants : sécurité des applications et des réseaux; sécurité des communications, gestion de l'identité et de l'accès, évaluation et essai de sécurité, opérations de sécurité et sécurité du développement de logiciels;
- c. assurer la liaison avec d'autres spécialistes de disciplines techniques pour garantir la confidentialité, la disponibilité et l'intégrité des logiciels du point de vue de la sécurité;
- d. fournir un soutien pour l'intégration, l'analyse et l'évaluation de la sécurité des logiciels;
- e. préparer les documents de soutien à la planification et à l'approvisionnement pour la sécurité des logiciels;
- f. examiner, analyser et formuler des recommandations concernant les composants de sécurité des logiciels et les documents connexes;
- g. effectuer des examens portant sur la conception, les aspects techniques et la gestion afin de surveiller les progrès réalisés et les problèmes possibles, et de donner des conseils et produire des rapports à ce sujet;
- h. effectuer ou attester des essais et des évaluations d'intégration de sécurité de logiciels;
- i. mener des études sur la définition technique et les analyses d'options;
- j. effectuer toute autre tâche liée à cette catégorie.

3.4.5 Catégorie de ressources – Spécialiste des logiciels (spéc log)

Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles et une ressource subalterne, au moins 50 % d'entre elles :

- a. examiner, analyser et recommander des documents sur les logiciels et les interfaces d'applications;
- b. recommander des solutions logicielles au niveau du système pour les écarts, les lacunes et les changements d'équipement et de spécifications;
- c. assurer la liaison avec les groupes techniques du développement logiciel et des applications pour garantir l'intégrité, le rendement, la fiabilité et la maintenabilité du système;
- d. appuyer l'intégration, l'analyse et l'évaluation de logiciels et d'applications;

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- e. préparer la documentation de soutien en planification et en approvisionnement pour les logiciels et les applications;
- f. examiner, analyser et recommander les composantes logicielles avec la documentation connexe;
- g. effectuer des examens portant sur la conception, les aspects techniques et la gestion afin de surveiller les progrès réalisés et les problèmes possibles, et de donner des conseils et produire des rapports à ce sujet;
- h. effectuer ou attester des essais et des évaluations d'intégration de logiciels;
- i. mener des études sur la définition technique et les analyses d'options;
- j. effectuer toute autre tâche liée à cette catégorie.

3.4.6 Catégorie de ressources – Programmeur (progr)

Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles et une ressource subalterne, au moins 50 % d'entre elles :

- a. choisir et implanter les programmes logiciels disponibles;
- b. concevoir en détail des programmes, des graphiques d'acheminement et des diagrammes indiquant le calcul mathématique et l'ordre d'exécution des opérations machine nécessaires pour copier et traiter les données et imprimer les résultats;
- c. convertir des organigrammes détaillés en instructions machine codées et discuter de la planification des programmes avec le personnel technique;
- d. vérifier l'exactitude et l'intégralité des programmes en préparant des données d'échantillonnage et en les soumettant à des essais d'acceptation du système par le personnel d'exploitation;
- e. corriger les erreurs de programme en révisant les instructions ou en modifiant la séquence des opérations;
- f. mettre les instructions à l'essai et réunir des spécifications, des graphiques d'acheminement, des diagrammes, des schémas de montage et des instructions de programmation et d'exploitation afin de documenter les applications pour modification ou consultation future;
- g. créer et modifier des codes et des logiciels;
- h. créer et modifier des pages-écrans et des rapports;
- i. concevoir des méthodes et des procédures pour de petits systèmes informatiques et des sous-systèmes;
- j. produire des formulaires, des manuels, des programmes, des fichiers de données et des procédures pour les systèmes ou les applications;
- k. effectuer toute autre tâche liée à cette catégorie.

3.4.7 Catégorie de ressources – Gestionnaire du cycle de vie des applications (GCVA)

Les ressources contractuelles doivent appuyer les fonctions de gestion du cycle de vie des applications de C4ISR de la Force terrestre, notamment la gestion du cycle de vie des logiciels, la gestion de la configuration, l'archivage et le stockage des codes, le versionnage, la formation, la documentation, le conditionnement, la manutention, le stockage et le transport, la résolution de problèmes et d'autres formes d'appui à la maintenance des logiciels. Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles et une ressource subalterne, au moins 50 % d'entre elles :

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- a. réaliser des études et des analyses techniques pour fournir des solutions techniques aux exigences et aux problèmes concernant les applications ou les opérations, y compris la préparation des modifications techniques;
- b. préparer et publier des avis de changement du matériel (ACM) chaque fois que des modifications techniques touchent des éléments finaux, par exemple des numéros de pièce, des numéros de dessin, des codes de fabricant, des quantités et l'applicabilité;
- c. définir des normes et des critères concernant la maintenance des applications et des logiciels;
- d. préparer, modifier ou mettre à jour les spécifications et les dessins;
- e. préparer, modifier ou mettre à jour les manuels des logiciels, les listes d'applications, les manuels d'exploitation, les directives techniques et les commandes;
- f. gérer la configuration;
- g. surveiller les applications logicielles gérées, y compris les activités de catalogage, le contrôle des versions, les problèmes d'obsolescence, les options de mise à niveau et les activités de dessaisissement, et en rendre compte;
- h. procéder à l'analyse des données sur la maintenance, la réparation et la révision des logiciels;
- i. enquêter sur les rapports d'état non satisfaisant (RENS) et les rapports de défectuosité technique (RDT);
- j. préparer des énoncés des besoins techniques, des ébauches de spécifications et des descriptions d'achats;
- k. préparer des données pour l'approvisionnement initial et la distribution;
- l. examiner la conception, l'élaboration, la production, la mise en place et l'essai des modifications aux logiciels prototypes;
- m. préparer des analyses des options des coûts de soutien pour les systèmes et l'équipement;
- n. examiner les certificats d'aliénation et formuler des recommandations appropriées;
- o. surveiller et analyser les mises à jour des éléments soutenus, et fournir des avis au sujet des répercussions sur les logiciels, les applications et les systèmes existants;
- p. effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

3.5 VOLET DE TRAVAIL 3 – SERVICES DE GESTION DU SAVOIR ET DE L'INFORMATION DE L'IGLD

L'entrepreneur doit fournir des ressources, comme le demande le Canada, pour garantir que tous les livrables de production relatifs aux services de soutien à l'ingénierie et au développement des produits logiciels de l'IGLD sont convenablement configurés, sécuritairement gérés et disponibles pour être utilisés par les utilisateurs autorisés en conformité avec les politiques et les procédures nationales. Il doit en outre assister la DAPSCT dans les efforts qu'elle consacre à l'innovation et à l'adaptation des systèmes et des produits de l'IGLD. Le responsable technique est l'autorité de mise en circulation pour les livrables de production et doit être consulté avant que les applications soient livrées au client pour utilisation immédiate ou assujetties aux activités de soutien à l'intégration des logiciels aux fins d'inclusion future dans les produits de base du SSCFT. Les services de gestion de l'information et du savoir doivent comprendre, sans toutefois s'y restreindre, ce qui suit :

- a. la création ou la mise à jour des documents, des références et des manuels de formation, des guides de l'utilisateur, de la formation automatisée et des fonctions intégrées aux livrables de production des logiciels.
- b. des services de soutien logiciel appropriés pour garantir que :
 - i. la disponibilité, la certification et la distribution des produits logiciels respectent les politiques, les normes et les pouvoirs applicables. Les logiciels dont la livraison est autorisée doivent pouvoir

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

être utilisés immédiatement par le client et doivent avoir été assujettis à l'assurance et au contrôle de la qualité, être accompagnés des documents pertinents et pouvoir être facilement installés, configurés, utilisés et soutenus;

- ii. les produits logiciels destinés à l'intégration au SSCFT ont été assujettis à l'assurance et au contrôle de la qualité, sont accompagnés des documents pertinents et peuvent être facilement installés, configurés et intégrés par les FEO en aval en appui à de futurs produits de base du SSCFT;
- c. les bases de données requises pour soutenir les systèmes de C4ISR de la Force terrestre, intégrées d'une manière qui permet l'interopérabilité avec les nations partenaires, suivant les normes acceptées pour l'échange de renseignements entre partenaires alliés, respectant les politiques de classification des renseignements en vigueur et maximisant l'utilisation des normes modernes de l'industrie;
- d. le contrôle et la normalisation de la gestion de la configuration pour tous les produits logiciels livrés par l'IGLD.

3.5.1 Catégorie de ressources – Gestionnaire de la documentation, de la formation et de l'innovation (gest DFI)

Les ressources contractuelles doivent fournir un soutien à la documentation, à la formation et à l'amélioration de la conception de la formation pour toutes les fonctions et activités d'ingénierie du FEO et de l'IGLD. Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, et une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles :

- a. diriger l'équipe de soutien à la documentation, à la formation et à l'amélioration de la formation;
- b. regrouper, éditer et normaliser les manuels et les documents connexes des logiciels créés par l'IGLD et les FEO, recommander des changements à ces manuels et documents, les gérer et en assurer le versionnage, le contrôle, la diffusion et le stockage;
- c. diriger la conception des dossiers de formation sur les logiciels, des tutoriels de démarrage intégrés aux logiciels et d'autres outils d'autoapprentissage pour aider les utilisateurs à se familiariser avec les produits logiciels créés et à les maîtriser;
- d. fournir un soutien et des conseils concernant la gestion des documents et de la formation relatifs aux logiciels;
- e. effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

3.5.2 Catégorie de ressources – contrôleur des manuels des logiciels (contr man log)

Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles et une ressource subalterne, au moins 50 % d'entre elles :

- a. gérer le dépôt des manuels de développement des logiciels, des documents d'essai et d'autres documents relatifs aux logiciels développés par l'IGLD ou les FEO;
- b. surveiller les documents gérés, y compris les versions, les types de documents, le registre des versions et les activités d'archivage, et en rendre compte;
- c. procéder à la vérification de la normalisation et de l'intégralité des documents, et signaler les divergences à la gestion;
- d. recommander les meilleures pratiques en matière de documentation des logiciels aux membres de la DAPSCT, à l'IGLD et aux FEO;
- e. effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

3.5.3 Catégorie de ressources – Développeur de produits de formation sur les logiciels (dév prod form log)

Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles et une ressource subalterne, au moins 50 % d'entre elles :

- a. créer des produits de formation à l'appui de l'utilisation en service des logiciels, notamment participer aux travaux d'analyse des besoins de formation, élaborer des produits pour appuyer la formation du cadre initial, et recommander des méthodes de formation;
- b. planifier, concevoir et créer du matériel de formation multimédia professionnel, de qualité, intéressant et efficace, des didacticiels instructifs et informatifs pour la formation en salle de classe donnée par un formateur, la formation électronique suivie à un rythme personnel (apprentissage en ligne) et la formation en salle de classe virtuelle, des modules de formation en ligne ainsi que des modules de formation, des tutoriels, des fichiers d'aide et des aide-mémoire intégrés aux logiciels pour les systèmes logiciels commerciaux ou essentiels aux missions;
- c. concevoir une formation assistée par ordinateur et d'autres mécanismes de formation en dehors des salles de classe;
- d. planifier, concevoir et créer du matériel de formation et de référence pour la prestation en dehors des salles de classe, dont de l'apprentissage selon un rythme personnel sur un système de gestion de l'apprentissage ou avec modules de formation intégrés;
- e. donner des avis sur la pertinence, l'applicabilité et l'efficacité des méthodes, environnements, outils et technologies utilisés pour l'élaboration et la prestation de la formation relativement à des produits et à des publics de formation en particulier;
- f. appuyer et adapter la V et V, selon les besoins, pour le matériel de formation de FEO;
- g. effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

3.5.4 Catégorie de ressource – Spécialiste de la prestation de la formation sur les logiciels (spéc pres form log)

Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles et une ressource subalterne, au moins 50 % d'entre elles :

- a. livrer des produits de formation à l'appui de l'utilisation en service des logiciels, notamment participer aux travaux d'analyse des besoins de formation, élaborer et donner la formation du cadre initial, et fournir des outils et du matériel de formation;
- b. présenter et améliorer le matériel de formation multimédia professionnel, de qualité, intéressant et efficace, les didacticiels instructifs et informatifs pour la formation en salle de classe donnée par un formateur, la formation électronique suivie à un rythme personnel (apprentissage en ligne) et la formation en salle de classe virtuelle, les modules de formation en ligne ainsi que les modules de formation, les tutoriels, les fichiers d'aide et les aide-mémoire intégrés aux logiciels pour les systèmes logiciels commerciaux ou essentiels aux missions;
- c. donner la formation du cadre initial et fournir une capacité supplémentaire pour la prestation de la formation, au besoin;
- d. fournir des conseils et une expertise au sujet de la conception de la formation assistée par ordinateur et d'autres approches de la formation en dehors des salles de classe;

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- e. donner des avis sur la pertinence, l'applicabilité et l'efficacité des méthodes, environnements, outils et technologies utilisés pour l'élaboration et la prestation de la formation relativement à des produits et à des publics de formation en particulier;
- f. appuyer et adapter la V et V, selon les besoins, pour le matériel de formation de FEO;
- g. effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

3.5.5 Catégorie de ressources – Spécialiste de la disponibilité, des licences et de la distribution des logiciels (DLDL)

Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles et une ressource subalterne, au moins 50 % d'entre elles :

- a. traiter les demandes de licence de logiciel;
- b. aider et dépanner dans l'attribution et l'activation des clés logicielles;
- c. faire le suivi de la distribution et de la disponibilité des licences de logiciel;
- d. tenir des rapports précis sur l'attribution des licences et procéder périodiquement à des examens et des vérifications pour s'assurer que la distribution des licences continue à répondre aux besoins opérationnels;
- e. faire le suivi des renouvellements de licences de logiciel et conseiller les autorités compétentes en matière d'approvisionnement pour que le processus de renouvellement s'engage dans un délai suffisant et pour que tout le processus d'approvisionnement se fasse;
- f. coordonner avec le personnel compétent du DAPSCT les besoins en licences pour les opérations et les exercices à venir ou en cours; participer à la planification nécessaire aux fins de telles activités;
- g. conseiller le personnel de la DAPSCT sur les bases de produits logiciels, relativement à l'attribution de licences pour le développement et l'ingénierie de produits de base;
- h. aider l'équipe de mise en service de la DAPSCT à dresser des plans de déploiement des nouveaux logiciels (ou des mises à niveau) conformément au plan de mise en service, ce qui comprend le contrôle de configuration logicielle et la gestion des licences;
- i. gérer le centre de médiathèque de la DAPSCT avec notamment le traitement des demandes de supports, le lancement des démarches d'approbation, l'acceptation des livraisons, la gestion de configuration des nouveaux produits et l'expédition ou l'envoi des produits nouvellement arrivés aux destinataires prévus;
- j. aider le bureau de gestion des contrats de la DAPSCT en traitant les demandes de renseignements fournis par le gouvernement (RFG) pour les logiciels et en faisant le suivi de tout ce qui est ainsi livré comme information;
- k. appuyer les opérations des FAC, y compris le Centre d'opérations des réseaux de l'Armée canadienne (CORA), les Services nationaux de soutien technique (SNST) et Conseil de contrôle de la configuration (CCC) du Réseau canadien de missions déployables (RCMD);
- l. exercer un contrôle positif sur les ressources en matériel de la médiathèque du DAPSCT, notamment sur les CD, les DVD, les pochettes, les nettoyeurs de supports, les graveurs de disques, les dispositifs de stockage, les duplicateurs USB, les ordinateurs portatifs et les ordinateurs de bureau;
- m. conserver des copies de sauvegarde des supports;
- n. maintenir et mettre à jour les plans de reprise après sinistre et de continuité des activités (PCA) de la médiathèque de la DAPSCT;
- o. effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

3.5.6 Catégorie de ressources – Intégrateur de bases de données (intégr BD)

Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles et une ressource subalterne, au moins 50 % d'entre elles :

- a. surveiller le processus de conversion des données sous tous ses aspects;
- b. mener à terme la cartographie, l'interfaçage, la simulation de conversion, l'amélioration et la conversion proprement dite et vérifier si les données converties sont complètes et exactes;
- c. établir des relations de travail étroites avec tous les clients, interagir efficacement avec le personnel client à tous les niveaux et appuyer la conversion;
- d. analyser et coordonner les conversions de fichiers de données;
- e. travailler à l'importation de fichiers en provenance de plateformes hétérogènes;
- f. exécuter, planifier et concevoir les procédures de migration de bases de données;
- g. mettre les données en correspondance entre les systèmes et les sous-systèmes d'application;
- h. opérer la transformation et la médiation des données entre une provenance et une destination;
- i. déterminer et documenter les relations entre les données dans le cadre de l'analyse de filiation des données;
- j. documenter la structure de base de données et l'intégration des données;
- k. regrouper des bases de données, relever les redondances et documenter les constatations;
- l. exécuter le processus d'extraction, de transformation et de chargement (ETL) dans le cadre de la migration des données;
- m. élaborer et documenter les processus de vérification, d'archivage et de reprise de bases de données;
- n. élaborer des normes de qualité pour garantir la qualité et l'intégrité de l'information entre divers systèmes de base de données;
- o. fournir une expertise en solution de problèmes et soumettre les données à une analyse complexe à des fins de conception d'intégration des renseignements opérationnels;
- p. exécuter et documenter la mise en correspondance des données entre les normes militaires et les accords de normalisation de l'OTAN utilisés par les systèmes et les sous-systèmes d'application et les bases de données;
- q. exécuter, documenter et examiner la mise en correspondance des symbologies;
- r. effectuer toute autre tâche liée à cette catégorie.

3.5.7 Catégorie de ressources – Spécialiste de la gestion de la configuration (spéc GC)

Les ressources contractuelles doivent appuyer la gestion de configuration (GC) aux fins de toutes les activités de génie logiciel dans le soutien en service et dans les systèmes émergents à l'aide de l'outil GC de la DAPSCT. Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles et une ressource subalterne, au moins 50 % d'entre elles :

- a. aider à exercer les activités de vérification de configuration physique (VCP);
- b. gérer les demandes de modification technique (DMT);
- c. donner des conseils et fournir une expertise aux fins de la mise en œuvre de la gestion de configuration au sein de la DAPSCT;
- d. assurer le soutien et le suivi en gestion des données de tous les produits GC, qu'il s'agisse de documentation de contrôle de modifications, d'examen de jeux de données techniques (JDT) ou d'autres services de gestion des changements;
- e. consulter le personnel technique et collaborer avec lui à une application uniforme et efficace des pratiques en gestion de configuration;

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- f. faire le suivi de l'état de l'ensemble des activités et des produits GC à la DAPSCT;
- g. gérer les systèmes d'information en gestion de configuration;
- h. fournir une expertise en systèmes d'information de GC;
- i. établir et maintenir une structure de base dans les systèmes d'information de GC;
- j. effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

3.6 VOLET DE TRAVAIL 4 – SERVICES DE CONTRÔLE DE LA QUALITÉ ET D'ASSURANCE DE LA QUALITÉ DES APPLICATIONS LOGICIELLES SPÉCIALISÉES DE L'IGLD

L'entrepreneur doit fournir des ressources, comme le demande le Canada, pour garantir que tous les livrables de production relatifs aux services de soutien à l'ingénierie et au développement des produits logiciels de l'IGLD sont assujettis des à processus d'assurance de la qualité et de la contrôle de la qualité que le responsable juge satisfaisant, avant que les applications soient livrées au client pour utilisation immédiate ou assujetties aux activités de soutien à l'intégration des logiciels aux fins d'inclusion future dans les produits de base du SSCFT. Les services de gestion de l'information et du savoir doivent comprendre, sans toutefois s'y restreindre, ce qui suit :

- a. l'assurance de la qualité de tous les produits logiciels livrés par l'IGLD;
- b. le contrôle de la qualité de tous les produits logiciels livrés par l'IGLD;
- c. des services d'essai et de conditionnement appropriés pour garantir que :
 - i. les produits logiciels devant être immédiatement utilisés par le client peuvent être facilement installés, configurés, utilisés et soutenus;
 - ii. les produits logiciels devant être intégrés au SSCFT peuvent être facilement installés, configurés et intégrés par les FEO en aval en appui à de futurs produits de base du SSCFT.

3.6.1 Catégorie de ressources – Gestionnaire de l'assurance et du contrôle de la qualité (gest AQ/CQ)

Les ressources contractuelles doivent fournir des services complets d'assurance et de contrôle de la qualité pour les produits logiciels de l'IGLD et des FEO. Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, et une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles :

- a. diriger l'élaboration des plans, des scripts et des données d'essai;
- b. participer aux examens des modèles fonctionnels et techniques, effectuer les essais d'intégration, de fonctionnement et de système, et contrôler les résultats des essais;
- c. détecter les défauts dans les logiciels et les consigner dans un registre;
- d. participer avec d'autres ressources de projet à résoudre les défauts;
- e. réaliser des essais de régression sur les applications logicielles;
- f. effectuer toute autre tâche liée à cette catégorie.

3.6.2 Catégorie de ressource – Spécialiste de l'assurance de la qualité (spéc AQ)

Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles et une ressource subalterne, au moins 50 % d'entre elles :

- a. exécuter les plans, les scripts et les données d'essai;
- b. participer aux examens des modèles fonctionnels et techniques, effectuer les essais d'intégration, de fonctionnement et de système, et contrôler les résultats des essais;
- c. détecter et consigner les défauts des logiciels;

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- d. participer avec d'autres ressources de projet à résoudre les défauts;
- e. réaliser des essais de régression sur les applications logicielles;
- f. effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

3.6.3 Catégorie de ressource – Spécialiste du contrôle de la qualité (spéc CQ)

Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles et une ressource subalterne, au moins 50 % d'entre elles :

- a. surveiller les plans, les scripts et les données d'essai;
- b. tenir un registre des anomalies des logiciels;
- c. participer à la correction des défauts avec d'autres membres de l'équipe de projet;
- d. effectuer toute autre tâche liée à cette catégorie.

3.6.4 Catégorie de ressources – Gestionnaire d'essais (gest essais)

Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, et une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles :

- a. déterminer et analyser les besoins en essais;
- b. élaborer et adopter des stratégies, des plans et des procédures d'essai;
- c. élaborer, effectuer et examiner des essais manuels et automatisés, notamment des essais expérimentaux à des fins de débogage et de solution des problèmes du système;
- d. fournir des services de consultation, d'orientation et de coordination concernant les plans et les stratégies d'essai, la sélection d'outils d'essais automatisés et la détermination et la gestion des ressources nécessaires;
- e. planifier, surveiller, contrôler et ordonnancer les activités d'essai de systèmes de grande taille, ce qui comprend l'exécution d'essais d'intégration de système, d'essais spécialisés et d'essais d'acceptation par l'utilisateur;
- f. diriger, guider et surveiller l'analyse, la conception, la mise en œuvre et l'exécution des cas, des procédures et des jeux d'essai;
- g. effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

3.6.5 Catégorie de ressources – Technicien d'essais (tech essais)

Les ressources contractuelles doivent effectuer des travaux dans un ou plusieurs domaines d'intérêt : systèmes, matériel, logiciels et micrologiciels. Une ressource de niveau principal doit accomplir toutes les tâches suivantes, une ressource intermédiaire doit accomplir au moins 75 % d'entre elles et une ressource subalterne, au moins 50 % d'entre elles :

- a. veiller à ce que la traçabilité des besoins dans les domaines d'intérêt soit intégrée aux plans et aux procédures d'essai;
- b. procéder à des études de définition technique et à des analyses d'options dans le domaine d'intérêt;
- c. programmer et utiliser des outils d'essais automatisés, des analyses de réseau et autres outils d'essais semblables aux fins des tâches;
- d. fournir une expertise pour vérifier et valider le rendement dans le domaine d'intérêt par rapport aux normes établies et contrôler l'exactitude des documents connexes et des produits du système de l'IGLD;
- e. élaborer des scénarios et des scripts d'essai dans le domaine d'intérêt;

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- f. établir des procédures d'essai dans le domaine d'intérêt pour les essais unitaires et les essais d'intégration et de régression en mettant l'accent sur l'automatisation des procédures d'essai;
- g. établir et tenir à jour des bibliothèques de sources et de codes objet pour un environnement comportant une diversité de plateformes et de systèmes d'exploitation;
- h. gérer les revues et les examens consacrés aux essais et à l'état de préparation à la mise en œuvre;
- i. effectuer divers essais dans le domaine d'intérêt pour s'assurer que les produits respectent les normes prescrites et fonctionnent comme il se doit;
- j. surveiller, assembler, améliorer et manipuler les produits dans le domaine d'intérêt pour s'assurer qu'ils ne sont nullement défectueux;
- k. effectuer ou attester les évaluations et les essais d'intégration dans le domaine d'intérêt;
- l. faciliter et préparer la documentation de formation des formateurs et les activités de formation des utilisateurs finals;
- m. procéder dans le domaine d'intérêt à des examens de conception, d'aspects techniques et de gestion pour surveiller les progrès réalisés et les problèmes possibles, donner des conseils et produire des rapports à ce sujet;
- n. fournir des services V et V de la documentation et des logiciels du domaine d'intérêt en provenance d'autres entrepreneurs ou distributeurs relativement aux produits de l'IGLD;
- o. superviser le personnel d'essai pour s'assurer que les essais se font conformément aux plans et aux procédures et au moyen de techniques structurées;
- p. effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

3.7 DÉTAILS DES APPLICATIONS

Les systèmes et les logiciels à prendre en charge varieront au cours du contrat. Au moment de l'attribution du contrat, comprennent, mais sans s'y limiter les applications suivantes :

a. Applications relatives à la puissance de feu

- i. **Programme Armaments Ballistic Kernel de l'OTAN (NABK) et soutien relatif à la SG2 Shareable (Fire Control) Software Suite (S4)** – La S4, qui découle de projets communs axés sur un but précis, propose une variété de fonctions (simulation de trajectoire, traitement des données sur les tirs, etc.) que peuvent mettre à profit les systèmes techniques de conduite de tir et les applications de laboratoire relatives à la balistique et au contrôle de tir. Il s'agit d'une suite logicielle programmée en Ada, dont le code et les processus répondent à la norme AOP-49 SG/2 sur la qualité des systèmes. La technologie qui sous-tend la S4 satisfait également à une série de normes internationales reconnues, ainsi qu'à des accords de normalisation (STANAG) de l'OTAN, notamment les STANAG 4355 et 6022 sur la conduite de tir d'artillerie et la modélisation météorologique. En plus de collaborer au développement et à la maintenance de la S4, l'IGLD œuvre à son intégration au progiciel de conduite de tir indirect, ainsi qu'à la mise en œuvre de normes sur l'interopérabilité dans le cadre du Programme des activités de coopération en matière de systèmes d'artillerie (ACSA), une norme d'exploitation internationale récemment adoptée par le Canada. Il convient de noter que l'équipe responsable du projet S4 publie une nouvelle version chaque année.
- ii. **Progiciel de conduite de tir indirect (PROCIT)/système d'information de gestion de l'Artillerie (SIGArtill)** – Utilise les solutions de la S4 pour développer, adapter, et maintenir en service des applications conçues pour les systèmes d'armement à tir indirect (artillerie de campagne et mortier) du MDN en vue d'assurer leur interopérabilité avec les systèmes des partenaires alliés.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- iii. **Gestion du programme de soutien de l'armement** – Appuie le Directeur – Gestion du programme de soutien de l'armement (D Gest PSA) en ce qui a trait à l'adoption de nouveaux logiciels touchant les systèmes d'armement à tir indirect du MDN et les capteurs connexes (radar de vitesse en sortie de bouche, système de télésondage météorologique, marqueur d'objectif, etc.), leur intégration à divers systèmes et leur mise à l'essai. Afin d'appuyer le D Gest PSA 3, les services suivants doivent être fournis :
- A. **Gestion de l'ingénierie** – L'équipe se charge de mener les enquêtes en cas de problème technique lors d'essais sur le terrain, de coordonner la fonction de production de comptes rendus de position du système de gestion de canon numérique (SGCN) du SSCFT avec le sous-système d'infrastructure de services d'application et de modifier l'image de base du SSCFT pour y intégrer une nouvelle version du PROCIT ou du SGCN.
 - B. **Services d'ingénierie des systèmes** – L'équipe fournit un soutien à la maintenance en ce qui a trait à l'image de base des terminaux d'affichage de chef de pièce utilisée par le SSCFT, aux nouvelles versions des systèmes d'affichage de la navigation (SAN), à l'image de base, aux logiciels et aux micrologiciels nécessaires à la gestion de la configuration et des données, ainsi qu'à la résolution de problèmes nuisant au bon déroulement des missions de tir numérique dans le secteur des pièces d'artillerie. De plus, les services d'ingénierie appuient l'équipe de gestion des équipements dans la mise à l'essai de la fonction de tir direct du SGCN, fournissent du soutien quant à la modernisation des systèmes de pointage de canon, préparent les SAN à la livraison et reconnectent ceux-ci au SSCFT après leur réception. Enfin, l'équipe vise à améliorer l'efficacité du SGCN et du PROCIT quant au traitement des données captées par les indicateurs de vitesse initiale.
 - C. **Génie logiciel** – L'entrepreneur doit fournir du soutien par rapport à l'ajout de nouveaux types de munition au SGCN et au PROCIT, ce qui comprend la mise à l'essai du système de guidage de précision après sa mise en communication avec les logiciels du NABK et la réalisation d'enquêtes en cas de problème.
- iv. **Logiciels de calcul balistique (LCB)** – Conçoit, adapte et maintient en service des logiciels compatibles avec divers calibres pour les systèmes destinés aux tireurs d'élite du MDN, en plus d'en assurer la maintenance corrective, adaptative, améliorative et préventive. L'entrepreneur doit apporter une expertise en matière d'intégration, améliorer la fidélité du cycle de vie des logiciels au moyen du NABK et effectuer l'évaluation et la mise à l'essai de scénarios.
- v. **Activités de coopération en matière de systèmes d'artillerie (ACSA)** – Le Programme d'ACSA consiste en une norme sur l'interopérabilité numérique approuvée par tous les pays membres en vue d'exécuter la conduite opportune, adaptée et efficace de tirs indirects dans toute la gamme des conflits, tous scénarios confondus. Avec l'interface développée dans le cadre du programme, les nations peuvent d'échanger des données de C2 essentielles à la conduite de tir, soit de l'information sur la gestion des cibles, le renseignement sur les cibles d'artillerie, l'état des unités de tir, l'exécution des missions de tir, la planification des tirs, les mesures de contrôle des feux d'appui et les mesures de contrôle de l'artillerie. Développe, adapte et maintient en service des logiciels pour la passerelle d'interopérabilité du Programme d'ACSA, et utilise l'infrastructure du SSCFT pour appuyer le transfert des communications entre le PROCIT, le SIGArtill ou le SATEC et les systèmes des partenaires coalisés. À titre indicatif, l'interface compte 26 messages normalisés.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

b. Applications de renseignement, surveillance et reconnaissance

- i. **Applications de RSR** – L'équipe de l'IGLD responsable des applications de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (RSR) développe actuellement une suite logicielle dans le but d'intégrer les capteurs ISTAR au LC4ISR, d'accroître la connaissance de la situation du commandant en ce qui a trait au champ de bataille et de créer un réseau pour diffuser, stocker, extraire et traiter les données des capteurs. Pour enregistrer de l'information sur l'espace de combat, les ressources d'ISTAR s'appuient notamment sur les données radar (indication de cible terrestre mobile) (STANAG 4607), l'imagerie par radar à synthèse d'ouverture, l'imagerie électro-optique ou thermique, l'imagerie fixe (STANAG 4545) et l'imagerie vidéo (STANAG 4609). La conception et le maintien des applications de RSR ci-dessous constituent d'ailleurs des composantes fondamentales du travail en cours :
 - A. Base de données partagée de la coalition (BDPC) : emplacement où les systèmes enregistrent les données relatives au RSR aux fins d'extraction
 - B. Base de données partagée de la coalition – Nouvelle génération (BDPC-NG) : version moderne de l'ancienne BDPC où les systèmes enregistrent les données aux fins d'extraction
 - C. Client RSR léger canadien : client qui permet aux utilisateurs d'accéder à la BDPC et à la BDPC-NG

L'IGLD se charge également de fournir un soutien relatif à la base de données partagée du MAJIC (Multi-Sensor Aerospace-Ground Joint Intelligence, Surveillance and Reconnaissance Interoperability Coalition) et de mettre en service des applications de RSR sur le réseau du système de recherche et d'exploitation de renseignement sur le champ de bataille.
- ii. **Détection chimique, biologique, radiologique ou nucléaire (CBRN)** – Fournit des ressources en génie logiciel en ce qui a trait à l'évaluation des éléments de configuration (EC) propres aux différents outils de détection CBRN spécialisés permettant l'intégration de capteurs et les applications d'aide à la décision, à l'intégration des EC au SdeS, à leur mise à l'essai, validation et aux opérations de soutien sur le terrain.
- iii. **Soutien géomatique aux opérations et à la formation et événements de Génération de force** – Fournit des ressources en génie logiciel pour assurer le soutien du logiciel Mobile Map Builder, une application Windows utilisée pour afficher des données cartographiques provenant de diverses sources (ArcGIS, MapSpark, MBTiles, etc.). Mobile Map Builder permet de découper des images et de les exporter en différents formats, comme GeoPackage (.gpk), TilePackage (.tpk), MBTiles, JPEG ou GeoTIFF.
- iv. **Environnement collaboratif intégré (ECI)** – Alloue des ressources en génie logiciel au soutien de l'ECI, une application Windows de type client-serveur qui permet aux utilisateurs d'extraire aux fins d'analyse et de production de rapports des données enregistrées dans divers emplacements (BDPC, BDPC-NG, fichier partagé, site SharePoint, base de données sur les perturbations, etc.). Selon la communauté du renseignement, l'ECI constitue l'outil le mieux adapté pour prendre en charge leur processus sur les plans tactique, opérationnel et stratégique.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

c. **Applications de modélisation et de simulation :**

- i. **Base de simulation** – Tâche d'ingénierie logicielle pour le développement, l'ingénierie, la gestion de la configuration, la maintenance et le soutien de la base de simulation, une suite intégrée d'applications et d'intergiciels de simulation autonomes, conçus pour être déployés comme fonction de simulation unique ou groupée. Cette tâche prévoit un ensemble déployable et réseautable de services de simulation et de logiciels associés destiné à appuyer le système de soutien du commandement de la Force terrestre (SSCFT) pour l'instruction au soutien de commandement, individuelle ou en groupe. Elle sert à créer des environnements de formation pour le Centre de doctrine et d'instruction de l'Armée canadienne (CDIAC) et des environnements expérimentaux pour Recherche et développement pour la Défense Canada (RDDC).
- ii. **Applications de modélisation et de simulation** – Tâche d'ingénierie logicielle pour développer, maintenir, concevoir, intégrer d'autres applications de modélisation et de simulation, et en assurer le soutien; elles font partie de la base de simulation ou de l'ensemble d'applications servant à appuyer les initiatives de modélisation et de simulation des Forces armées canadiennes. Voici quelques exemples; le développement et maintenance des systèmes suivants :
 - A. **Simulateur provisoire d'instruction de tir de l'équipage (SPITE)** – Système conçu, développé et mis en service pour appuyer une capacité provisoire du Système d'instruction des équipages de véhicules terrestres (SIEVT). Comme le développement et la prestation en sont maintenant terminés, la responsabilité du soutien continu en service relève du D Gest EAC 7, appuyé par le DAPSCT.
 - B. **SimSpeak et appareil en réseau SimSpeak** – SimSpeak est une radio logicielle présentant plusieurs interfaces opérationnelles comme le boîtier de sélection du contrôleur (CSB) ou l'interface de contrôleur (CI). SimSpeak sert à l'instruction en utilisation des systèmes, l'instruction en communications, les communications entre radios réelles et simulées et vice-versa pendant les exercices et les événements, et est utilisé par l'EECF, le CIAC, dans tous les centres de simulation de division, dans le SSCFT, et par l'Aviation royale canadienne, le ministère de la Défense du Royaume-Uni et d'autres organismes. L'appareil en réseau SimSpeak (SNAP) est un terminal de données SimSpeak réservé (interface CSB) qui comprend : une tablette, un micro actionné par bouton, un casque d'écoute, et des adaptateurs réseau et d'alimentation.
 - C. **Simulateur en salle de classe pour le domaine mobile (MDCT)** – Composant de la plate-forme de formation de domaine mobile (MDTP). Cette capacité mettra en place des ordinateurs de gestion tactique du combat (TBMC) et des postes radio tactiques (PRT) simulés pour permettre aux soldats de développer, d'apprendre et de pratiquer des tactiques, techniques et procédures (TTP) à l'aide des fonctions pertinentes de la capacité mobile du SSCFT. Le MDCT a la même apparence et les mêmes fonctions que le système mobile de gestion de combat tactique de l'Armée canadienne.
 - D. **Diverses applications de modélisation et de simulation** – Modélisateur d'activités civiles pour exercices (CAMX), émulateur commun de la recherche libre (CORE), émulateur extensible de réseau spécial mobile (EMANE), système d'instruction numérique virtuel (en ce moment, l'espace de combat virtuel 3.0) et intégration à la base de simulation de divers outils développés par d'autres fournisseurs.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

d. **Diverses applications de C4ISR de la Force terrestre**

- i. **Fusion de données de capteurs multiples** – Développe, adapte et maintient en service des intergiciels pour lier les capteurs d'ISTAR aux nœuds de C2 en vue de coordonner les missions de contre-batterie, la surveillance, l'acquisition de cibles, la signalisation réciproque d'objectifs et l'espace aérien.
- ii. **Système technique d'information, de commandement et de contrôle (STICC)** – Développe, adapte et maintient en service des STICC, des systèmes conçus pour les ingénieurs de combat, sur lesquels sont installés des logiciels spécialisés visant à simplifier la planification et la reconnaissance technique. Les STICC sont offerts en version de reconnaissance, laquelle comprend un système de positionnement global, des jumelles télémétriques à technologie laser, un appareil photo numérique et un bloc-notes sur lequel sont installés des logiciels personnalisés pour offrir une capacité de reconnaissance intégrée, ou en version de C2, composée d'un bloc-notes et de logiciels spécialisés destinés aux ingénieurs de combat.
- iii. **Système d'information sur la configuration de l'équipement tactique (SICET)** – Adapte et maintient le SICET, soit le système de gestion des biens matériels et logiciels de la force de campagne de l'Armée canadienne et des organisations de soutien au sein du MDN et des FAC. L'entrepreneur aura pour mandat le chargement des lots de données sur le nouveau matériel dans la base de données du SICET aux fins de suivi, ainsi que la surveillance continue de l'utilisation et du fonctionnement général du système.
- iv. **Traitement de messages à format de message variable** – Met en œuvre le protocole messages à format de message variable conformément à la norme MIL-STD-6017 et l'applique au LC4ISR par la traduction des messages entrants en format binaire et des messages sortants en format LC4ISR XML.

4.0 PRODUITS LIVRABLES

Certaines ressources doivent être prêtes à présenter divers produits livrables issus des services fournis. Tous les produits livrables seront décrits en détail (fond, forme, délais, quantités, etc.) dans le cadre de l'autorisation de tâches. Les livrables seront notamment les suivants : manuels et documents des logiciels;

- a. manuels et documentations du logiciel;
- b. produits logiciels, y compris le code source;
- c. spécifications et fonds d'applications;
- d. rapports d'évaluation;
- e. rapports d'essais;
- f. études techniques;
- g. observations sur les TTP, le CONOPS, le CONEMP, etc.;
- h. énoncés de besoins futurs en formation;
- i. rapports sur les leçons apprises;
- j. listes de données;
- k. ensembles de données techniques;
- l. accords de maintenance;

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- m. instructions techniques avec les plans de maintenance, les instructions d'installation, les sommaires de données, etc.
- n. produits à l'appui des sprints, des séances de planification, des inspections et adaptations, etc. et autres produits du cadre d'agilité à l'échelle; et
- o. rapport sur la diversité et l'inclusion.

4.1 Rapports techniques

Conformément à l'autorisation de tâche, certaines ressources peuvent être tenues de présenter des rapports techniques, lesquels peuvent comprendre, sans toutefois s'y restreindre, ce qui suit :

- a. la description générale de la raison du rapport;
- b. le contexte de la tâche;
- c. des références;
- d. une analyse de la tâche;
- e. les options examinées;
- f. l'option recommandée;
- g. l'analyse et la conception d'une solution;
- h. les problèmes importants susceptibles de nuire à la mise en œuvre de la solution;
- i. les procédures et les résultats d'essais;
- j. le coût et l'échéancier de mise en œuvre de la solution recommandée;
- k. les rapports à l'appui des sprints, des séances de planification, des inspections et adaptations, etc. et autres produits du cadre d'agilité à l'échelle; et;
- l. les conclusions et les recommandations.

4.2 Rapports de déplacement

Sauf indication contraire du responsable technique dans l'autorisation de tâches, les ressources (qui ont été autorisées par le responsable technique à se déplacer pour effectuer des travaux liés au présent EDT) doivent préparer et présenter un rapport de déplacement au responsable technique pour examen et approbation au plus tard quinze (15) jours ouvrables après le retour. Ce rapport doit minimalement exposer, sans toutefois s'y restreindre, l'objet et les résultats du déplacement et toute mesure que l'entrepreneur devait mener à bien.

4.3 Dossiers de formation

Conformément à l'autorisation de tâche, certaines ressources peuvent être tenues de présenter des dossiers de formation, lesquels peuvent comprendre, sans toutefois s'y restreindre, ce qui suit :

- a. le matériel de formation;
- b. les plans de cours;
- c. les paramètres d'évaluation.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

4.4 Cadre d'architecture du MDN et produits correspondants du département de la Défense des États-Unis

Conformément à l'autorisation des tâches et comme il est décrit dans la version la plus récente du cadre d'architecture du MDN, les ressources contractuelles peuvent être tenues de préparer et présenter entre autres ce qui suit :

- a. les vues de système;
- b. les vues d'opérations; et
- c. les vues de sécurité.

4.5 Produits relatifs au cadre d'agilité à l'échelle

Conformément à l'autorisation des tâches et comme il est décrit dans la version la plus récente du programme du cadre utilisé à la DAPSCT, les ressources contractuelles peuvent être tenues de préparer et présenter entre autres ce qui suit :

- a. les témoignages des utilisateurs;
- b. les caractéristiques;
- c. les tâches;
- d. les jalons;
- e. les risques.

4.6 Réunions d'examen de l'avancement des travaux

Des réunions d'examen de l'avancement des travaux (REAT) doivent être tenues au moins chaque année. Elles doivent traiter de tous les aspects de l'état du programme à ce jour et présenter tous les problèmes connus aux fins de résolution. De plus, l'entrepreneur doit présenter un résumé de l'avancement de l'ensemble des travaux du programme, y compris l'état des tâches. Cet examen doit aussi servir à classer par ordre de priorité les tâches à accomplir et les rapports de signalement de problèmes.

4.7 Rapport sur la diversité et l'inclusion

Deux fois par année, l'entrepreneur doit fournir au responsable technique et à l'autorité contractante un rapport présentant des données à l'appui de l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) d'une année sur l'autre. Le rapport doit souligner les efforts déployés en vertu du présent contrat pour veiller à la prise en compte des considérations de genre, de diversité et d'inclusion dans l'élaboration et le renouvellement des stratégies, des politiques, des programmes et des services d'embauche organisationnels. Il doit comprendre, sans toutefois s'y restreindre, les renseignements suivants :

- a. le nombre net de nouveaux employés qui sont des femmes, des hommes et des personnes de genres divers;
- b. la stratégie des ressources humaines pour l'embauche de divers groupes;
- c. les nouvelles initiatives en matière de collecte de données pour l'ACS+ entreprises depuis l'attribution du contrat;

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- d. l'utilisation accrue de nouveaux programmes internes d'amélioration de la diversité et de l'inclusion, et les programmes créés en partenariat avec les programmes coop mis en place pendant la période du contrat;
- e. les activités actuelles et passées entreprises pour avancer la diversité et l'inclusion dans le lieu de travail et les plans ou les activités supplémentaires proposés qui procureront des bénéfices économiques durables à long terme aux divers groupes ou aux entreprises appartenant à des personnes issues des minorités.

Ce rapport doit être créé dans le format MS Word ou dans un autre format que le responsable technique et l'autorité contractante jugent acceptable.

4.8 Rapport de participation des autochtones

Chaque trimestre, l'entrepreneur doit fournir au responsable technique et à l'autorité contractante un rapport présentant des données à l'appui de la participation d'Autochtones dans l'exécution du travail d'une année à l'autre. Le rapport doit souligner les efforts déployés en vertu du présent contrat pour veiller à la prise en compte de la participation autochtone dans l'élaboration et le renouvellement des stratégies, des politiques, des programmes et des services d'embauche organisationnels ou d'une telle participation par d'autres moyens comme l'impartition. Il doit comprendre, sans toutefois s'y restreindre, les renseignements suivants :

- a. nombre net d'Autochtones, toutes modalités confondues, qui exécutent le travail depuis l'attribution du contrat;
- b. stratégie d'embauche ou d'impartition visant à retenir des Autochtones pour l'exécution des travaux;
- c. initiatives de collecte de données sur la diversité et la participation des Autochtones mises en place à l'appui de l'exécution des travaux ci-dessus;
- d. mise à jour du développement des compétences et de la formation en cours d'emploi;
- e. le coût estimatif total attribué à la participation Autochtone en vertu du présent contrat;
- f. activités terminées ou en cours visant à rehausser la diversité et l'inclusion en milieu de travail, et projets ou activités supplémentaires proposées afin de générer des retombées économiques durables et à long terme pour des groupes ou des entreprises autochtones;
- g. tout écart par rapport au plan et toute circonstance imprévue pouvant être hors du contrôle de l'entrepreneur et qui peut avoir une incidence sur le respect des critères ci-dessus; et
- h. pour chaque entreprise Autochtone sous-traitante proposée, une copie de l'attestation de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA) doit être fournie à l'autorité contractante.

Ce rapport doit être créé en format MS Word ou en un autre format que le responsable technique et l'autorité contractante jugent acceptable.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

5.0 SOUTIEN DU MDN À L'ENTREPRENEUR

5.1 Lieu de travail et installations

Dans ces circonstances normales, la plupart des ressources contractuelles travailleront dans une principale installation du MDN et devront accéder à d'autres installations pour des réunions occasionnelles ou d'autres types de travaux collaboratifs. Au principal lieu de travail des ressources contractuelles, le Canada fournira des postes de travail modulaires, des téléphones, des ordinateurs de bureau ou portatifs branchés en réseau, des serveurs ainsi que le matériel et les logiciels requis par le MDN pour travailler dans ses installations.

5.1.1 Autres lieux de travail – Plans d'urgence pour la continuité des activités

Si une partie du Plan de continuité des activités de l'IGLD, ou d'un plan de reprise des activités correspondant créé par le bureau de soutien à la gestion de l'IGLD, est mis en œuvre pendant une certaine période de temps, le Canada adoptera des mesures d'urgence pour atteindre ses objectifs dans la portée du présent EDT. Toutefois, le Canada pourrait ne pas être en mesure de fournir à l'entrepreneur des installations identiques au MDN, et les travaux de développement de logiciels pourraient être davantage restreints par d'autres politiques et règlements.

Par conséquent, suivant d'autres mesures de continuité ou de reprise des activités, l'entrepreneur doit assister la DAPSCT dans ses efforts de reprise des opérations de l'IGLD et rajustant les extrants et les résultats et en négociant d'autres ententes de travail avec le responsable technique.

5.1.2 Lieu de travail du MDN et autres installations du gouvernement

Le lieu exact où les ressources contractuelles devront accomplir leurs travaux sera précisé par le responsable technique dans l'autorisation de tâche. Les ressources appelées à travailler dans les installations du MDN ou à y accéder les trouveront principalement dans la région de la capitale nationale (RCN). Plus précisément, les lieux de travail du DAPSCT seront notamment les suivants :

- l'Imprimerie nationale, située au 45, boulevard Sacré-Coeur, Gatineau (Québec);
- l'installation de génie logiciel de la DAPSCT (IGLD), située au 105, rue Hôtel-de-Ville, Gatineau (Québec);
- l'équipe de soutien géographique de la DAPSCT, située au 615, rue Booth, Ottawa (Ontario); et
- l'installation du Conseil national de recherches située au 1920, Research Private, Ottawa (Ontario).

En raison de la proximité avec la communauté des utilisateurs, certaines ressources contractuelles pourraient être demandé d'effectuer des travaux à proximité de la Base des Forces canadiennes à Kingston, en Ontario. Dans ce cas, les frais de déplacement ne seront pas autorisés. L'emplacement exact de ces ressources sera précisé par le RT dans l'autorisation de tâche.

5.1.3 Installations de tiers

Certaines ressources contractuelles peuvent devoir travailler et se réunir dans des installations de tiers situées dans la RCN, ailleurs au Canada ou à l'étranger. Par exemple, certaines ressources contractuelles peuvent être chargées d'assister à des essais d'équipement dans les installations d'un fabricant d'équipement d'origine. Dans ce cas, elles doivent suivre les règlements des tiers entrepreneurs, comme la

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

politique générale de sûreté et de sécurité. Plus précisément, les installations de tiers à l'appui des travaux de la DAPSCT auxquelles l'entrepreneur peut être appelé à accéder seront notamment les suivantes :

- a. le laboratoire d'intégration des systèmes tactiques (LIST) hébergé dans les installations de General Dynamics Mission Systems (GDMS) Canada, situées au 1941, chemin Robertson, Ottawa (Ontario);
- b. les installations de General Dynamics Mission Systems (GDMS) Canada, situées au 1020, 68^e avenue NE, Calgary (Alberta).

5.1.4 Appui sur le terrain

Comme les applications logicielles spécialisées et les systèmes produits par l'IGLD sont soit intégrés au SSCFT, soit utilisés de manière indépendante par l'Armée canadienne ou des partenaires de l'OTAN à divers endroits au Canada et à l'étranger, on s'attend à ce que certaines ressources contractuelles soient appelées à appuyer des opérations, des exercices, des essais, des évaluations, etc. dans les lieux de déploiement, et notamment les théâtres d'opérations dans des pays étrangers, par exemple la Lituanie.

Les ressources contractuelles peuvent devoir se déplacer à l'appui de ces activités, et elles ne le feront qu'après avoir reçu une autorisation de voyage du responsable technique. Tous les détails, notamment sur les risques liés à ces tâches de soutien sur le terrain, seront donnés dans l'autorisation de tâches en vue d'aider les ressources contractuelles à prendre les dispositions voulues de déplacement et de séjour.

Par conséquent, bien que les lieux de travail soient trop variés et trop nombreux pour qu'on puisse les énumérer, l'appui sur le terrain comprendront notamment :

- a. les représentants détachés;
- b. les équipes ou détachements mobiles de réparation;
- c. les visites d'aide technique;
- d. les équipes d'essai et évaluation; et
- e. les équipes d'aide à l'intégration.

5.2 Programme de gestion des ressources en propriété et des marchandises contrôlées du Canada

Le Canada mettra à la disposition de l'entrepreneur des biens de l'État, y compris de l'EFG et de l'IFG, qui devront être utilisés pour accomplir les tâches prévues dans le présent EDT. L'IFG comprendra des licences, des supports et des documents connexes de logiciels commerciaux (COTS), de logiciels militaires (MOTS) et de logiciels gouvernementaux (GOTS). Le Canada déterminera l'EFG et l'IFG à fournir à l'entrepreneur en fonction des tâches à effectuer.

L'entrepreneur doit gérer les ressources du Canada et les marchandises contrôlées étrangères qui lui sont confiées en conformité avec les processus opérationnels indiqués dans les politiques sur les marchandises contrôlées du MDN, et les marchandises contrôlées étrangères (ITAR) en conformité avec les politiques du MDN et les règlements étrangers applicables.

L'entrepreneur doit préparer un rapport annuel sur la gestion des ressources du Canada. Le rapport doit comprendre, pour chaque EFG et IFG indiqué, son état, son emplacement et son utilisation courante.

Les renseignements, le matériel et les formes d'aide suivants seront fournis aux ressources sous contrat, s'ils sont disponibles et si le responsable technique les juge nécessaires et appropriés :

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- a. l'ensemble des données et des documents disponibles pour la prestation des services aux termes de l'EDT;
- b. les consultations auprès du responsable technique et d'autres spécialistes, organisées par le responsable technique;
- c. d'autres renseignements, données et aide disponibles et demandés par les ressources contractuelles sous réserve de l'approbation du responsable technique.

5.3 Formation des ressources contractuelles

Lorsqu'une formation est disponible et que le responsable technique la juge nécessaire et appropriée, le Canada peut la fournir aux ressources contractuelles sur demande. Par exemple, afin d'appuyer des systèmes informatiques ou des logiciels propres du MDN, une formation ministérielle obligatoire, ou des initiatives de gestion des changements du client, y compris, sans toutefois s'y restreindre, le Système d'information de la gestion des ressources de la Défense (SIGRD), le Système de gestion des dossiers, des documents et de l'information (SGDDI) et Marchandises contrôlées et accès et transfert de la technologie contrôlée. Le Canada paiera la formation, et les heures de travail seulement, lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies :

- a. la formation n'est pas facilement disponible sur le marché pour les ressources contractuelles;
- b. la formation est offerte par le Canada;
- c. la formation appuie directement les tâches indiquées dans l'autorisation de tâches;
- d. la formation est autorisée par le responsable technique.

6.0 LIMITES ET CONTRAINTES

6.1 Exigences linguistiques

Toutes les ressources contractuelles doivent parler couramment l'anglais ou être bilingues, ce qui signifie qu'elles peuvent communiquer oralement et par écrit sans aucune aide et en faisant peu d'erreurs. L'ensemble des travaux, des réunions, des essais, des démonstrations et des produits livrables liés au présent EDT doivent être réalisés ou fournis en anglais.

6.2 Procédures et information

Dans l'exécution de leur travail, les ressources contractuelles doivent utiliser les procédures et les renseignements applicables, comme il est précisé à la section 2 – Documents de référence du présent EFT et dans l'autorisation des tâches.

6.3 Heures d'ouverture

En raison des restrictions d'accès, les ressources contractuelles qui travaillent dans les installations du MDN doivent le faire pendant les heures normales de bureau, soit entre 7 h et 17 h, du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés observés par le Canada selon la définition de la province de travail.

6.4 Travail en dehors des heures de bureau

Dans le cas des ressources contractuelles qui doivent travailler en dehors des heures normales de travail parce qu'elles peuvent être chargées d'effectuer des quarts de travail ou de prêter un soutien détaché comme il a été décrit ci-haut, les détails pertinents concernant les heures de travail figureront dans l'autorisation de tâches.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

6.5 Disponibilité ou rappel au travail pour services de soutien

Les ressources contractuelles peuvent devoir être en disponibilité ou pouvoir être rappelées au travail dans le cadre des opérations, des exercices, des essais, des évaluations, des VAT, des RD, des Dét MR et des EEO. Les détails des dispositions entourant la disponibilité et le rappel au travail seront fournis dans l'autorisation de tâches.

6.6 Exigences en matière de déplacement et de subsistance

Les ressources contractuelles peuvent être appelées à voyager au Canada et à l'étranger, y compris dans les théâtres opérationnels. Les dispositions de voyage et d'hébergement relèvent de la responsabilité de l'entrepreneur ou selon les précisions à ce sujet dans l'autorisation de tâches. Tous les déplacements doivent être préautorisés par le représentant de l'approvisionnement et indiqués dans l'autorisation de tâches.

6.7 Contrats connexes d'appui à long terme au SSCFT

Certaines ressources peuvent devoir participer à des événements de coordination pour l'intégration, les essais ou le déploiement relatifs au système C4ISR de la Force terrestre pour les contrats énumérés ci-dessous. Le niveau des travaux ou de la participation sera précisé dans l'autorisation de tâches.

- a. le contrat de soutien en intégration et en ingénierie pour le système C4ISR de la Force terrestre (LEISC);
- b. le contrat de soutien du logiciel de transition du système C4ISR de la Force terrestre (LTSSC);
- c. le contrat de soutien à la cybersécurité et à l'ingénierie (CSESC);
- d. le contrat de soutien au renseignement, à la surveillance, à l'acquisition d'objectifs et la reconnaissance (contrat ISTAR);
- e. les futurs contrats de maintien en service à long terme du système C4ISR de la Force terrestre (en remplacement des contrats précédents).

APPENDICE A DE L'ANNEXE A PROCÉDURE D'ATTRIBUTION DE TÂCHES

1. Lorsqu'un besoin relatif à une tâche précise sera identifié, une version préliminaire du formulaire d'autorisation de tâches joint à l'appendice B de l'annexe A sera remise à l'entrepreneur. Lorsqu'il reçoit un formulaire d'autorisation de tâches, l'entrepreneur doit soumettre au représentant de l'approvisionnement du MDN son offre de prix pour les catégories de ressources demandées d'après les renseignements contenus dans le formulaire d'autorisation de tâches, ainsi que la ou les ressources proposées connexes. L'offre de prix doit être signée et envoyée au Canada dans le délai de réponse précisé dans le formulaire d'autorisation de tâches. L'entrepreneur disposera d'un délai d'au moins deux jours ouvrables (ou tout autre délai plus long précisé dans le projet d'autorisation de tâches) pour présenter son offre de prix.
2. Avec chaque proposition de prix, l'entrepreneur doit proposer le nombre requis de ressources, et pour chaque ressource proposée, l'entrepreneur doit fournir un curriculum vitae ainsi que les renseignements relatifs à l'attestation de sécurité demandée, et doit remplir les tableaux de réponse à l'appendice C de l'annexe A qui portent sur les catégories de ressources indiquées dans le projet d'autorisation de tâches. La même personne ne peut être proposée pour plus d'une catégorie de ressources. Les curriculum vitae devraient montrer que chaque personne proposée répond aux exigences décrites en matière de qualification (y compris les exigences en matière d'études, d'expérience de travail et d'accréditation professionnelle). En ce qui a trait aux ressources proposées :
 - (i) Les ressources proposées peuvent être des employés de l'entrepreneur ou des employés d'un sous-traitant, ou des entrepreneurs indépendants auxquels l'entrepreneur confierait une partie du travail en sous-traitance. (Se reporter à l'appendice D de l'annexe A, Attestations.)
 - (ii) En ce qui concerne les exigences en matière d'études touchant un grade, un titre ou un certificat en particulier, le Canada ne tiendra compte que des programmes d'études ayant été réussis par la ressource avant la date d'émission du projet d'autorisation de tâches à l'entrepreneur.
 - (iii) Pour les exigences relatives aux titres professionnels, la ressource doit détenir le titre ou l'accréditation exigé à la publication du projet d'autorisation de tâches et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel en question pendant la période d'évaluation et la durée du contrat. Lorsque l'affiliation ou le titre professionnel doit être démontré au moyen d'une certification, d'un diplôme ou d'un grade, ce document doit être à jour, valide et émis par l'entité précisée dans le présent contrat ou, si l'entité n'est pas précisée, par une entité, une institution ou un organisme reconnu ou accrédité au moment où le document a été émis.
 - (iv) En ce qui concerne l'expérience de travail, le Canada ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'expérience acquise dans le cadre d'un programme coopératif officiel dans un établissement postsecondaire.
 - (v) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p. ex. deux ans), le Canada ne tiendra pas compte de cette expérience si le curriculum vitae ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience alléguée (c.-à-d. la date de début et la date de fin). Le Canada n'évaluera que la période au cours de laquelle la ressource a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée par la ressource jusqu'à la date de fin, plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la ressource a participé).
 - (vi) Le curriculum vitae ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

expliquant les responsabilités et les tâches effectuées à ce poste. Le fait d'énumérer simplement l'expérience en ne fournissant aucune donnée à l'appui pour décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que le formulaire d'autorisation de tâches, ne sera pas considéré comme la « preuve » d'une expérience aux fins de cette évaluation. L'entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant le lieu, les dates (le mois et l'année) et les activités ou responsabilités qui ont permis d'acquérir les qualifications et l'expérience citées. Advenant que la ressource proposée ait travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de chevauchement de ces projets ne sera prise en considération qu'une seule fois lors de l'évaluation de l'expérience.

3. On évaluera les qualifications et l'expérience des ressources proposées par rapport aux exigences établies à l'appendice C de l'annexe A, afin de déterminer si ces ressources satisfont aux critères obligatoires et cotés. Le Canada peut exiger une preuve selon laquelle la ressource proposée a suivi avec succès une formation officielle, ainsi que des références. Le Canada peut effectuer un contrôle des références pour vérifier l'exactitude des renseignements fournis. Le cas échéant, ce contrôle sera fait par courriel (sauf si la personne citée en référence n'est accessible que par téléphone). Le Canada n'attribuera aucun point à l'entrepreneur ou considérera qu'un critère obligatoire n'est pas satisfait s'il ne reçoit pas de réponse dans les cinq (5) jours ouvrables. Le troisième jour après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en informera l'entrepreneur par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de cinq (5) jours ouvrables prescrit. Si les renseignements fournis par une personne citée en référence diffèrent des renseignements fournis par l'entrepreneur, les renseignements fournis par la personne citée en référence seront les renseignements évalués. On n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client cité en référence n'est pas un client de l'entrepreneur lui-même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale de l'entrepreneur). De même, on n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a un lien de dépendance avec l'entrepreneur. Des références de l'État seront acceptées.
4. Pendant l'évaluation des ressources proposées, si les références de deux ressources ou plus nécessaires dans le cadre de l'autorisation de tâches ne fournissent pas de réponse ou ne justifient pas les qualifications exigées pour la prestation des services requis, l'offre de prix pourrait être déclarée irrecevable.
5. Seules les offres qui respectent tous les critères obligatoires seront évaluées dans le cadre des critères cotés. Chaque ressource proposée doit obtenir une note minimale requise pour les critères cotés pour la catégorie de ressource applicable. Si la note d'une ressource proposée est inférieure à la note requise, l'offre de prix de l'entrepreneur sera jugée irrecevable.
6. Dès que l'offre de prix aura été acceptée par le responsable technique, le formulaire d'autorisation de tâches sera signé par le Canada et envoyé à l'entrepreneur. Le formulaire d'autorisation de tâches doit être dûment signé par le Canada avant le début des travaux. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'après avoir reçu un formulaire d'autorisation de tâches (l'autorisation de tâches) approuvé. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans formulaire d'autorisation de tâches le seront à ses risques.

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

APPENDICE C DE L'ANNEXE A

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES RESSOURCES ET TABLEAUX DE RÉPONSE

Pour faciliter l'évaluation des ressources, les entrepreneurs doivent se préparer et répondre à l'ébauche d'autorisation de tâches en utilisant les tableaux de la présente annexe. Aux fins de l'établissement des grilles de ressources, ils doivent présenter des renseignements précis démontrant le respect des critères énoncés avec un renvoi au numéro de page correspondant du curriculum vitæ, de sorte que le gouvernement du Canada puisse vérifier cette information. Les tableaux ne doivent pas contenir tous les renseignements des curriculum vitæ sur les projets. Seules les réponses demandées doivent être données.

1.0 GESTIONNAIRE DE SERVICES DE L'IGLD

Catégorie de ressources : gestionnaire de service (GDS)					
Nom : (inscrire le nom de la ressource envisagée ici)					
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait)		Critères techniques obligatoires		
Études					Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire de premier cycle en science, technologie, ingénierie ou mathématiques (STIM).
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (8)		A.		Expérience confirmée de travail comme gestionnaire de projet pour des projets de génie logiciel ou technologique comportant des dépenses annuelles de plus de 1 million de dollars.
			B.		Expérience confirmée en préparation et en présentation de documents techniques et de documents de gestion.
			C.		Expérience confirmée en gestion des intervenants et des communications dans un environnement de projet.
			D.		Expérience confirmée en gestion financière de projets comportant des dépenses annuelles de plus de 1 million de dollars.
			E.		Expérience confirmée en gestion de la portée de projets de génie logiciel ou technologique comportant des dépenses annuelles de plus de 1 million de dollars.
			F.		Expérience confirmée en gestion de calendriers de projets comportant des dépenses annuelles de plus de 1 million de dollars.
			G.		Expérience confirmée en gestion du risque de projets de génie logiciel ou technologique comportant des dépenses annuelles de plus de 1 million de dollars.
			H.		Rédaction de correspondance et formulation de recommandations sur l'acceptation ou le rejet de produits livrables.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

					Minimum de 84 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois pour chacun des critères du domaine d'évaluation.
	Autoévaluation Satisfait/Non satisfait	Évaluateur Satisfait/Non satisfait			

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

2.0 VOLET 1 – ENVIRONNEMENT DE DÉVELOPPEMENT ET DE GÉNIE LOGICIEL DE L'IGLD

Catégorie de ressources : ingénieur réseau (ing rés)				
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)				
	Note d'autoévaluation Note d'évaluation		Points possibles	
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)			
Études			2	Preuve de l'obtention d'un diplôme de maîtrise en science, technologie, ingénierie ou mathématiques (STIM) dans les domaines des réseaux, des logiciels, de l'informatique, des systèmes ou de l'électricité, ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
			1 Obligatoire	Preuve de l'obtention d'un baccalauréat en science, technologie, ingénierie ou mathématiques (STIM) dans les domaines des réseaux, des logiciels, de l'informatique, des systèmes ou de l'électricité, ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (8)		A.	Analyse, conception et mise en place d'architectures de systèmes de réseau.
			B.	Ingénierie des réseaux et sécurité des systèmes de réseau (matériel, logiciels et réseau), y compris les clés de chiffrement et les dispositifs, matériels, micrologiciels et logiciels qui contiennent ou décrivent la logique de chiffrement.
			C.	Ingénierie des réseaux pour les systèmes en temps réel, les systèmes distribués, les systèmes intégrés ou les environnements de systèmes essentiels aux missions.
			D.	Intégration de systèmes de réseau : matériel, logiciels et composantes (COTS ou créés sur mesure) intégrés dans des systèmes nouveaux ou existants.
			E.	Architecture de réseau directement liée aux pratiques de mise en œuvre, comme la nomenclature de couche 2, la sélection de protocoles de routage, les protocoles de sécurité et les

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

					modèles de déploiement dans un environnement hautement sécuritaire.
				F.	Analyse, conception, intégration, essai et mise en œuvre de réseaux de communication.
				G.	Gestion du cycle de vie de systèmes de réseau.
				H.	Utilisation d'un outil de modélisation et de simulation informatique pour réaliser des études de rendement ou élaborer des protocoles de communication réseau ou sans fil.
			Sélectionner une seule note.	10	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	8	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
				6	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
Expérience des projets de systèmes de défense			5 Obligatoire pour les ressources de niveau principal		Minimum de 60 mois d'expérience confirmée comme ingénieur réseau sur des systèmes de logiciels de commandement et de contrôle militaires.
Rédaction			Sélectionner une seule note.	2	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information (p. ex., système, logiciel, ordinateur, communication, sécurité, simulation) .
				1	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information.
			Obligatoire		Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

					l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information.
Communications	Critères du domaine d'évaluation (5)			A.	Communication de cadres et de stratégies en matière de technologie de réseau à des gestionnaires et à du personnel technique.
				B.	Communication d'une orientation d'ingénierie de réseau pour des projets ou des systèmes.
				C.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
				D.	Direction d'équipes dans la conception de systèmes, de cadres et de stratégies de réseau.
				E.	Exécution de plans stratégiques, opérationnels ou tactiques pour des projets ou des systèmes afin de poursuivre la stratégie d'entreprise.
			Sélectionner une seule note.	5	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation.
				2	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée pour au moins 4 des critères du domaine d'évaluation.
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.		Obligatoire pour les ressources de niveau principal, critères C et D obligatoires pour les ressources de niveau principal.
					Minimum de 48 mois d'expérience confirmée pour au moins 3 des critères du domaine d'évaluation.
				1	Obligatoire pour les ressources de niveau intermédiaire
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 19 à 24	Principal	
			De 16 à 18	Intermédiaire	
			De 11 à 15	Subalterne	
			Moins de 11	N'atteint pas la note minimale requise	

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Catégorie de ressources : administrateur réseau (admin rés)

Nom : (nom de la ressource envisagée ici)

	Note d'autoévaluation	Note d'évaluation	Points possibles		
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)				
Études			2	Preuve de l'obtention d'un baccalauréat en science, technologie, ingénierie ou mathématiques (STIM) dans les domaines des réseaux, des logiciels, de l'informatique, des systèmes ou de l'électricité, ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.	
			1	Preuve de l'obtention d'un diplôme en STIM (minimum de deux ans) dans les domaines des réseaux, des logiciels, de l'informatique, des systèmes ou de l'électricité, ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.	
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (11)			A.	Planification, installation, gestion et mise en œuvre d'architectures de réseau.
				B.	Administration du système Windows 2003 Server ou d'une version plus récente.
				C.	Gestion de protocoles TCP/IP, de système de fichiers réseau et de serveurs de noms.
				D.	Administration de Microsoft Exchange Server.
				E.	Administration de serveurs SQL.
				F.	Administration de serveurs SMS.
				G.	Préparation et mise en application de politiques et de procédures de réseau.
				H.	Gestion de personnel responsable d'un réseau et de la sécurité d'un réseau .
				I.	Gestion de services Internet (p. ex., serveurs Web, serveurs FTP).
				J.	Gestion de passerelles, de raccordements et de routeurs.
				K.	Gestion de la sécurité de systèmes connectés à Internet.
			Sélectionner une seule note.	10	Minimum de 12 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois pour tous les critères du domaine d'évaluation.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	8	Minimum de 12 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois pour au moins 9 des critères de ce domaine d'évaluation.
				6	Minimum de 12 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois pour au moins 7 des critères de ce domaine d'évaluation.
Expérience des projets de systèmes de défense			5 Obligatoire pour les ressources de niveau principal		Minimum de 60 mois d'expérience confirmée comme administrateur réseau sur des systèmes de commandement et de contrôle militaires.
Rédaction			Sélectionner une seule note.	2	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information (p. ex., système, logiciel, ordinateur, communication, sécurité, simulation) .
				1	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information.
			Obligatoire		Minimum de 12 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information.
Communications	Critères du domaine d'évaluation (3)			A.	Création et élaboration de présentations et de breffages concernant l'état et les problèmes d'un réseau pour la gestion.
				B.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la gestion.
				C.	Participation à des équipes multidisciplinaire dans la conception et le soutien de système tactiques de technologie de l'information ou de réseaux d'entreprise comportant plusieurs sites.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			Sélectionner une seule note.	5	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation.
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	2	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée pour au moins 2 des critères du domaine d'évaluation.
					Obligatoire pour les ressources de niveau principal, doit comprendre critère C.
				1	Minimum de 12 mois d'expérience confirmée pour au moins 2 des critères du domaine d'évaluation.
			Obligatoire pour les ressources de niveau intermédiaire		
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 19 à 24	Principal	
			De 16 à 18	Intermédiaire	
			De 11 à 15	Subalterne	
			Moins de 11	N'atteint pas la note minimale requise	

Catégorie de ressources : architecte des services et applications (arch serv/app)				
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)				
	Note d'autoévaluation Note d'évaluation		Points possibles	
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)			
Études			2	Preuve de l'obtention d'un diplôme de maîtrise en science, technologie, ingénierie ou mathématiques (STIM) dans les domaines des réseaux, des logiciels, de l'informatique, des systèmes ou de l'électricité, ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
			1 Obligatoire	Preuve de l'obtention d'un baccalauréat en science, technologie, ingénierie ou mathématiques (STIM) dans les domaines des réseaux, des logiciels, de l'informatique, des systèmes ou de l'électricité, ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Qualification professionnelle			1	Permis valide d'exercice de la profession d'ingénieur au Canada .
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (4)			<p>Conception d'une architecture d'information opérationnelle dans au moins un des domaines suivants :</p> <p>1. Architecture d'entreprise pour des systèmes d'information;</p> <p>2. Collecte de renseignements pour des systèmes complexes;</p> <p>3. Architecture de système de commandement, de contrôle, de communication et d'information dans un environnement de plateforme distribuée;</p> <p>4. Architecture de système de commandement, de contrôle, de communication et d'information dans un environnement client/serveur;</p> <p>5. Architecture de système d'information militaire; et/ou</p> <p>6. Définition et mise en place d'une architecture de données pour des systèmes C4ISR ou des systèmes semblables.</p>
				<p>Analyse, conception ou mise en œuvre de solutions dans au moins un des domaines suivants :</p> <p>1. Systèmes de communication et d'information C2 dans un environnement de plateforme distribuée;</p> <p>2. Systèmes de communication et d'information C2 dans un environnement client/serveur;</p> <p>3. Systèmes d'information militaires</p> <p>4. Solutions d'interopérabilité des systèmes d'information communs ou interarmées avec les accords de standardisation de l'OTAN; et</p> <p>5. Solutions de gestion (applications, outils et processus) pour les systèmes de communication et d'information.</p>
				<p>Expérience confirmée dans l'intégration, la vérification et la validation de systèmes, pour les composantes matérielles et logicielles (COTS ou créées sur mesure) dans des systèmes nouveaux ou existants, dans un des domaines suivants :</p> <p>1. Systèmes de communication et d'information C2 dans un environnement de plateforme distribuée;</p>

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

					2. Systèmes de communication et d'information C2 dans un environnement client/serveur; 3. Systèmes d'information militaires 4. Solutions d'interopérabilité des systèmes d'information communs ou interarmées avec les accords de standardisation de l'OTAN; et 5. Solutions de gestion (applications, outils et processus) pour les systèmes de communication et d'information.
				D.	Expérience confirmée comme ingénieur des systèmes dans les systèmes de communication et d'information (matériel, logiciel et réseau) ou comme ingénieur spécialisé (sécurité, modélisation, simulation, ISTAR).
			Sélectionner une seule note. Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	10	Minimum de 180 mois d'expérience confirmée pour au moins 2 des critères du domaine d'évaluation.
				8	Minimum de 144 mois d'expérience confirmée pour au moins 2 des critères du domaine d'évaluation.
				6	Minimum de 120 mois d'expérience confirmée pour au moins 1 des critères du domaine d'évaluation.
Expérience des projets de systèmes de défense				5	Minimum de 60 mois d'expérience confirmée comme architecte de système sur des systèmes de communication et d'information C2 militaires. Obligatoire pour les ressources de niveau principal.
				4	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée comme architecte de système sur des systèmes de communication et d'information C2 militaires.
				3	Minimum de 36 mois d'expérience confirmée comme architecte de système sur des systèmes de communication et d'information C2 militaires.
				2	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée comme architecte de système sur des systèmes de communication et d'information C2 militaires.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
Rédaction			Sélectionner une seule note.	2	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information (p. ex., système, logiciel, ordinateur, communication, sécurité, simulation) .
				1	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information .
			Obligatoire		Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information.
Communications	Critères du domaine d'évaluation (5)			A.	Communication de cadres et de stratégies en matière de technologie de l'information à des gestionnaires et à du personnel technique.
				B.	Communication d'une orientation d'ingénierie de système pour des projets ou des systèmes.
				C.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
				D.	Direction d'équipes multidisciplinaires dans la conception de systèmes, de cadres et de stratégies tactiques pour des technologies de l'information.
				E.	Exécution de plans stratégiques, opérationnels ou tactiques pour des projets ou des systèmes afin de poursuivre la stratégie d'entreprise.
			Sélectionner une seule note.	5	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation.
				2	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée pour au moins 4 des critères du domaine d'évaluation.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.		Obligatoire pour les ressources de niveau principal, critères C et D
				1	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée pour au moins 3 des critères du domaine d'évaluation.
					Obligatoire pour les ressources de niveau intermédiaire
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 19 à 24	Principal	
			De 16 à 18	Intermédiaire	
			De 11 à 15	Subalterne	
			Moins de 11	N'atteint pas la note minimale requise	

Catégorie de ressources : spécialiste du service de dépannage (spéc SD)					
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)					
	Note d'autoévaluation	Note d'évaluation	Points possibles		
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)				
Études			Sélectionner une seule note.	2	Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire de premier cycle en ingénierie, en mathématique, en sciences, en gestion de projet, en administration des affaires ou dans un domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
				1	Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire de premier cycle dans n'importe quelle discipline ou preuve de l'obtention d'un diplôme collégial en techniques de l'ingénieur, en informatique, en gestion de projet, en administration des affaires ou dans un domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (6)			A.	Exécution de tâches de surveillance et d'analyse de problèmes réseau, surveillance de systèmes de gestion de réseaux et réponse adéquatement aux demandes et problèmes des utilisateurs.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

				B.	Consignation de problèmes informatiques signalés par les utilisateurs dans un système de suivi des incidents; analyse initiale de problèmes signalés par les utilisateurs et tri préliminaire des problèmes .
				C.	Liaison avec les utilisateurs du réseau et le personnel technique afin de communiquer l'état de la résolution des problèmes; suivi et priorisation des demandes d'aide.
				D.	Élaboration et mise en œuvre de guides de procédures et de documents destinés au service de dépannage, ou participation à leur rédaction, réalisation de sondages périodiques sur la satisfaction des utilisateurs et surveillance des tendances relatives aux problèmes des utilisateurs; recommandation d'améliorations aux systèmes du réseau et production de rapports en fonction des renseignements recueillis dans les sondages auprès des utilisateurs ainsi que dans les études sur les tendances.
				E.	Élaboration, mise en œuvre et diffusion aux utilisateurs l'information sur le réseau, ou participation à cette diffusion, afin d'inclure des renseignements comme les procédures de dépannage et les manuels du réseau.
				F.	Participation à l'élaboration d'un plan de formation complet portant sur les procédures de dépannage et aide à la formation du personnel qui assure la relève; participation à l'installation sur place de systèmes de réseaux pour les utilisateurs.
			Sélectionner une seule note.	4	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 84 derniers mois pour chacun des critères du domaine d'évaluation.
				2	Minimum de 36 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 5 des critères de ce domaine d'évaluation.
				1	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 60 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
	Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi	
				6	Principal
				De 4 à 5	Intermédiaire

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			De 2 à 3	Subalterne
			Moins de 2	N'atteint pas la note minimale requise

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

3.0 VOLET 2 – SERVICES DE SOUTIEN À L'INGÉNIERIE ET AU DÉVELOPPEMENT DES PRODUITS LOGICIELS DE L'IGLD

Catégorie de ressources : gestionnaire de produits (gest prod)					
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)					
	Note d'autoévaluation	Note d'évaluation	Points possibles		
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)				
Études			Sélectionner une seule note.	4	Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire de deuxième cycle en ingénierie, en mathématique, en sciences, en gestion de projet ou de produit, en administration des affaires ou dans un domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
				2	Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire de premier cycle en ingénierie, en mathématique, en sciences, en gestion de projet ou de produit, en administration des affaires ou dans un domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
				1	Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire de premier cycle dans n'importe quelle discipline ou preuve de l'obtention d'un diplôme collégial en techniques de l'ingénieur, en informatique, en gestion de projet ou de produit, en administration des affaires ou dans un domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
			2	Preuve de l'obtention d'un certificat de professionnel en gestion de projets. Obligatoire pour les ressources de niveau principal	
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (10)		A.	Expérience confirmée de travail comme gestionnaire de produit pour des produits comportant des dépenses annuelles de plus de 1 million de dollars.	
			B.	Expérience confirmée en préparation et en présentation de documents techniques et de documents de gestion.	

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			C.	Expérience confirmée en gestion des parties prenantes et des communications dans un environnement de produit.	
			D.	Expérience confirmée en gestion financière de produits comportant des dépenses annuelles de plus de 1 million de dollars.	
			E.	Expérience confirmée en gestion de la portée de produits comportant des dépenses annuelles de plus de 1 million de dollars.	
			F.	Expérience confirmée en gestion de calendriers de produits comportant des dépenses annuelles de plus de 1 million de dollars.	
			G.	Expérience confirmée en gestion du risque de produits comportant des dépenses annuelles de plus de 1 million de dollars.	
			H.	Expérience confirmée de la gestion de produits dans le domaine de la puissance de feu, de RSR, en C4ISR, ou en modélisation et simulation.	
			I.	Rédaction de correspondance et formulation de recommandations sur l'acceptation ou le rejet de produits livrables.	
			J.	Préparation de listes des données essentielles au contrat (LDEC) et de descriptions des données (DD).	
			Sélectionner une seule note.	8	Minimum de 84 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois pour chacun des critères du domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau principal
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	6	Minimum de 60 mois d'expérience confirmée au cours des 108 derniers mois pour au moins 8 des critères de ce domaine d'évaluation.
				4	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois pour au moins 7 des critères de ce domaine d'évaluation.
			Obligatoire		Minimum de 36 mois d'expérience confirmée au cours des 84 derniers mois pour au moins 6 des critères de ce domaine d'évaluation.
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 11 à 14	Principal	
			De 7 à 10	Intermédiaire	

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			Moins de 7	N'atteint pas la note minimale requise
--	--	--	------------	-----------------------------------------------

Catégorie de ressources: architecte des logiciels (arch log)				
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)				
	Note d'autoévaluation Note d'évaluation		Points possibles	
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)			
Études			2	Preuve de l'obtention d'un diplôme de maîtrise en génie logiciel, informatique, électrique ou des systèmes, ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
			1 Obligatoire	Preuve de l'obtention d'un baccalauréat en génie logiciel, informatique, électrique ou des systèmes ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
Qualification professionnelle			1	Preuve de l'obtention d'un permis valide d'exercice de la profession d'ingénieur au Canada .
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (9)		A.	Architecture client/serveur et technologies connexes.
			B.	Analyse, conception et mise en place d'architectures logicielles
			C.	Génie des communications et sécurité des systèmes (matériel, logiciels et réseau), y compris les clés de chiffrement et les dispositifs, matériels, micrologiciels et logiciels qui contiennent ou décrivent la logique de chiffrement.
			D.	Expérience dans les systèmes en temps réel, les systèmes distribués, les systèmes intégrés ou les systèmes essentiels aux missions.
			E.	Définition, cadre et mise en place d'architectures pour des systèmes militaires.
			F.	Intégration de logiciels : matériel, logiciels et composantes (COTS ou créés sur mesure) intégrés dans des systèmes nouveaux ou existants.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			G.		Utilisation d'un outil de modélisation et de simulation informatique pour réaliser des études de rendement de logiciels ou développer des logiciels.
			H.		Expérience confirmée dans le domaine de la puissance de feu, de RSR, en C4ISR ou dans le développement d'applications de la modélisation et simulation.
			I.		Gestion du cycle de vie de logiciels.
			Sélectionner une seule note.	10	Minimum de 180 mois d'expérience confirmée au cours des 204 derniers mois comme architecture logiciel pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau principal
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	8	Minimum de 120 mois d'expérience confirmée au cours des 144 derniers mois comme architecture logiciel pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau intermédiaire
Expérience des projets de systèmes de défense			Sélectionner une seule note.	5	Minimum de 120 mois d'expérience confirmée comme architecte logiciel sur des systèmes d'information logicielle C2 militaires.
					Obligatoire pour les ressources de niveau principal
				3	Minimum de 60 mois d'expérience confirmée comme architecte logiciel sur des systèmes d'information logicielle C2 militaires.
Équipe intégrée des produits (EIP)			Sélectionner une seule note.	5	Minimum de 120 mois d'expérience confirmée comme architecte logiciel dans une EPI pour un client sur place.
				3	Minimum de 60 mois d'expérience confirmée comme architecte logiciel dans une EPI pour un client sur place.
Rédaction			Sélectionner une seule note.	2	Minimum de 120 mois d'expérience confirmée au cours des 144 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information (p. ex., système, logiciel,

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

					ordinateur, communication, sécurité, simulation).
				1 Obligatoire	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information.
Communication s	Critères du domaine d'évaluation (5)		A.		Communication de cadres et de stratégies en matière de technologie de l'information à des gestionnaires et à du personnel technique.
			B.		Communication d'une orientation de génie logiciel pour des projets ou des systèmes.
			C.		Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
			D.		Direction d'équipes multidisciplinaires dans la conception de systèmes, de cadres et de stratégies pour des applications logicielles.
			E.		Exécution de plans stratégiques, opérationnels ou tactiques pour des projets ou des systèmes afin de poursuivre la stratégie d'entreprise.
			Sélectionner une seule note.	5	Minimum de 180 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation.
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	2	Minimum de 120 mois d'expérience confirmée pour au moins 4 des critères du domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau principal, critères C et D
				1	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée pour au moins 3 des critères du domaine d'évaluation .

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

					Obligatoire pour les ressources de niveau intermédiaire
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 22 à 30	Principal	
			De 16 à 21	Intermédiaire	
			Moins de 16	N'atteint pas la note minimale requise	

Catégorie de ressources : ingénieur de l'innovation et des produits logiciels (ing I et P log)				
Nom :		(nom de la ressource envisagée ici)		
	Note d'autoévaluation	Note d'évaluation	Points possibles	
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)			
Études			2	Preuve de l'obtention d'un diplôme de maîtrise en génie logiciel, informatique, électrique ou des systèmes, ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
			1 Obligatoire	Preuve de l'obtention d'un baccalauréat en génie logiciel, informatique, électrique ou des systèmes ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
Qualification professionnelle			1	Certificat de professionnel en gestion de projets.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (9)		A.	Direction de la vision technique pour des produits et des capacités logicielles.
			B.	Élaboration d'architectures techniques, des cadres de travail et des stratégies afin de satisfaire à des besoins en logiciels ou en systèmes.
			C.	Analyse, conception et mise en œuvre de systèmes et d'architectures logiciels.
			D.	Conception, élaboration et évaluation de solutions techniques pour régler des problèmes complexes dans des produits.
			E.	Élaboration, définition, cadre et mise en place d'architectures de données pour des produits logiciels et des systèmes d'information.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
			F.		Intégration de logiciels : matériel, logiciels et composants (COTS ou créés sur mesure) intégrés dans des systèmes nouveaux ou existants.
			G.		Options recommandées pour régler des problèmes dans les systèmes et la conception de logiciels ou de produits.
			H.		Expérience confirmée dans le domaine de la puissance de feu, de RSR, en C4ISR ou dans le développement d'applications de la modélisation et simulation.
			I.		Gestion du cycle de vie de logiciels.
			Sélectionner une seule note.	10	Minimum de 180 mois d'expérience confirmée au cours des 204 derniers mois comme architecture logiciel pour au moins 7 des critères de ce domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau principal
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	6	Minimum de 120 mois d'expérience confirmée au cours des 144 derniers mois comme architecture logiciel pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau intermédiaire
Expérience des projets de systèmes de défense			Sélectionner une seule note.	5 Obligatoire pour les ressources de niveau principal	Minimum de 120 mois d'expérience confirmée comme architecte logiciel sur des produits d'information logicielle C2 militaires.
				3	Minimum de 60 mois d'expérience confirmée comme architecte logiciel sur des produits d'information logicielle C2 militaires.
Rédaction			Sélectionner une seule note.	2	Minimum de 120 mois d'expérience confirmée au cours des 144 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information (p. ex., système, logiciel, ordinateur, communication, sécurité, simulation).

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

				1 Obligatoire	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information.
Communication s	Critères du domaine d'évaluation (5)		A.		Communication de cadres et de stratégies en matière de technologie de l'information à des gestionnaires et à du personnel technique.
			B.		Communication d'une orientation de génie logiciel pour des projets ou des systèmes.
			C.		Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
			D.		Direction d'équipes multidisciplinaires dans la conception de systèmes, de cadres et de stratégies pour des applications logicielles.
			E.		Exécution de plans stratégiques, opérationnels ou tactiques pour des projets ou des systèmes afin de poursuivre la stratégie d'entreprise.
			Sélectionner une seule note.	5	Minimum de 180 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation.
				2	Minimum de 120 mois d'expérience confirmée pour au moins 4 des critères du domaine d'évaluation.
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.		
		1		Minimum de 96 mois d'expérience confirmée pour au moins 3 des critères du domaine d'évaluation . Obligatoire pour les ressources de niveau intermédiaire	
	Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi	
			De 21 à 25		Principal
			De 16 à 20		Intermédiaire
			De 12 à 16		Subalterne

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			Moins de 12	N'atteint pas la note minimale requise
--	--	--	-------------	-----------------------------------------------

Catégorie de ressources : spécialiste de la sécurité des logiciels (spéc séc log)				
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)				
	Note d'autoévaluation	Note d'évaluation	Points possibles	
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)			
Études			2	Preuve de l'obtention d'un baccalauréat en génie logiciel, informatique, électrique ou des systèmes ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
			1	Preuve de l'obtention d'un diplôme collégial en informatique ou d'un baccalauréat en sciences ou dans un domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
Qualification professionnelle			Obligatoires pour les ressources de niveau intermédiaire ou principal	Preuve de l'obtention d'une qualification reconnue par l'industrie dans le domaine d'expertise.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (7)		A.	Spécialiste dans un ou plusieurs domaines d'expertise en matière de sécurité : 1. Sécurité des communications et des réseaux; 2. Sécurité des applications et des produits logiciels; 3. Gestion de l'identité et de l'accès; 4. Évaluation et essais de sécurité; 5. Opérations de sécurité; et 6. Sécurité du développement logiciel.
			B.	Expérience confirmée dans l'examen et l'analyse d'exigences de sécurité, et formulation de recommandations en la matière, pour améliorer la capacité dans le domaine d'expertise.
			C.	Expérience confirmée dans la rédaction de rapports d'évaluation et la recommandation du meilleur plan d'action dans le domaine d'expertise.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			D.		Expérience confirmée dans l'attestation de l'intégration de la sécurité de systèmes dans le domaine d'expertise.
			E.		Expérience confirmée dans la réalisation d'examen détaillés pour surveiller les progrès et les problèmes potentiels, donner des avis à leur sujet et en faire rapport, dans le domaine d'expertise.
			F.		Expérience confirmée dans la tenue à jour de procédures intégrées et de documents sur la gestion de systèmes dans le domaine d'expertise.
			G.		Expérience confirmée dans la résolution rapide des problèmes signalés dans le domaine d'expertise.
			Sélectionner une seule note.	10	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois dans l'ingénierie de la sécurité pour au moins 5 des critères de ce domaine d'évaluation.
				8	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois dans l'ingénierie de la sécurité pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
				6	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans l'ingénierie de la sécurité pour au moins 3 des critères de ce domaine d'évaluation.
Expérience des projets de systèmes de défense			5 Obligatoire pour les ressources de niveau principal		Minimum de 60 mois d'expérience confirmée comme spécialiste de la sécurité sur des systèmes de commandement et de contrôle militaires.
Rédaction			Sélectionner une seule note.	2	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information (p. ex., système, logiciel, ordinateur, communication, sécurité, simulation).

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

				1	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information.
			Obligatoire		Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information .
Communication s	Critères du domaine d'évaluation (5)		A.		Communication de cadres et de stratégies en matière de technologie de l'information à des gestionnaires et à du personnel technique.
			B.		Communication d'une orientation d'ingénierie de système pour des projets ou des systèmes.
			C.		Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
			D.		Direction d'équipes multidisciplinaires dans la conception de systèmes, de cadres et de stratégies tactiques pour des technologies de l'information.
			E.		Exécution de plans stratégiques, opérationnels ou tactiques pour des projets ou des systèmes afin de poursuivre la stratégie d'entreprise .
			Sélectionner une seule note.	5	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation.
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	2	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée pour au moins 4 des critères du domaine d'évaluation.
					Obligatoire pour les ressources de niveau principal, critères C et D.
				1	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée pour au moins 3 des critères du domaine d'évaluation.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

					Obligatoire pour les ressources de niveau intermédiaire
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 18 à 24	Principal	
			De 11 à 17	Intermédiaire	
			De 6 à 10	Subalterne	
			Moins de 6	N'atteint pas la note minimale requise	

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Catégorie de ressources : spécialiste des logiciels (spéc log)					
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)					
	Note d'autoévaluation Note d'évaluation		Points possibles		
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)				
Études			2		Preuve de l'obtention d'un diplôme de maîtrise en génie logiciel, informatique, électrique ou des systèmes, ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
			1		Preuve de l'obtention d'un diplôme d'études collégiales en technologie informatique; ou un baccalauréat en science; ou un domaine d'ingénierie ou technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
Expérience technique	Critères du domaine d'évaluation (7)		A.		Ingénierie logicielle dans un environnement client/serveur ou des environnements collaboratifs .
			B.		Gestion, analyse, conception, modélisation et mise en place et systèmes logiciels.
			C.		Ingénierie des communications (matériel, logiciels et réseau) ou ingénierie spécialisée (sécurité, modélisation et simulation, RSR).
			D.		Génie logiciel pour les systèmes en temps réel, les systèmes distribués, les systèmes intégrés ou les environnements de systèmes essentiels aux missions.
			E.		Intégration de logiciels : matériel, logiciels et composantes (COTS ou créés sur mesure) intégrés dans des systèmes nouveaux ou existants.
			F.		Expérience confirmée dans le domaine la puissance de feu, de RSR, en C4ISR ou dans le développement de logiciels de la modélisation et simulation.
			G.		Gestion du cycle de vie de systèmes logiciels.
			Sélectionner une seule note.	10	Minimum de 168 mois d'expérience confirmée au cours des 216 derniers mois comme spécialiste des logiciels pour au moins 5 des critères de ce domaine d'évaluation.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	8	Minimum de 144 mois d'expérience confirmée au cours des 168 derniers mois comme spécialiste des logiciels pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
				6	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois comme spécialiste des logiciels pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
Expérience des projets de systèmes de défense			Sélectionner une seule note.	5	Minimum de 60 mois d'expérience confirmée comme ingénieur logiciel sur des systèmes de logiciels de commandement et de contrôle militaires. Obligatoire pour les ressources de niveau principal
				4	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée comme ingénieur logiciel sur des systèmes de logiciels de commandement et de contrôle militaires.
				3	Minimum de 36 mois d'expérience confirmée comme ingénieur logiciel sur des systèmes de logiciels de commandement et de contrôle militaires.
				2	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée comme ingénieur logiciel sur des systèmes de logiciels de commandement et de contrôle militaires.
Équipe intégrée des produits (EIP)			Sélectionner une seule note.	4	Minimum de 60 mois d'expérience confirmée comme spécialiste logiciel dans une EPI pour un client sur place.
				3	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée comme spécialiste logiciel dans une EPI pour un client sur place.
				2	Minimum de 36 mois d'expérience confirmée comme spécialiste logiciel dans une EPI pour un client sur place.
				1	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée comme spécialiste logiciel dans une EPI pour un client sur place.
Rédaction			Sélectionner une seule note.	2	Minimum de 120 mois d'expérience confirmée au cours des 144 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

					l'information ou de l'information (p. ex., système, logiciel, ordinateur, communication, sécurité, simulation) .
				1	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information .
			Obligatoire		Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information .
Communication s	Critères du domaine d'évaluation (5)		A.		Communication de cadres et de stratégies en matière de technologie de l'information à des gestionnaires et à du personnel technique.
			B.		Communication d'une orientation d'ingénierie de système pour des projets ou des systèmes.
			C.		Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
			D.		Direction d'équipes multidisciplinaires dans la conception de systèmes, de cadres et de stratégies tactiques pour des technologies de l'information.
			E.		Exécution de plans stratégiques, opérationnels ou tactiques pour des projets ou des systèmes afin de poursuivre la stratégie d'entreprise.
			Sélectionner une seule note.	5	Minimum de 120 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation.
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	2	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée pour au moins 4 des critères du domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau principal, critères C et D.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

				1	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée pour au moins 3 des critères du domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau intermédiaire
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 20 à 28	Principal	
			De 10 à 19	Intermédiaire	
			De 5 à 9	Subalterne	
			Moins de 5	N'atteint pas la note minimale requise	

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Catégorie de ressources : programmeur (progr)

Nom :	(nom de la ressource envisagée ici)				
	Note d'autoévaluation	Note d'évaluation	Points possibles		
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)				
Études			Sélectionner une seule note.	2	Preuve de l'obtention d'un diplôme collégial en ingénierie ou en informatique ou d'un baccalauréat en sciences ou dans un domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
				1	Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire ou collégial dans n'importe quelle discipline ou n'importe quel domaine technique.
Expérience technique	Critères du domaine d'évaluation (4)		A.		Utilisation d'au moins un des langages de haut niveau suivants : ADA (95, 2005 ou 2012), Java, C++ ou C#.
			B.		Utilisation des outils CASE (p. ex. Rational Team Concert, JIRA).
			C.		Utilisation d'un processus de développement de logiciels demandés par les clients (p. ex. SAFe [Scaled Agile Framework ou cadre d'agilité à l'échelle].
			D.		Analyse et conception axées sur l'objet .
			Sélectionner une seule note.	8	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois en programmation pour au moins 3 des critères de ce domaine d'évaluation.
				6	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois en programmation pour au moins 3 des critères de ce domaine d'évaluation.
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	4	Minimum de 12 mois d'expérience confirmée au cours des 24 derniers mois en programmation pour au moins 2 des critères de ce domaine d'évaluation.
	Équipe intégrée des produits (EIP)			Sélectionner une seule note.	4
3					Minimum de 36 mois d'expérience confirmée comme programmeur dans une EPI pour un client sur place.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

				2	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée comme programmeur dans une EPI pour un client sur place.
				1	Minimum de 12 mois d'expérience confirmée comme programmeur dans une EPI pour un client sur place.
Expérience des projets de systèmes de défense			Sélectionner une seule note.	5	Minimum de 60 mois d'expérience confirmée comme ingénieur logiciel sur des systèmes de logiciels de commandement et de contrôle militaires. Obligatoire pour les ressources de niveau principal
				4	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée comme ingénieur logiciel sur des systèmes de logiciels de commandement et de contrôle militaires.
				3	Minimum de 36 mois d'expérience confirmée comme ingénieur logiciel sur des systèmes de logiciels de commandement et de contrôle militaires.
				2	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée comme ingénieur logiciel sur des systèmes de logiciels de commandement et de contrôle militaires.
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 14 à 19	Principal	
			De 8 à 13	Intermédiaire	
			De 1 à 7	Subalterne	
			Moins de 1	N'atteint pas la note minimale requise	

Catégorie de ressources : gestionnaire du cycle de vie des applications (GCVA)				
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)				
	Note d'autoévaluation Note d'évaluation		Points possibles	
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)			
Études			2	Preuve de l'obtention d'un baccalauréat en sciences, en sciences appliquées, en ingénierie ou dans un domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			1		Preuve de l'obtention d'un diplôme collégial en électronique, en informatique ou dans un domaine technique pertinent, ou niveau de qualification 6B (QL6B) démontré dans un domaine technique requis pertinent pour appuyer le SSCFT avec grade effectif minimal confirmé d'adjudant dans les Forces canadiennes.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (8)		A.		Expérience de l'utilisation d'un cadre de traitement reconnu ou d'Instructions concernant les activités principales des GCVM.
			B.		Expérience de travail avec un logiciel de planification des ressources de l'organisation (PRO) (p. ex. SAP) pour le catalogage d'équipement.
			C.		Expérience de travail avec un logiciel de PRO pour la création et la tenue à jour de listes de vérification.
			D.		Expérience de travail avec un logiciel de PRO pour la coordination de la distribution d'équipement ou de logiciels.
			E.		Évaluation et prestation de solutions aux défauts signalés dans les rapports de défektivosité technique (RDT) et les rapports d'état non satisfaisant (RENS).
			F.		Analyse d'énoncés des besoins opérationnels.
			G.		Examen d'ensembles de données techniques.
			H.		Planification et exécution de la démilitarisation et de l'aliénation d'équipement ou de logiciels.
			Sélectionner une seule note.	10	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois pour au moins 6 des critères de ce domaine d'évaluation.
				8	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois pour au moins 6 des critères de ce domaine d'évaluation.
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	6	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
Expérience des projets de			5		Minimum de 60 mois d'expérience confirmée comme GCVM ou GCVA

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

systèmes de défense			Obligatoire pour les ressources de niveau principal		sur des systèmes d'information de commandement et de contrôle militaires.
Rédaction			Sélectionner une seule note.	2	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée dans les 96 derniers mois dans la préparation de documents techniques (exigences, spécifications, listes de vérification, bulletins, rapports, propositions, plans d'aliénation d'équipement et de logiciels, etc.).
				1	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée dans les 72 derniers mois dans la préparation de documents techniques (exigences, spécifications, listes de vérification, bulletins, rapports, propositions, plans d'aliénation d'équipement et de logiciels, etc.).
			Obligatoire		Minimum de 36 mois d'expérience confirmée dans les 60 derniers mois dans la préparation de documents techniques (exigences, spécifications, listes de vérification, bulletins, rapports, propositions, plans d'aliénation d'équipement et de logiciels, etc.).
Communication s	Critères du domaine d'évaluation (3)		A.		Création de notes d'information et de présentations pour communiquer des problèmes techniques et logistiques concernant de l'équipement ou des applications logiciels.
			B.		Liaison avec des parties intéressées pour appuyer la gestion du cycle de vie d'équipement ou d'applications logicielles.
			C.		Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
			Sélectionner une seule note.	5	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation.
				2	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée pour au moins 4 des critères du domaine d'évaluation.
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	1	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée pour au moins 3 des critères du domaine d'évaluation.
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 19 à 24		Principal

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			De 9 à 18	Intermédiaire
			De 6 à 8	Subalterne
			Moins de 6	N'atteint pas la note minimale requise

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

4.0 VOLET 3 – SERVICES DE GESTION DU SAVOIR ET DE L'INFORMATION DE L'IGLD

Catégorie de ressources : gestionnaire de la documentation, de la formation et de l'innovation (gest DFI)					
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)					
	Note d'autoévaluation	Note d'évaluation	Points possibles		
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)				
Études			Sélectionner une seule note.	2	Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire de premier cycle dans n'importe quelle discipline.
				1	Preuve de l'obtention d'un diplôme collégial.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (7)		Sélectionner une seule note.	A.	Conception de dossiers de formation sur les logiciels, de tutoriels de démarrage intégrés aux logiciels et d'autres outils d'autoapprentissage pour aider les utilisateurs à se familiariser avec les produits logiciels créés et à les maîtriser.
				B.	Évaluation de besoins en formation par des sondages, des entretiens avec les employés ou des consultations avec des gestionnaires ou des formateurs.
				C.	Conception et création de modules d'apprentissage en ligne et de matériel de cours en ligne.
				D.	Examen de matériel de formation fourni par des fournisseurs, et formulation de recommandations sur sa pertinence et son adéquation et sur la nécessité de l'adapter à des auditoires en particulier.
				E.	Surveillance et évaluation de programmes de formation pour s'assurer qu'ils sont actuels et efficaces.
				F.	Création de matériel et de programmes de formation du cadre initial et de formation des formateurs.
				G.	Gestion d'une équipe de concepteurs de produits, de spécialistes de la prestation de la formation et de contrôleurs de manuels de logiciels.
				10	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 84 derniers mois pour au moins 6 des critères de ce domaine d'évaluation.
				8	Minimum de 36 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	6	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 60 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
Expérience des systèmes de défense			3		Minimum de 36 mois d'expérience confirmée dans la conception de formation pour des auditoires militaires. Obligatoire pour les ressources de niveau principal
Rédaction			2		Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 84 derniers mois dans la conception et la création de documents de formation et de publications de soutien technique dans le domaine de la formation ou de l'éducation .
			Obligatoire		Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 84 derniers mois dans la conception et la création de documents de formation et de publications de soutien technique dans le domaine de la formation ou de l'éducation .
Prestation de la formation			2		Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 60 derniers mois dans la prestation de formation dans un environnement de salle de classe à au moins 8 personnes. Obligatoire pour les ressources de niveau principal
Communications	Critères du domaine d'évaluation (6)			A.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de la conception et de la présentation de cours et de formation pour appuyer le processus décisionnel de la gestion.
				B.	Évaluation de besoins en formation par des sondages, des entretiens avec les employés ou des consultations avec des gestionnaires ou des formateurs.
				C.	Conception et création de modules d'apprentissage en ligne et de matériel de cours en ligne.
				D.	Examen de matériel de formation fourni par des fournisseurs, et formulation de recommandations sur sa pertinence et son adéquation et sur la nécessité de l'adapter à des auditoires en particulier.
				E.	Surveillance et évaluation de programmes de formation pour s'assurer qu'ils sont actuels et efficaces.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

				F.	Création de matériel et de programmes de formation du cadre initial et de formation des formateurs.
			Sélectionner une seule note.	8	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 84 derniers mois pour au moins 5 des critères de ce domaine d'évaluation.
				6	Minimum de 36 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
				4	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 60 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 23 à 27	Principal	
			De 16 à 22	Intermédiaire	
			Moins de 16	N'atteint pas la note minimale requise	

Catégorie de ressources : contrôleur des manuels des logiciels (contr man log)					
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)					
	Note d'autoévaluation Note d'évaluation		Points possibles		
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)				
Études			Sélectionner une seule note.	2	Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire de premier cycle dans n'importe quelle discipline.
				1	Preuve de l'obtention d'un diplôme collégial.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (4)			A.	Gestion de dépôts électroniques de manuels de conception de logiciels, de documents d'essais et de tous autres documents relatifs à la conception de logiciels.
				B.	Surveillance de documents gérés, y compris les versions, les types de documents, le registre des versions et les activités d'archivage, et production de rapports sur ces documents.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
			Sélectionner une seule note.	C.	Vérification de la normalisation et de l'intégralité de documents, et signalement des divergences à la gestion.
				D.	Examen de matériel de formation fourni par des fournisseurs, et formulation de recommandations sur sa pertinence et son adéquation et sur la nécessité de l'adapter à des auditoires en particulier.
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	10	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 84 derniers mois pour au moins 3 des critères de ce domaine d'évaluation.
				8	Minimum de 36 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 3 des critères de ce domaine d'évaluation.
				6	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 60 derniers mois pour au moins 3 des critères de ce domaine d'évaluation.
	Communications	Critères du domaine d'évaluation (5)			A.
B.					Recommandation de changements au contenu de documents de logiciels à des auditoires par l'examen des besoins en formation ou par des consultations avec des gestionnaires ou des formateurs.
C.					Conception et création de modules d'apprentissage en ligne et de matériel de cours en ligne.
D.					Examen de matériel de formation fourni par des fournisseurs, et formulation de recommandations sur sa pertinence et son adéquation et sur la nécessité de l'adapter à des auditoires en particulier.
E.					Préparation de rapports d'examen et de vérification de documents de logiciels.
			Sélectionner une seule note.	8	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 84 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
				6	Minimum de 36 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	4	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 60 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 16 à 20	Principal	
			De 10 à 15	Intermédiaire	
			De 5 à 9	Subalterne	
			Moins de 5	N'atteint pas la note minimale requise	

Catégorie de ressources : développeur de produits de formation sur les logiciels (dév prod form log)					
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)					
	Note d'autoévaluation	Note d'évaluation	Points possibles		
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)				
Études			Sélectionner une seule note.	2	Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire de premier cycle dans n'importe quelle discipline.
				1	Preuve de l'obtention d'un diplôme collégial.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (7)			A.	Conception de dossiers de formation sur les logiciels, de tutoriels de démarrage intégrés aux logiciels et d'autres outils d'autoapprentissage pour aider les utilisateurs à se familiariser avec les produits logiciels créés et à les maîtriser.
				B.	Évaluation de besoins en formation par des sondages, des entretiens avec les employés ou des consultations avec des gestionnaires ou des formateurs.
				C.	Planification, conception et création de matériel de formation multimédia professionnel, de qualité, intéressant et efficace, de didacticiels instructifs et informatifs pour la formation en salle de classe donnée par un formateur, la formation électronique suivie à un rythme personnel (apprentissage en ligne) et la formation en salle de classe virtuelle, de modules de formation en ligne ainsi que de modules de formation, de tutoriels, de fichiers d'aide et d'aide-mémoire intégrés aux

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

					logiciels pour des systèmes logiciels commerciaux ou essentiels aux missions.
				D.	Examen de matériel de formation fourni par des fournisseurs, et formulation de recommandations sur sa pertinence et son adéquation et sur la nécessité de l'adapter à des auditoires en particulier.
				E.	Conception d'une formation assistée par ordinateur et d'autres mécanismes de formation en dehors des salles de classe.
				F.	Création de matériel et de programmes de formation du cadre initial et de formation des formateurs.
				G.	Planification, conception et création de matériel de formation et de référence pour la prestation en dehors des salles de classe, dont de l'apprentissage selon un rythme personnel sur un système de gestion de l'apprentissage ou avec modules de formation intégrés.
			Sélectionner une seule note.	10	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 84 derniers mois pour au moins 6 des critères de ce domaine d'évaluation.
				8	Minimum de 36 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
				6	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 60 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.		
Expérience des systèmes de défense			3		Minimum de 36 mois d'expérience confirmée dans la conception de formation pour des auditoires militaires. Obligatoire pour les ressources de niveau principal
Rédaction			2		Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 84 derniers mois dans la conception et la création de documents de formation et de publications de soutien technique dans le domaine de la formation ou de l'éducation.
			Obligatoire		Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 84 derniers mois dans la conception et la création de documents de formation et de publications de soutien technique dans le domaine de la formation ou de l'éducation .

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
Prestation de la formation			2	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 60 derniers mois dans la conception ou la prestation de formation dans un environnement de salle de classe à au moins 8 personnes. Obligatoire pour les ressources de niveau principal	
Communications	Critères du domaine d'évaluation (6)			A.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de la conception et de la présentation de cours et de formation pour appuyer le processus décisionnel de la gestion.
				B.	Évaluation de besoins en formation par des sondages, des entretiens avec les employés ou des consultations avec des gestionnaires ou des formateurs.
				C.	Conception et création de modules d'apprentissage en ligne et de matériel de cours en ligne.
				D.	Examen de matériel de formation fourni par des fournisseurs, et formulation de recommandations sur sa pertinence et son adéquation et sur la nécessité de l'adapter à des auditoires en particulier.
				E.	Surveillance de programmes de formation pour s'assurer qu'ils sont actuels et efficaces.
				F.	Création de matériel et de programmes de formation du cadre initial et de formation des formateurs.
			Sélectionner une seule note. Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	8	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 84 derniers mois pour au moins 5 des critères de ce domaine d'évaluation.
				6	Minimum de 36 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
				4	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 60 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
	Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi	
			De 23 à 27	Principal	
			De 16 à 22	Intermédiaire	
			De 10 à 15	Subalterne	
			Moins de 10	N'atteint pas la note minimale requise	

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Catégorie de ressource : spécialiste de la prestation de la formation sur les logiciels (spéc pres form log)					
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)					
	Note d'autoévaluation Note d'évaluation		Points possibles		
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)				
Études			Sélectionner une seule note.	2	Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire de premier cycle dans n'importe quelle discipline.
				1	Preuve de l'obtention d'un diplôme collégial.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (7)			A.	Livraison de dossiers de formation sur les logiciels, de tutoriels de démarrage intégrés aux logiciels et d'autres outils d'autoapprentissage pour aider les utilisateurs à se familiariser avec les produits logiciels créés et à les maîtriser.
				B.	Évaluation de besoins en formation par des sondages, des entretiens avec les employés ou des consultations avec des gestionnaires ou des formateurs.
				C.	Livraison de matériel de formation multimédia professionnel, de qualité, intéressant et efficace, de didacticiels instructifs et informatifs pour la formation en salle de classe donnée par un formateur, la formation électronique suivie à un rythme personnel (apprentissage en ligne) et la formation en salle de classe virtuelle, de modules de formation en ligne ainsi que de modules de formation, de tutoriels, de fichiers d'aide et d'aide-mémoire intégrés aux logiciels pour des systèmes logiciels commerciaux ou essentiels aux missions.
				D.	Examen de matériel de formation fourni par des développeurs et des fournisseurs, et formulation de recommandations sur sa pertinence et son adéquation et sur la nécessité de l'adapter à des auditoires en particulier.
				E.	Prestation d'une formation assistée par ordinateur et d'autres mécanismes de formation en dehors des salles de classe.
				F.	Livraison de matériel et de programmes de formation du cadre initial et de formation des formateurs.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
				G.	Livraison de matériel de formation et de référence pour la prestation en dehors des salles de classe, dont de l'apprentissage selon un rythme personnel sur un système de gestion de l'apprentissage ou avec modules de formation intégrés.
			Sélectionner une seule note.	10	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 84 derniers mois pour au moins 6 des critères de ce domaine d'évaluation.
				8	Minimum de 36 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
				6	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 60 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
Expérience des systèmes de défense			3		Minimum de 36 mois d'expérience confirmée dans la prestation de formation pour des auditoires militaires. Obligatoire pour les ressources de niveau principal
Rédaction			2		Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 84 derniers mois dans la conception, la création et la livraison de documents de formation et de publications de soutien technique dans le domaine de la formation ou de l'éducation .
			Obligatoire		Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 84 derniers mois dans la conception, la création et la livraison de documents de formation et de publications de soutien technique dans le domaine de la formation ou de l'éducation.
Prestation de la formation			2		Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 60 derniers mois dans la prestation de formation dans un environnement de salle de classe à au moins 8 personnes. Obligatoire pour les ressources de niveau principal
Communications	Critères du domaine d'évaluation (6)			A.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de la conception et de la présentation de cours et de formation pour appuyer le processus décisionnel de la gestion.
				B.	Évaluation de besoins en formation par des sondages, des entretiens avec les employés ou des consultations avec des gestionnaires ou des formateurs.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

				C.	Livraison de modules d'apprentissage en ligne et de matériel de cours en ligne.
				D.	Révision de matériel de formation fourni par des développeurs et des fournisseurs, et formulation de recommandations sur sa pertinence et son adéquation et sur la nécessité de l'adapter à des auditoires en particulier.
				E.	Production de rapports sur des programmes de formation pour s'assurer qu'ils sont actuels et efficaces.
				F.	Livraison de matériel et de programmes de formation du cadre initial et de formation des formateurs.
			Sélectionner une seule note.	8	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 84 derniers mois pour au moins 5 des critères de ce domaine d'évaluation.
				6	Minimum de 36 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
				4	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 60 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 23 à 27	Principal	
			De 16 à 22	Intermédiaire	
			De 10 à 15	Subalterne	
			Moins de 10	N'atteint pas la note minimale requise	

Catégorie de ressources : spécialiste de la disponibilité, des licences et de la distribution des logiciels (DLDL)				
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)				
	Note d'autoévaluation Note d'évaluation		Points possibles	
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)			
Études			2	Preuve de l'achèvement d'un programme menant à un diplôme ou à un grade universitaire dans un domaine technique (p. ex.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
				technologie informatique, informatique).	
			1	Preuve de l'achèvement d'au moins deux ans d'un programme menant à un diplôme ou à un grade universitaire dans un domaine technique (p. ex. technologie informatique, informatique).	
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (6)			A.	Applications Microsoft (Word, Excel et PowerPoint).
				B.	Accès à une base de données au moyen d'une interface, y compris son utilisation.
				C.	Connaissance des systèmes d'exploitation Linux/Unix.
				D.	Connaissance des modèles d'attribution de licences de logiciel.
				E.	Expérience du déploiement de mises à jour logicielles dans une organisation petite ou moyenne.
				F.	Catalogage et suivi des éléments qui revêtent un intérêt commercial dans une organisation.
			Sélectionner une seule note.	8	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
				6	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 60 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
				4	Minimum de 12 mois d'expérience confirmée au cours des 48 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
Expérience des projets de systèmes de défense			5 Obligatoire pour les ressources de niveau principal	Minimum de 60 mois d'expérience confirmée dans la rédaction technique sur des systèmes d'ingénierie technique.	
Rédaction			Sélectionner une seule note.	2	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 48 mois dans la préparation de correspondances commerciales et de rapports dans le domaine de la technologie de l'information.
			Obligatoire		Minimum de 12 mois d'expérience confirmée au cours des 36 mois dans la préparation de correspondances commerciales et de rapports dans le domaine de la technologie de l'information.
Communications	Critères du domaine d'évaluation (2)			A.	Prestation d'avis et de conseils sur l'installation et la configuration de logiciels.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

				B.	Expérience dans la prestation de séances d'information et de présentations orales sur un sujet technique.
			Sélectionner une seule note.	2	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 60 derniers mois pour chacun des critères de ce domaine. Obligatoire pour les ressources de niveau principal
				1	Minimum de 12 mois d'expérience confirmée au cours des 36 derniers mois pour au moins 1 des critères de ce domaine. Obligatoire pour les ressources de niveau intermédiaire
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 15 à 19	Principal	
			De 10 à 14	Intermédiaire	
			De 5 à 9	Subalterne	
			Moins de 5	N'atteint pas la note minimale requise	

Catégorie de ressources : intégrateur de bases de données (intégr BD)				
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)				
	Note d'autoévaluation	Note d'évaluation	Points possibles	
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)			
Études			2	Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire en informatique ou en gestion de l'information ou dans un domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
			1	Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire ou collégial ou expérience pratique des bases de données pertinente pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (8)		A.	Mise en correspondance de données pour des systèmes d'applications.
			B.	Processus d'extraction, de transformation et de chargement

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

					(ETL) dans le cadre de la migration des données .
				C.	Intégration de systèmes : matériel, logiciels et composantes (COTS ou créés sur mesure) intégrés dans des systèmes nouveaux ou existants.
				D.	Architecture de bases de données et interfaces de systèmes.
				E.	Gestion du cycle de vie d'information ou de données.
				F.	Expérience dans l'amélioration de processus opérationnels et connaissance des ensembles d'outils de renseignements d'affaires.
				G.	Expertise en analyse de données et en résolution de problèmes
				H.	Conception de base de données.
			Sélectionner une seule note.	10	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 60 derniers mois dans l'intégration de base de données pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
				8	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 48 derniers mois dans l'intégration de base de données pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
				6	Minimum de 12 mois d'expérience confirmée au cours des 36 derniers mois dans l'intégration de base de données pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
Rédaction			Sélectionner une seule note.	2	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 60 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information (p. ex., système, analyse de données, base de données, mise en correspondance de données) .
				1	Minimum de 12 mois d'expérience confirmée au cours des 48 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion, des bases de données ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information .

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
			Obligatoire pour les ressources de niveau principal	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information .	
Communications	Critères du domaine d'évaluation (5)			A.	Communication d'un processus de mise en correspondance de base de données ou de conversion de données .
				B.	Capacité à communiquer clairement à l'oral et à l'écrit.
				C.	Travail avec des équipes multidisciplinaires dans la conception de systèmes de TI.
				D.	Communication d'une procédure de mise en correspondance et de conversion d'information pour l'interaction et l'intégration d'applications.
				E.	Communication d'un flux d'information et d'interactions et d'intégrations d'applications.
			Sélectionner une seule note.	5	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation.
				2	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée pour au moins 4 des critères du domaine d'évaluation.
					Obligatoire pour les ressources de niveau principal, critères C et D
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	1	Minimum de 12 mois d'expérience confirmée pour au moins 2 des critères du domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau intermédiaire
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 17 à 19	Principal	
			De 13 à 16	Intermédiaire	
			De 9 à 12	Subalterne	
			Moins de 9	N'atteint pas la note minimale requise	

Catégorie de ressources : spécialiste de la gestion de la configuration (spéc GC)

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Nom : (nom de la ressource envisagée ici)					
	Note d'autoévaluation	Note d'évaluation	Points possibles		
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)				
Études			Sélectionner une seule note.	3	Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire de premier cycle en informatique ou dans un domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
				2	Preuve de l'obtention d'un diplôme collégial en informatique ou dans un domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
				1	Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire de premier cycle dans n'importe quelle discipline.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (9)			A.	Préparation de plans et de procédures de gestion de la configuration.
				B.	Définition d'outils et de techniques de gestion de la configuration.
				C.	Définition d'exigences d'identification de la configuration.
				D.	Établissement et maintien d'un processus de contrôle de gestion de la configuration.
				E.	Gestion d'une cellule de gestion de données de configuration.
				F.	Établissement de procédures de vérification de la configuration.
				G.	Documentation sur l'état de la configuration.
				H.	Planification de versions.
				I.	Détermination d'exigences de gestion de la configuration dans des EDT, des listes d'exigences relatives aux produits livrables prévus au contrat et de descriptions d'éléments de données.
				10	Minimum de 60 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois pour au moins 8 des critères de ce domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau principal, critères A, B et I obligatoires

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
				8	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 84 derniers mois pour au moins 7 des critères de ce domaine d'évaluation.
				6	Minimum de 36 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 6 des critères de ce domaine d'évaluation.
				4	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 60 derniers mois pour au moins 5 des critères de ce domaine d'évaluation.
			Obligatoire		Minimum de 12 mois d'expérience confirmée au cours des 48 derniers mois en ingénierie de systèmes pour au moins 4 des critères .de ce domaine d'évaluation
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 10 à 13	Principal	
			De 8 à 9	Intermédiaire	
			De 5 à 7	Subalterne	
			Moins de 5	N'atteint pas la note minimale requise	

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

5.0 VOLET 4 – SERVICES DE CONTRÔLE DE LA QUALITÉ ET D'ASSURANCE DE LA QUALITÉ DES APPLICATIONS LOGICIELLES SPÉCIALISÉES DE L'IGLD

Catégorie de ressources : gestionnaire de l'assurance et du contrôle de la qualité (gest AQ/CQ)				
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)				
	Note d'autoévaluation	Note d'évaluation	Points possibles	
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)			
Études			2	Preuve de l'obtention d'un diplôme de maîtrise en génie logiciel, informatique, électrique ou des systèmes, en informatique ou en systèmes d'information ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
			1	Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire en génie logiciel, informatique, électrique ou des systèmes, en informatique ou en systèmes d'information ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (6)		A.	Direction de l'élaboration et de l'examen de plans d'essai, de scripts d'essai et de données d'essai d'assurance et de contrôle de la qualité.
			B.	Participation à des examens de modèles fonctionnels et techniques, exécution d'essais d'intégration, de fonctionnement et de système, et contrôle de résultats d'essais.
			C.	Détecter de défauts dans des logiciels et consigner de ces défauts dans un registre.
			D.	Correction de défauts avec d'autres ressources d'un projet.
			E.	Préparation de rapports sur la qualité de logiciels.
			F.	Réalisation d'essais de régression sur des applications logicielles.
			Sélectionner une seule note.	10

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
				8	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois pour au moins 5 des critères de ce domaine d'évaluation.
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	6	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
Expérience des projets de systèmes de défense			5		Minimum de 60 mois d'expérience confirmée sur des systèmes d'information de commandement et de contrôle militaires. Obligatoire pour les ressources de niveau principal
Rédaction			Sélectionner une seule note.	2	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois dans la préparation et l'ébauche de plans d'essai, de procédures d'essai et de rapports d'essai pour divers niveaux d'essais, dont l'unité, l'intégration, la régression, le système et l'acceptation par l'utilisation de logiciels.
				1	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois dans la préparation et l'ébauche de plans d'essai, de procédures d'essai et de rapports d'essai pour divers niveaux d'essais, dont l'unité, l'intégration, la régression, le système et l'acceptation par l'utilisation de logiciels.
			Obligatoire		Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans la préparation et l'ébauche de plans d'essai, de procédures d'essai et de rapports d'essai pour divers niveaux d'essais, dont l'unité, l'intégration, la régression, le système et l'acceptation par l'utilisation de logiciels.
Communications	Critères du domaine d'évaluation (3)			A.	Création et exécution de présentations et de breffages pour la haute direction afin d'expliquer des stratégies et des plans d'essai et une analyse des résultats.
				B.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
				C.	Direction d'équipes dans l'exécution de plans et de programmes d'essai.
			Sélectionner une seule note.	5	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
				3	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau principal
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	1	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau intermédiaire
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 20 à 24	Principal	
			De 10 à 19	Intermédiaire	
			Moins de 10	N'atteint pas la note minimale requise	

Catégorie de ressource : spécialiste de l'assurance de la qualité (spéc AQ)				
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)				
	Note d'autoévaluation	Note d'évaluation	Points possibles	
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)			
Études			2	Preuve de l'obtention d'un diplôme (minimum de deux ans) en sciences ou en ingénierie d'un collège ou d'une université reconnu.
			1	Preuve de l'obtention d'un diplôme d'études secondaires.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (6)		A.	Élaboration ou exécution de plans d'essai, de scripts d'essai et de données d'essai d'assurance et de contrôle de la qualité.
			B.	Participation à des examens de modèles fonctionnels et techniques, exécution d'essais d'intégration, de fonctionnement et de système, et contrôle de résultats d'essais.
			C.	Détection et consignation de défauts dans des logiciels.
			D.	Correction de défauts avec d'autres ressources d'un projet.
			E.	Préparation de rapports sur la qualité de logiciels.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
				F.	Réalisation d'essais de régression sur des applications logicielles.
			Sélectionner une seule note.	10	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois dans le secteur d'intérêt pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
				8	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans le secteur d'intérêt pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	6	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 48 derniers mois dans le secteur d'intérêt pour au moins 3 des critères de ce domaine d'évaluation.
Expérience des systèmes complexes, intégrés ou essentiels			5		Minimum de 48 mois d'expérience confirmée comme technicien ou spécialiste de l'assurance de la qualité sur des systèmes complexes, intégrés ou essentiels. Obligatoire pour les ressources de niveau principal
Rédaction			Sélectionner une seule note.	2	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois dans la préparation d'études de définitions techniques, d'analyses d'options, de documents d'essais techniques et de matériel de formation des formateurs pour des utilisateurs finals.
				1	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans la préparation d'études de définitions techniques, d'analyses d'options, de documents d'essais techniques et de matériel de formation des formateurs pour des utilisateurs finals.
			Obligatoire		Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 48 derniers mois dans la préparation d'études de définitions techniques, d'analyses d'options, de documents d'essais techniques et de matériel de formation des formateurs pour des utilisateurs finals.
Communications	Critères du domaine d'évaluation (4)			A.	Explication de plans, de procédures et de rapports d'essais d'assurance de la qualité à un client en contact avec des utilisateurs.
				B.	Planification, coordination et exécution d'un ou de plusieurs niveaux (produit, système, documents) d'essais d'assurance de la qualité.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
				C.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
				D.	Réalisation dans le domaine d'intérêt d'examen de conception, d'aspects techniques et de gestion pour surveiller les progrès réalisés et les problèmes possibles; prestation de conseils et production de rapports à ce sujet.
			Sélectionner une seule note.	5	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation.
				3	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée pour au moins 3 des critères du domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau principal, critères C et D obligatoires
				1	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée pour au moins 2 des critères du domaine d'évaluation . Obligatoire pour les ressources de niveau intermédiaire
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 18 à 24	Principal	
			De 10 à 17	Intermédiaire	
			De 5 à 9	Subalterne	
			Moins de 5	N'atteint pas la note minimale requise	

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Catégorie de ressource : spécialiste du contrôle de la qualité (spéc CQ)					
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)					
	Note d'autoévaluation	Note d'évaluation	Points possibles		
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)				
Études			2	Preuve de l'obtention d'un diplôme (minimum de deux ans) en sciences ou en ingénierie d'un collège ou d'une université reconnu.	
			1	Preuve de l'obtention d'un diplôme d'études secondaires.	
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (4)			A.	Surveillance de plans, de scripts et de données d'essai.
				B.	Tenue d'un registre des défauts de logiciels et de rapports de qualité.
				C.	Détection et consignation de défauts dans des logiciels.
				D.	Correction de défauts avec d'autres ressources d'un projet .
			Sélectionner une seule note.	10	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans le secteur d'intérêt pour au moins 3 des critères de ce domaine d'évaluation.
				8	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 36 derniers mois dans le secteur d'intérêt pour au moins 3 des critères de ce domaine d'évaluation.
6				Minimum de 12 mois d'expérience confirmée au cours des 24 derniers mois dans le secteur d'intérêt pour au moins 3 des critères de ce domaine d'évaluation.	
Expérience des systèmes complexes, intégrés ou essentiels			5	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée comme technicien ou spécialiste de l'assurance ou du contrôle de la qualité sur des systèmes complexes, intégrés ou essentiels.	
			Obligatoire pour les ressources de niveau principal		
Rédaction			Sélectionner une seule note.	2	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois dans la préparation d'études de définitions techniques, d'analyses d'options, de documents d'essais techniques et de matériel de formation des formateurs pour des utilisateurs finals.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
				1	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans la préparation d'études de définitions techniques, d'analyses d'options, de documents d'essais techniques et de matériel de formation des formateurs pour des utilisateurs finals.
			Obligatoire		Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 48 derniers mois dans la préparation d'études de définitions techniques, d'analyses d'options, de documents d'essais techniques et de matériel de formation des formateurs pour des utilisateurs finals.
Communications	Critères du domaine d'évaluation (4)			A.	Explication de plans, de procédures et de rapports d'essais d'assurance de la qualité à un client en contact avec des utilisateurs.
				B.	Planification, coordination et exécution d'un ou de plusieurs niveaux (produit, système, documents) d'essais d'assurance de la qualité.
				C.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
				D.	Réalisation dans le domaine d'intérêt d'examen de conception, d'aspects techniques et de gestion pour surveiller les progrès réalisés et les problèmes possibles; prestation de conseils et production de rapports à ce sujet.
			Sélectionner une seule note. Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	3	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation.
				2	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée pour au moins 3 des critères du domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau principal, critères C et D obligatoires
				1	Minimum de 12 mois d'expérience confirmée pour au moins 2 des critères du domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau intermédiaire
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 18 à 22	Principal	

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
			De 10 à 17	Intermédiaire	
			De 5 à 9	Subalterne	
			Moins de 5	N'atteint pas la note minimale requise	

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Catégorie de ressources : gestionnaire d'essais (gest essais)					
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)					
	Note d'autoévaluation Note d'évaluation		Points possibles		
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)				
Études			2	Preuve de l'obtention d'un diplôme de maîtrise en génie logiciel, informatique, électrique ou des systèmes, en informatique ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.	
			1	Preuve de l'obtention d'un diplôme collégial en programmation ou en informatique ou d'un baccalauréat en sciences ou dans un domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.	
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (6)			A.	Définition, élaboration et proposition de plans d'essai pour divers niveaux d'essais, dont l'unité, l'intégration, la régression, le système et l'acceptation par l'utilisation.
				B.	Organisation de planification du calendrier d'essais de logiciels.
				C.	Gestion et exécution d'activités d'essai de logiciels.
				D.	Validation de guides de l'utilisateur et de documents de logiciels.
				E.	Préparation de rapports d'essai de logiciels.
				F.	Vérification de spécifications de sécurité de logiciels et de technologies connexes.
			Sélectionner une seule note.	10	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois pour chacun des critères du domaine d'évaluation.
				8	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois pour au moins 5 des critères de ce domaine d'évaluation.
				6	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
		Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.			

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
Expérience des projets de systèmes de défense			5 Obligatoire pour les ressources de niveau principal		Minimum de 60 mois d'expérience confirmée sur des systèmes d'information de commandement et de contrôle militaires.
Rédaction			Sélectionner une seule note.	2	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois dans la préparation et l'ébauche de plans d'essai, de procédures d'essai et de rapports d'essai pour divers niveaux d'essais, dont l'unité, l'intégration, la régression, le système et l'acceptation par l'utilisation de logiciels.
				1	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois dans la préparation et l'ébauche de plans d'essai, de procédures d'essai et de rapports d'essai pour divers niveaux d'essais, dont l'unité, l'intégration, la régression, le système et l'acceptation par l'utilisation de logiciels.
			Obligatoire		Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans la préparation et l'ébauche de plans d'essai, de procédures d'essai et de rapports d'essai pour divers niveaux d'essais, dont l'unité, l'intégration, la régression, le système et l'acceptation par l'utilisation de logiciels.
Communications	Critères du domaine d'évaluation (3)			A.	Création et exécution de présentations et de breffages pour la haute direction afin d'expliquer des stratégies et des plans d'essai et une analyse des résultats.
				B.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
				C.	Direction d'équipes dans l'exécution de plans et de programmes d'essai.
			Sélectionner une seule note.	5	Minimum de 96 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation.
				2	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau principal

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
			Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	1	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau intermédiaire
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 19 à 24	Principal	
			De 10 à 18	Intermédiaire	
			Moins de 10	N'atteint pas la note minimale requis	

Catégorie de ressources : technicien d'essais (tech essais)				
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)				
	Note d'autoévaluation	Note d'évaluation	Points possibles	
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait ou avec une note numérique)			
Études			2	Preuve de l'obtention d'un diplôme (minimum de deux ans) en sciences ou en ingénierie d'un collège ou d'une université reconnu.
			1	Preuve de l'obtention d'un diplôme d'études secondaires.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (6)		A.	Établissement et tenue à jour de bibliothèques de sources et de codes objet pour un environnement comportant une diversité de plateformes et de systèmes d'exploitation.
			B.	Établissement de procédures d'essai dans le domaine d'intérêt pour les essais unitaires et les essais d'intégration et de régression en mettant l'accent sur l'automatisation des procédures d'essai.
			C.	Programmation et utilisation d'outils d'essai de logiciels automatisés, d'analyses réseau et d'équipement d'essai similaire.
			D.	Surveillance, assemblage, amélioration et manipulation de produits dans le domaine d'intérêt pour s'assurer qu'ils ne sont nullement défectueux.
			E.	Élaboration de scénarios et de scripts d'essai dans le domaine d'intérêt au

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
					moyen de techniques d'essai structurées.
				F.	Prestation de services de vérification et de validation pour des documents du domaine d'intérêt fournis par des FEO.
		Sélectionner une seule note.	10	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois dans le secteur d'intérêt pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.	
			8	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans le secteur d'intérêt pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.	
			6	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 48 derniers mois dans le secteur d'intérêt pour au moins 3 des critères de ce domaine d'évaluation.	
Expérience des systèmes complexes, intégrés ou essentiels			5 Obligatoire pour les ressources de niveau principal		Minimum de 60 mois d'expérience confirmée comme technicien d'essais sur des systèmes complexes, intégrés ou essentiels.
Rédaction			Sélectionner une seule note.	2	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois dans la préparation d'études de définitions techniques, d'analyses d'options, de documents d'essais techniques et de matériel de formation des formateurs pour des utilisateurs finals.
				1	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans la préparation d'études de définitions techniques, d'analyses d'options, de documents d'essais techniques et de matériel de formation des formateurs pour des utilisateurs finals.
				Obligatoire	
Communications	Critères du domaine d'évaluation (5)			A.	Explication de plans, de procédures et de rapports d'essais à un client en contact avec des utilisateurs.
				B.	Planification, coordination et exécution d'un ou de plusieurs niveaux d'essai (élément de configuration, système, système de systèmes).

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif.		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME	
				C.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
				D.	Direction d'équipes d'essai multidisciplinaires dans la conception de systèmes tactiques de TI.
				E.	Réalisation dans le domaine d'intérêt d'examens de conception, d'aspects techniques et de gestion pour surveiller les progrès réalisés et les problèmes possibles; prestation de conseils et production de rapports à ce sujet.
			Sélectionner une seule note.	5	Minimum de 72 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation.
				2	Minimum de 48 mois d'expérience confirmée pour au moins 3 des critères du domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau principal, critères C et D
				1	Minimum de 24 mois d'expérience confirmée pour au moins 2 des critères du domaine d'évaluation. Obligatoire pour les ressources de niveau intermédiaire
				Indiquer quels critères d'évaluation sont utilisés.	
Note finale	Total de l'autoévaluation	Total de l'évaluateur	Plage de notes par niveau pour cette catégorie d'emploi		
			De 18 à 24	Principal	
			De 10 à 17	Intermédiaire	
			De 5 à 9	Subalterne	
			Moins de 5	N'atteint pas la note minimale requise	

Solicitation No. – N° de l'invitation

W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur

009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client

W8486-217807

File No. – N° du dossier

009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

APPENDICE D DE L'ANNEXE A

ATTESTATIONS À L'ÉTAPE DE L'AUTORISATION DE TÂCHES

Les attestations ci-après doivent être utilisées, le cas échéant. Si elles s'appliquent, elles doivent être signées et jointes à l'offre de prix de l'entrepreneur au moment de sa soumission au Canada.

1. ATTESTATION D'ÉTUDES ET D'EXPÉRIENCE

L'entrepreneur atteste par la présente que tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et autres documents soumis pour l'exécution des travaux, plus particulièrement l'information relative aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels ont été vérifiés par ses soins et qu'ils sont complets et exacts. De plus, l'entrepreneur garantit que chaque personne qu'il propose pour l'exigence est capable d'effectuer les travaux décrits dans l'autorisation de tâches (AT).

Nom en caractères d'imprimerie de la personne autorisée et signature

Date

2. ATTESTATION DE LA DISPONIBILITÉ DU PERSONNEL

L'entrepreneur atteste que, s'il est autorisé à fournir des services dans le cadre de cette autorisation de tâche, les personnes proposées dans la proposition pourront commencer les travaux dans un délai raisonnable à compter de la date de délivrance de l'AT valide, ou dans le délai précisé dans le formulaire d'AT, et qu'elles demeureront disponibles pour réaliser les travaux requis.

Nom en caractères d'imprimerie de la personne autorisée et signature

Date

3. ATTESTATION DU STATUT DU PERSONNEL

Si l'entrepreneur a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, il atteste qu'il a obtenu la permission de la personne avant d'offrir ses services pour l'exécution des travaux afférents à la présente autorisation de tâches et de soumettre son curriculum vitæ au gouvernement du Canada. En tout temps pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne concernée, de la permission donnée à l'entrepreneur ainsi que de sa disponibilité. S'il omettait de donner suite à cette demande, l'entrepreneur pourrait commettre un manquement au contrat conformément aux conditions générales.

Nom en caractères d'imprimerie de la personne autorisée et signature

Date

4. ATTESTATION LINGUISTIQUE

L'entrepreneur atteste que la ressource proposée en réponse à la présente ébauche d'autorisation de tâches peut s'exprimer couramment en anglais ou bilingue. La personne proposée doit être en mesure de communiquer en anglais ou en français tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

Nom en caractères d'imprimerie de la personne autorisée et signature

Date

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

APPENDICE E DE L'ANNEXE A

LETTRE D'ATTESTATION DES ENTREPRENEURS INTÉGRÉS

Référence : Directives et ordonnances administratives de la Défense (DOAD), Série 3003
[\(<http://www.forces.gc.ca/fr/a-propos-politiques-normes-directives-ordonnances-administratives-defense/index.page>\)](http://www.forces.gc.ca/fr/a-propos-politiques-normes-directives-ordonnances-administratives-defense/index.page)

Nom de la personne (entrepreneur) : _____

Nom de l'entreprise : _____

Numéro de contrat du MDN : **À INSÉRER AU MOMENT DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT**

Vous avez été désigné ou désignée par le ministère de la Défense nationale (MDN) du Canada comme « entrepreneur intégré » ayant besoin d'examiner, d'avoir en votre possession ou de transférer des marchandises contrôlées et de la documentation technique contrôlée répondant à la définition de la DOAD 3003-0, Marchandises contrôlées. Les « entrepreneurs intégrés » sont des personnes spécifiquement désignées qui sont liées par contrat avec le MDN, qui travaillent, dans un établissement du MDN.

Aux termes de la DOAD 3003-1, Exigences relatives aux marchandises contrôlées en matière de gestion, de sécurité et d'accès, les « entrepreneurs intégrés » sont autorisés à avoir accès aux marchandises contrôlées et à des données techniques contrôlées au même titre que le personnel du MDN tant que certains critères sont respectés. Il vous faut apposer vos initiales après chacun des articles suivants afin de confirmer que vous, personnellement, respectez les critères suivants :

- _____ a) Vous ou votre société mère êtes inscrits, ou exemptés de l'inscription, auprès de la Direction des marchandises contrôlées de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (DMC – TPSGC);
- (i) Nom de l'entreprise : _____
- (ii) N° d'inscription : _____
- (iii) Date d'expiration de l'inscription : _____
- _____ b) Vous avez besoin de connaître des renseignements précis;
- _____ c) Vous détenez une autorisation de sécurité de niveau II (Secret) délivrée par le gouvernement du Canada.

En recevant cette autorisation d'accès au matériel contrôlé du MDN lorsqu'un tel accès est requis, vous êtes tenu de vous conformer à toutes les exigences de la DOAD 3003-1 relatives à la manipulation et à la protection des marchandises contrôlées. Vous devez également avoir suivi toutes les séances de formation pertinentes sur les marchandises contrôlées.

À titre d'« entrepreneur intégré » au MDN, il vous est interdit de communiquer de l'information relative aux marchandises contrôlées ou à la documentation technique contrôlée à qui que ce soit, sauf aux membres du personnel autorisé du MDN qui ont besoin de savoir et qui possèdent au moins l'habilitation de sécurité de niveau SECRET. Cette exigence s'étend aux autres personnes ayant été désignées comme entrepreneurs intégrés. Vous NE DEVEZ PAS communiquer ou transférer de marchandises contrôlées, y compris les données techniques, à des tiers externes, y compris la société qui vous emploie ou qui fait appel à vos services, à moins d'en avoir obtenu l'autorisation du Bureau de l'accès et du transfert de la technologie contrôlée (ATTC).

Le non-respect de la DOAD 3003-1 et des dispositions de la présente lettre pourrait entraîner le refus d'accorder l'accès aux marchandises contrôlées et à la documentation technique contrôlée et pourrait être

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

considéré comme un manquement à votre contrat ou une infraction à la *Loi sur la production de défense* (LPD).

En apposant votre signature ci-dessous, vous reconnaissez vos obligations et vos responsabilités à titre d'entrepreneur intégré au MDN en ce qui concerne les marchandises contrôlées.

Je soussigné(e), accepte par la présente de respecter les clauses de cette lettre et de la DOAD 3003.

Signature :

Nom de l'entrepreneur (caractères d'imprimerie) :

Date :

Nom du commandant/gestionnaire
du MDN/des FAC :

Solicitation No. – N° de l'invitation

W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur

009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client

W8486-217807

File No. – N° du dossier

009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

APPENDICE F DE L'ANNEXE A ENTENTE DE NON-DIVULGATION

Je soussigné(e), _____, reconnais que, dans le cadre de mon travail à titre d'employé ou de sous-traitant de _____, je pourrais avoir accès à des renseignements fournis par le Canada ou en son nom relativement aux travaux, en vertu du contrat portant le numéro de série **À PRÉCISER AU MOMENT DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT** entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux et _____, y compris des renseignements confidentiels ou des renseignements exclusifs appartenant à des tiers, ainsi que ceux qui sont conçus, générés ou produits par l'entrepreneur dans le cadre des travaux. Aux fins de cette entente, les renseignements comprennent, sans s'y limiter, tous les documents, instructions, directives, données, éléments matériels, avis ou autres, reçus verbalement, sous forme imprimée ou électronique ou autre, et considérés ou non comme exclusifs ou de nature délicate, qui sont divulgués à une personne ou dont une personne prend connaissance pendant l'exécution du contrat.

J'accepte de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou forme que ce soit, les renseignements décrits ci-dessus sauf à une personne employée par le Canada qui est autorisée à y avoir accès. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles énoncées dans toute instruction écrite ou orale, émise par le Canada, pour prévenir la divulgation ou l'accès à ces renseignements en contravention à la présente entente.

Je reconnais également que les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et que ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

Je consens à ce que l'obligation de cette entente survive à la fin du contrat portant le numéro de série : _____.

Signature de la ressource
(inclure le nom en caractères d'imprimerie)

Date (aa/mm/jj)

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

ANNEXE B BASE DE PAIEMENT

PÉRIODES INITIALES DU CONTRAT POUR LES 5 ANNÉES :

Volet de travail	Catégories de ressource	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme Année 1	Taux quotidien ferme Année 2	Taux quotidien ferme Année 3	Taux quotidien ferme Année 4	Taux quotidien ferme Année 5
	Gestionnaire de services (GDS)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
1. Services de soutien à l'environnement de développement et de génie logiciel de l'IGLD	Ingénieur réseau (Ing rés)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Intermédiaire	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Subalterne	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
	Administrateur réseau (Admin rés)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Intermédiaire	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Subalterne	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
	Architecte des services et applications (Arch serv/app)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Intermédiaire	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Subalterne	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
	Spécialiste du service de dépannage (Spéc SD)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Intermédiaire	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Subalterne	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
2. Services de soutien à l'ingénierie et au développement des produits	Gestionnaire de produits (Gest prod)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Intermédiaire	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

logiciels de l'IGLD	Architecte des logiciels (Arch log)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
	Ingénieur de l'innovation et des produits logiciels (Ing I et P log)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Intermédiaire	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Subalterne	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
	Spécialiste de la sécurité des logiciels (Spéc séc log)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Intermédiaire	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Subalterne	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
	Spécialiste des logiciels (Spéc log)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Intermédiaire	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Subalterne	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
	Programmeur (Progr)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Intermédiaire	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Subalterne	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
	Gestionnaire du cycle de vie des applications (GCVA)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Intermédiaire	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Subalterne	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

3. Services de gestion du savoir et de l'information de l'IGLD	Gestionnaire de la documentation, de la formation et de l'innovation (Gest DFI)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Contrôleur des manuels des logiciels (Contr man log)	Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Développeur de produits de formation sur les logiciels (Dév prod form log)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Spécialiste de la prestation de la formation sur les logiciels (Spéc pres form log)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Spécialiste de la disponibilité, des licences et de la distribution des logiciels (DLDL)	Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Intégrateur de bases de données (Intégr BD)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Spécialiste en gestion de la configuration (SGC)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

4. Services de contrôle de la qualité et d'assurance de la qualité des applications logicielles spécialisées de l'IGLD	Gestionnaire de l'assurance de la qualité et du contrôle de la qualité (Gest AQ/CQ)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Spécialiste de l'assurance de la qualité (Spéc AQ)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Spécialiste du contrôle de la qualité (Spéc CQ)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Gestionnaire d'essais (Gest essais)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Technicien d'essais (Tech essais)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____

PÉRIODES OPTIONNELLES :

Pour la prestation de services professionnels après la période initiale du contrat, si le Canada exerce son option de prolongation, les taux journaliers fermes pour chaque période d'option seront déterminés au moment de l'option à exercer, selon la formule suivante:

Taux journaliers fermes pour l'année précédente X

(1 + variation en pourcentage * dans la rémunération hebdomadaire moyenne de Statistique Canada par industrie, rapport annuel, tableau 14-10-0204-01 Catégorie de travail des services professionnels, scientifiques et techniques [54 541] entre les deux années civiles précédant la période d'option à déterminer

* la variation en pourcentage sera arrondie à 5 décimales.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Exemple: période d'option 1 exercée au cours de l'année civile 2020:

	Canada (carte)	
	Ensemble des salariés ⁵	
	Incluant temps supplémentaire	
Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)⁴	2018	2019
	Dollars courants	
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 385,53 ^A	1 439,18 ^A

(Rémunération hebdomadaire moyenne de 2019 – Rémunération hebdomadaire moyenne de 2018)

= % d'augmentation ou (% à la baisse)

Rémunération hebdomadaire moyenne de 2018

$$(1,439.18\$ - 1,385.53\$) / 1,385.53\$ = 0.0387216 = 3.87216 \%$$

Par conséquent, dans cet exemple, les taux pour la cinquième année seraient multipliés par 1,0387216 pour arriver aux taux journaliers fermes de la période d'option 1.

Dans le cas où le calcul de la firmeure ci-dessus aboutit à une « diminution en % », le taux quotidien pour la période d'option sera déterminé comme suit :

Taux quotidien fermes de l'année précédente multipliés par 1,000000.

Remarque : Afin de s'assurer que l'entrepreneur ne bénéficie pas d'une augmentation plus importantes du fait que l'indemnité journalière calculée n'est pas réduite même si la formule entraîne une diminution en pourcentage, l'augmentation en pourcentage calculée pour la période suivante sera réduite du pourcentage par rapport à l'année précédente.

Par exemple : si le pourcentage en diminution pour la première année optionnelle était calculée comme **-0.0152345** et que le pourcentage proportionnelle suivante pour la deuxième année optionnelle est **+0.0345614**, alors les taux de la première année optionnelle serait multiplié par $1 + (-0.0345614 - 0.0152345)$ ce qui équivaut à 1.0193269.

Volet de travail	Catégories de ressource	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme Période d'option 1 (Année 6)	Taux quotidien ferme Période d'option 2 (Année 7)	Taux quotidien ferme Période d'option 3 (Année 8)	Taux quotidien ferme Période d'option 4 (Année 9)	Taux quotidien ferme Période d'option 5 (Année 10)
	Gestionnaire de services (GDS)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
1. Services de soutien à l'environnement de	Ingénieur réseau (Ing rés)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

développement et de génie logiciel de l'IGLD		Subalterne	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
	Administrateur réseau (Admin rés)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Subalterne	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
	Architecte des services et applications (Arch serv/app)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Subalterne	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
	Spécialiste du service de dépannage (Spéc SD)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Subalterne	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
2. Services de soutien à l'ingénierie et au développement des produits logiciels de l'IGLD	Gestionnaire de produits (Gest prod)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
	Architecte des logiciels (Arch log)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
	Ingénieur de l'innovation et des produits logiciels (Ing I et P log)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Subalterne	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
	Spécialiste de la sécurité des logiciels (Spéc séc log)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Subalterne	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
	Spécialiste des logiciels (Spéc log)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Subalterne	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
	Programmeur (Progr)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

		Subalterne	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
	Gestionnaire du cycle de vie des applications (GCVA)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Subalterne	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
3. Services de gestion du savoir et de l'information de l'IGLD	Gestionnaire de la documentation, de la formation et de l'innovation (Gest DFI)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
	Contrôleur des manuels des logiciels (Contr man log)	Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Subalterne	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
	Développeur de produits de formation sur les logiciels (Dév prod form log)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Subalterne	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
	Spécialiste de la prestation de la formation sur les logiciels (Spéc pres form log)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Subalterne	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
	Spécialiste de la disponibilité, des licences et de la distribution des logiciels (DLDL)	Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Subalterne	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
	Intégrateur de bases de données (Intégr BD)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Subalterne	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
	Spécialiste en gestion de la configuration (SGC)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Subalterne	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
4. Services de contrôle de la	Gestionnaire de l'assurance de	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

qualité et d'assurance de la qualité des applications logicielles spécialisées de l'IGLD	la qualité et du contrôle de la qualité (Gest AQ/CQ)						
	Spécialiste de l'assurance de la qualité (Spéc AQ)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
	Spécialiste du contrôle de la qualité (Spéc CQ)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
	Gestionnaire d'essais (Gest essais)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
	Technicien d'essais (Tech essais)	Principal	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Intermédiaire	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$
		Subalterne	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$	À déterminer\$

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

ANNEXE C

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ



Contract Number / Numéro du contrat

W8486-217807

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction
DND		ADM(MAT)/DGLPMD/LCSPM
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work / Brève description du travail		
Directorate Land Command Support Program Management (DLCSPM) Software Engineering Facility (DSEF) Professional Services Contract		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? / Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		No <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/>
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? / Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		No <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/>
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? / Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) / (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		No <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/>
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? / Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		No <input checked="" type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/>
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? / S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		No <input checked="" type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/>
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input checked="" type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input checked="" type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input checked="" type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: CAN/US	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: CAN/US	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input checked="" type="checkbox"/>	PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input checked="" type="checkbox"/>	PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input checked="" type="checkbox"/>	PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input checked="" type="checkbox"/>	NATO SECRET / NATO SECRET <input checked="" type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET / SECRET <input checked="" type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET / SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET / TRÈS SECRET <input checked="" type="checkbox"/>		TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

Canada

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME



Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8486-217807

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

PART A (continued) / PARTIE A (suite)	
8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	No <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/> Non Oui
If Yes, indicate the level of sensitivity: Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité: Up to and including Top Secret	
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?	No <input checked="" type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> Non Oui
Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel: Document Number / Numéro du document:	
PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)	
10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis	
<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input checked="" type="checkbox"/> SECRET SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS	<input checked="" type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL
	<input checked="" type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET
	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
Special comments: Commentaires spéciaux: See Supplemental Security Classification Guide	
NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided. REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.	
10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?	
If Yes, will unscreened personnel be escorted? Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?	
On DND premises, unscreened pers. may only access public/reception zones	
No <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/> Non Oui	
No <input checked="" type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> Non Oui	
PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)	
INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS	
11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	
No <input checked="" type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> Non Oui	
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?	
No <input checked="" type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> Non Oui	
PRODUCTION	
11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises? Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?	
No <input checked="" type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> Non Oui	
INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)	
11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	
No <input checked="" type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> Non Oui	
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?	
No <input checked="" type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> Non Oui	

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

Canada

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

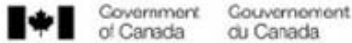
Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME



Contract Number / Numéro du contrat

W8486-217807

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COMSEC TOP SECRET COMSEC TRIS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIEL		TRIS SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL				A	B	C	CONFIDENTIEL	
Information / Assets Renseignements / Biens																
Production																
IT Media / Support IT																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

Canada

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

CETTE PAGE A ÉTÉ LAISSÉE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

APPENDICE A DE L'ANNEXE C GUIDE DE SÉCURITÉ SUPPLÉMENTAIRE

Partie A - Restrictions relatives aux versions multiples : Guide de sécurité

À remplir en plus de la question 7.b) de la LVERS lorsque des restrictions de divulgation sont identifiées. Indiquer à quels niveaux d'information s'appliquent les restrictions de diffusion. Noter dans le tableau si un niveau d'information comporte plusieurs restrictions (par exemple, une partie de l'information SECRET porte l'avertissement pour citoyens du Canada seulement alors que le reste de l'information SECRET ne comporte aucune restriction de diffusion).

Informations sur le Canada

Citoyenneté Restriction	PROTÉGÉ			CLASSIFIÉ			
	A	B	C	CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET	TOP SECRET (SIGINT)
Aucune restriction de diffusion	X	X					
Non libérable							
Restreint à : CAN	X	X		X	X	X	
Résidents permanents Inclus*							

Informations l'OTAN

Citoyenneté Restriction	NATO NON CLASSIFIÉ	RESTREINT PAR L'OTAN	CONFIDENTIELLE DE L'OTAN	NATO SECRET	TOP SECRET COSMIQUE
Tous les pays de l'OTAN	X	X			
Restreint à : CAN			X	X	
Résidents permanents Inclus*					

Informations étrangers

Citoyenneté Restriction	PROTÉGÉ			CLASSIFIÉ			
	A	B	C	CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET	TOP SECRET (SIGINT)
Aucune restriction de diffusion							
Restreint à : CAN							
Résidents permanents Inclus*							

Information COMSEC

Citoyenneté Restriction	PROTÉGÉ			CLASSIFIÉ			
	A	B	C	CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET	TOP SECRET (SIGINT)
Non libérable							
Restreint à : CAN					X	X	

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PIÈCE JOINTE 2.1

ESTIMATION DES BESOINS EN RESSOURCES POUR L'ANNÉE 1

RESSOURCES CONTRACTUELLES REQUISES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT (ANNÉE 1)

1. La présente pièce jointe fournit des renseignements détaillés sur les 118 ressources contractuelles qui doivent être fournies par l'entrepreneur immédiatement après l'attribution du contrat. Ces ressources contractuelles seront affectées aux volets de travail suivants au sein de l'IGLD :

Gestionnaire de services de l'IGLD

Volet de travail 1 – Services de soutien à l'environnement de développement et de génie logiciel de l'IGLD

Volet de travail 2 – Services de soutien à l'ingénierie et au développement des produits logiciels de l'IGLD

Volet de travail 3 – Services de gestion du savoir et de l'information de l'IGLD

Volet de travail 4 – Services de contrôle de la qualité et d'assurance de la qualité des applications logicielles spécialisées de l'IGLD

2. **Autorisation de sécurité** : Toutes ressources contractuelles indiquées dans la présente pièce jointe devront avoir minimalement une autorisation de sécurité de niveau II à l'attribution du contrat.

2.1 GESTIONNAIRE DE SERVICES DE L'IGLD

Catégorie de ressources	Titre abrégé	Niveau d'effort moyen (nombre de jours par année)	Subalterne	Intermédiaire	Principal	Total
Gestionnaire de services	GDS	220	0	0	1	1
					Total :	1

Tableau A2.1 : Catégories de ressources pour le bureau de soutien à la gestion de l'IGLD

2.2 VOLET DE TRAVAIL 1 – SERVICES DE SOUTIEN À L'ENVIRONNEMENT DE DÉVELOPPEMENT ET DE GÉNIE LOGICIEL DE L'IGLD

Catégorie de ressources	Titre abrégé	Niveau d'effort moyen (nombre de jours par année)	Subalterne	Intermédiaire	Principal	Total
Ingénieur réseau	Ing rés	220	1	2	1	4
Administrateur réseau	Admin rés	220	1	2	1	4
Architecte des services et applications	Arch serv/app	220	3	2	1	6
Spécialiste du service de dépannage	Spéc SD	220	3	1	1	6
					Total :	20

Tableau A2.2 : Catégories de ressources pour les services de soutien à l'environnement de développement et de génie logiciel de l'IGLD

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

2.3 VOLET DE TRAVAIL 2 – SERVICES DE SOUTIEN À L'INGÉNIERIE ET AU DÉVELOPPEMENT DES PRODUITS LOGICIELS DE L'IGLD

Catégorie de ressources	Titre abrégé	Niveau d'effort moyen (nombre de jours par année)	Subalterne	Intermédiaire	Principal	Total
Gestionnaire de produits	Gest prod	220	0	1	4	5
Architecte des logiciels	Arch log	220	0	0	4	4
Ingénieur de l'innovation et des produits logiciels	Ing I et P log	220	1	3	2	6
Spécialiste de la sécurité des logiciels	Spéc séc log	220	1	2	1	4
Spécialiste des logiciels	Spéc log	220	6	5	3	14
Programmeur	Progr	220	12	7	6	25
Gestionnaire du cycle de vie des applications	GCVA	220	1	2	1	4
					Total :	62

Tableau A2.3 : Catégories de ressources pour les services de soutien à l'ingénierie et au développement des produits logiciels de l'IGLD

2.4 VOLET DE TRAVAIL 3 – SERVICES DE GESTION DU SAVOIR ET DE L'INFORMATION DE L'IGLD

Catégorie de ressources	Titre abrégé	Niveau d'effort moyen (nombre de jours par année)	Subalterne	Intermédiaire	Principal	Total
Gestionnaire de la documentation, de la formation et de l'innovation	Gest DFI	220	0	0	1	1
Contrôleur des manuels des logiciels	Contr man log	220	1	1	0	2
Développeur de produits de formation sur les logiciels	Dév prod form log	220	1	1	1	3
Spécialiste de la prestation de la formation sur les logiciels	Spéc pres form log	220	1	1	1	3
Spécialiste de la disponibilité, des licences et de la distribution des logiciels	DLDL	220	1	1	0	2
Intégrateur de bases de données	Intégr BD	220	2	2	2	6
Spécialiste en gestion de la configuration	SGC	220	1	1	1	3
					Total :	20

Tableau A2.4 : Catégories de ressources pour les services de gestion du savoir et de l'information de l'IGLD

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

2.5 VOLET DE TRAVAIL 4 – SERVICES DE CONTRÔLE DE LA QUALITÉ ET D'ASSURANCE DE LA QUALITÉ DES APPLICATIONS LOGICIELLES SPÉCIALISÉES DE L'IGLD

Catégorie de ressources	Titre abrégé	Niveau d'effort moyen (nombre de jours par année)	Subalterne	Intermédiaire	Principal	Total
Gestionnaire de l'assurance de la qualité et du contrôle de la qualité	Gest AQ/CQ	220	0	0	1	1
Spécialiste de l'assurance de la qualité	Spéc AQ	220	0	1	1	2
Spécialiste du contrôle de la qualité	Spéc CQ	220	0	1	2	3
Gestionnaire d'essais	Gest essais	220	0	1	2	3
Technicien d'essais	Tech essais	220	3	2	1	6
					Total :	15

Tableau A2.5 : Catégories de ressources pour les services de contrôle de la qualité et d'assurance de la qualité des applications logicielles spécialisées de l'IGLD

RESSOURCES CONTRACTUELLES REQUISES (PRÉVISIONS) POUR LES ANNÉES SUBSÉQUENTES

Compte tenu de la charge de travail actuellement projetée, il est prévu qu'il y aura une augmentation des besoins en ressources à partir de la quatrième année du contrat. De plus, il est prévu que nous recevrons des besoins opérationnels imprévus pendant la durée du contrat. Pour soutenir ces projets imprévus, nous aurons besoin d'une augmentation du niveau de ressources requis.

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PIÈCE JOINTE 3.1

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

Dénomination sociale complète du soumissionnaire		
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex., à des fins de précisions)	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	N° de téléphone	
	Courriel	
Agent de sécurité du contrat (ASC) du soumissionnaire	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	N° de téléphone	
	Courriel	
Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) du soumissionnaire [Voir les Instructions et conditions uniformisées de 2003] [Remarque à l'intention des soumissionnaires : <i>Le NEA donné doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la soumission. Si ce n'est pas le cas, le soumissionnaire sera déterminé en fonction de la dénomination sociale fournie plutôt qu'en fonction du NEA, et le soumissionnaire devra fournir le NEA qui correspond à la dénomination sociale du soumissionnaire.]</i>		
Compétence du contrat : Province ou territoire du Canada choisi par le soumissionnaire et qui aura les compétences sur tout contrat subséquent (si différente de celle précisée dans la demande)		
Anciens fonctionnaires Pour obtenir une définition d'« ancien fonctionnaire », voir la clause intitulée « Ancien fonctionnaire », dans la partie 2 de la demande de soumissions.	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire recevant une pension, comme il est défini dans la demande de soumissions? Oui _____ Non _____ Dans l'affirmative, fournir l'information exigée à l'article de la partie 2, intitulé « Ancien fonctionnaire ».	
	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire dans le cadre de dispositions d'un programme de réduction des effectifs? Oui _____ Non _____ Dans l'affirmative, fournir l'information exigée à l'article de la partie 2, intitulé « Ancien fonctionnaire ».	

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B		Amd. No – N° de la modif. 		Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS	
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807		File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807		CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME 	
Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire [Indiquer le niveau et la date d'attribution] [Remarque à l'intention des soumissionnaires : <i>Le nom dans l'attestation de sécurité doit correspondre à la dénomination sociale du soumissionnaire. Si ce n'est pas le cas, l'attestation n'est pas valide pour le soumissionnaire.]</i>		NIVEAU		DATE D'ATTRIBUTION	
Numéro d'inscription pour les marchandises contrôlées [Remarque à l'intention des soumissionnaires : <i>Veuillez fournir le numéro d'inscription pour les marchandises contrôlées ainsi que la date d'expiration de la personne morale qui présente la soumission.]</i>		LE NUMÉRO D'INSCRIPTION		DATE D'EXPIRATION	
<p>En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de soumissions en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la demande et que :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le soumissionnaire considère que lui-même et les ressources qu'il propose peuvent répondre aux exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions; 2. Cette soumission est valide pour la période demandée dans la demande de soumissions; 3. Tous les renseignements fournis dans cette soumission sont complets et exacts; 4. Si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier se conformera à toutes les modalités énoncées dans les clauses concernant le contrat subséquent et comprises dans la demande de soumissions. 					
Signature du représentant autorisé du soumissionnaire :					
Date :					

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PIÈCE JOINTE 3.2
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé à l'aide des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat Visa;
- () Carte d'achat MasterCard;
- () Dépôt direct (national et international);
- () Échange de données informatisées (EDI);
- () Virement télégraphique (international seulement);

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PIÈCE JOINTE 3.3

COORDONNÉES DES CLIENTS CITÉS EN RÉFÉRENCE

Coordonnées des clients cités en référence :

Nom de l'organisation cliente : _____

Nom du client : _____

Titre du client : _____

N° de téléphone du client :. _____

Adresse électronique : _____

Documents à l'appui : Le soumissionnaire doit joindre au présent formulaire une copie de la page couverture du contrat de référence (dernière modification), une copie de l'énoncé des travaux et toute autre documentation à l'appui requise pour justifier la conformité aux exigences de la demande de soumissions. Ces documents comprennent entre autres :

- Copie des autorisations de tâches délivrées en vertu du contrat cité en référence;
- Copie des factures;
- Lettre signée de la part de la référence du client confirmant l'expérience du soumissionnaire.

Remarque : Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que les documents à l'appui fournissent suffisamment de détails pour démontrer la conformité aux critères d'évaluation.

N° de contrat : _____

Date de début: _____ Date d'expiration (selon la dernière modification) : _____

Lieu de travail : _____

Valeur totale du contrat (selon la dernière modification, taxes applicables incluses) : _____

Description des services, y compris le nombre de ressources fournies travaillant simultanément et les domaines de spécialités : _____

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

En apposant sa signature ci-dessous, le soumissionnaire atteste que les renseignements fournis dans le présent formulaire sont exacts.

**Signature du représentant autorisé du
soumissionnaire :**

Nom : _____

Titre : _____

Signature : _____

Date : _____

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PIÈCE JOINTE 3.4

TABLEAU SOMMAIRE DES COORDONNÉES DES CLIENTS CITÉS EN RÉFÉRENCE

Le tableau sommaire à être complété par les soumissionnaires pour chaque clients cités en référence soumis à la pièce-jointe 3.3 ci-dessus.

Entré le numéro du contrat de la pièce-jointe 3.3 – Formulaire de Coordonnées des clients cités en référence :

Numéro du contrat : _____

Nom de l'entreprise	Nom de la ressource	Date de début	Date de fin	Catégories de main-d'œuvre	Domaines de spécialisation	Description du travail ou services offerte

Entrez le nombre total des ressources fournies sous le numéro du contrat indiqué ci-dessus :

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PIÈCE JOINTE 4.1

CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES

Critères techniques obligatoires			
Critères techniques obligatoires de l'entreprise			
N°	Description des critères techniques (CT) obligatoires	Attestation du soumissionnaire	Renvoi à d'autres documents justificatifs inclus dans la soumission
CTO.1	<p>Le soumissionnaire doit fournir une preuve de son expérience dans la fourniture d'un minimum de 50 ressources travaillant simultanément pendant une période d'au moins 36 mois au cours des cent vingt (120) derniers mois, en vertu de contrat de services professionnels en informatique.</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir une preuve de cette expérience en soumettant un maximum de 4 contrats.</p> <p>Pour chaque contrat, le soumissionnaire doit avoir été l'entrepreneur principal, et non un sous-traitant. Autrement dit, le soumissionnaire doit avoir passé un contrat directement avec le client. Si l'engagement du soumissionnaire consistait à réaliser des travaux qui faisaient partie d'un contrat conclu par une autre entité, le soumissionnaire n'est pas considéré comme entrepreneur principal. Par exemple, Z (le client) attribue à Y un contrat de service. Y, à son tour, a engagé X pour lui fournir une partie ou la totalité des services demandés par Z. Dans cet exemple, Y est l'entrepreneur principal et X est un sous-traitant.</p> <p>REMARQUE : Le soumissionnaire doit démontrer qu'au moins 50 ressources ont été fournies simultanément chaque mois pendant la période complète de 36 mois. Il ne doit pas y avoir d'interruption des services fournis par les ressources pendant la période complète de 36 mois.</p> <p>Par exemple, si le soumissionnaire démontre qu'il a fourni 50 ressources au cours des mois 1 à 20 et 22 à 36, mais qu'il n'en a fourni que 40 au cours du</p>	<p>Pour montrer qu'il répond à ce critère, le soumissionnaire doit soumettre un formulaire de coordonnées de référence du client dûment rempli et signé (pièce jointe 3.3) et une copie de chaque contrat de référence dans son intégralité.</p>	

	mois 21, il sera considéré comme non conforme.		
CTO.2	<p>Le soumissionnaire doit fournir une ressource proposée qui satisfait aux exigences de qualification et d'expérience pour le poste de gestionnaire de services (GDS).</p> <p>Pour que l'expérience soit admissible, le soumissionnaire doit fournir la preuve que les ressources proposées ont accompli au moins 75 % des tâches du gestionnaire de services détaillées à la section 3.2 de l'annexe A, Énoncé des travaux.</p>	<p>Pour montrer qu'il répond à ce critère, le soumissionnaire doit :</p> <p>fournir le curriculum vitæ du candidat qui démontre clairement la satisfaction des exigences de qualification et d'expérience; et remplir le tableau des critères techniques obligatoires pour le gestionnaire de services (GDS) ci-dessous.</p>	
CTO.3	<p>Le soumissionnaire doit fournir des ressources proposées qui satisfont aux exigences de qualification et d'expérience pour les catégories d'emploi suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Ingénieur électricien (principal) 2. Architecte des services et applications (principal) 3. Architecte logiciel (principal) 4. Ingénieur de l'innovation et des produits logiciels (principal) 5. Spécialiste de la sécurité des logiciels (principal) 6. Programmeur (principal) 7. Gestionnaire du cycle de vie des applications (intermédiaire) 8. Contrôleur des manuels des logiciels (principal) 9. Développeur de produits de formation sur les logiciels (principal) 10. Intégrateur de bases de données (principal) 	<p>Pour montrer qu'il répond à ce critère, le soumissionnaire doit :</p> <p>fournir les curriculum vitæ des candidats qui démontrent clairement la satisfaction des exigences de qualification et d'expérience et remplir le tableau des critères techniques obligatoires pour les ressources ci-dessous.</p>	

Solicitation No. – N° de l'invitation

W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.**Buyer ID – Id de l'acheteur**

009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client

W8486-217807

File No. – N° du dossier

009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

	<p>11. Spécialiste de l'assurance de la qualité (principal)</p> <p>12. Gestionnaire de test (principal)</p>		
CTO.4	<p>Le soumissionnaire doit fournir une preuve d'expérience *récente et pertinente, à la date de clôture de la demande de soumissions, dans la prestation de services professionnels en informatique dans chacun des domaines spécialisés suivants :</p> <p>a. Applications relatives à la puissance de feu – logiciel de conduite de tir indirect, logiciel de conduite de tir d'artillerie, logiciel de contrôle balistique.</p> <p>b. Application de renseignement, surveillance et reconnaissance (RSR) – logiciel de radar, logiciel de collecte de renseignements, logiciel d'imagerie et de géomatique, base de données RSR.</p> <p>c. Applications de C4ISR – logiciel de fusion de données, logiciel de commandement et de contrôle, logiciel de communication tactique, base de données opérationnelles.</p> <p>d. Applications de modélisation et de simulation – Toutes les applications de simulation constructive soutenant les activités de génération de forces militaires.</p> <p>Remarques :</p> <p>i. *L'expérience récente et pertinente est définie comme la fourniture d'un minimum d'une année-personne (a.-p.) dans chacun des domaines spécialisés</p>		

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

	<p>au cours des cinq dernières années.</p> <p>ii. Chacun des domaines de spécialité énumérés peut être satisfait par n'importe quel partenaire de coentreprise. Veuillez-vous reporter à la partie 3, article 3.1 (g) Expérience de la coentreprise de la DP.</p>		
CTO.5	<p>Le soumissionnaire doit décrire le plan de diversité et d'inclusion de l'entreprise qui sera mis en place dans le cadre de ce contrat. Le plan de diversité et d'inclusion doit contenir ce qui suit :</p> <p>1. Stratégie de recrutement : Le plan doit montrer les objectifs relatifs au recrutement de divers groupe de femmes, d'hommes, de personnes de genres divers, de personnes handicapées ainsi des personnes autochtones.</p> <p>a. Dans quelle capacité les nouvelles ressources provenant de groupes divers, personnes handicapées ou personnes autochtones seront-elles employées?</p> <p>b. Comment le soumissionnaire entend-il faire croître le nombre provenant de groupes divers, personnes handicapées ou personnes autochtones?</p> <p>c. Votre organisation a-t-elle un ou des programmes internes de développement de la diversité et de l'inclusion, y compris le développement de carrière et la formation en cours d'emploi, ou en partenariat avec un ou des programmes coopératifs avec des universités et/ou des collègues canadiens?</p>	<p>Pour démontrer la conformité à ce critère, le soumissionnaire doit fournir un plan de diversité et d'inclusion initial dûment rempli avec sa soumission. Le plan doit contenir au maximum quatre (4) pages. Seules les 4 premières pages du plan seront évaluées s'il dépasse 4 pages.</p>	

Solicitation No. – N° de l'invitation

W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur

009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client

W8486-217807

File No. – N° du dossier

009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

<p>i. Si oui, décrivez votre ou vos programmes de perfectionnement, de perfectionnement professionnel et de formation en milieu de travail que votre organisation a l'intention de mettre en place dans le cadre de ce contrat ou votre implication auprès d'universités et/ou collègues canadiens.</p> <p>ii. Si non, quel sera votre engagement et comment comptez-vous développer un ou des programme(s), de développement de carrière et de formation en milieu de travail ou de partenariat ?</p> <p>2. Initiatives d'analyse de collecte de données pour l'ACS+ : Cette section doit fournir des données à l'appui des efforts continus pour s'assurer que les considérations de genre, de diversité et d'inclusion ainsi que les personnes autochtones sont intégrées dans l'élaboration et le renouvellement des plans, politiques, programmes et programmes de recrutement/rétention de votre organisation et prestations de service.</p> <p>Liens :</p> <p>Analyse comparative entre les sexes Analyse comparative entre les sexes - Canada.ca</p> <p>Analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) https://femmes-egalite-genres.canada.ca/fr/analyse-comparative-entre-sexes-plus.html</p>		
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

CRITÈRES OBLIGATOIRES TECHNIQUES DES RESSOURCES

Catégorie de ressources : gestionnaire de services (GDS)

Nom : (nom de la ressource envisagée ici)

	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait)		Critères techniques obligatoires		
Études					Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire de premier cycle en science, technologie, ingénierie ou mathématiques (STIM).
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation		A.		Expérience confirmée de travail comme gestionnaire de projet pour des projets de génie logiciel ou technologique comportant des dépenses annuelles de plus de 1 million de dollars.
			B.		Expérience confirmée en préparation et en présentation de documents techniques et de documents de gestion.
			C.		Expérience confirmée en gestion des intervenants et des communications dans un environnement de projet.
			D.		Expérience confirmée en gestion financière de projets comportant des dépenses annuelles de plus de 1 million de dollars.
			E.		Expérience confirmée en gestion de la portée de projets de génie logiciel ou technologique comportant des dépenses annuelles de plus de 1 million de dollars.
			F.		Expérience confirmée en gestion de calendriers de projets comportant des dépenses annuelles de plus de 1 million de dollars.
			G.		Expérience confirmée en gestion du risque de projets de génie logiciel ou technologique comportant des dépenses annuelles de plus de 1 million de dollars.
			H.		Rédaction de correspondance et formulation de recommandations sur l'acceptation ou le rejet de produits livrables.
					Minimum de 84 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois pour chacun des critères du domaine d'évaluation.
	Autoévaluation Satisfait/Non satisfait	Évaluateur Satisfait/Non satisfait			

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Catégorie de ressources : ingénieur réseau (ing rés), principal

Nom : (nom de la ressource envisagée ici)

	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait)		Critères techniques obligatoires	
Études				Preuve de l'obtention d'un baccalauréat en science, technologie, ingénierie ou mathématiques (STIM) dans les domaines des réseaux, des logiciels, de l'informatique, des systèmes ou de l'électricité, ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (8)		A.	Analyse, conception et mise en place d'architectures de systèmes de réseau.
			B.	Ingénierie des réseaux et sécurité des systèmes de réseau (matériel, logiciels et réseau), y compris les clés de chiffrement et les dispositifs, matériels, micrologiciels et logiciels qui contiennent ou décrivent la logique de chiffrement.
			C.	Ingénierie des réseaux pour les systèmes en temps réel, les systèmes distribués, les systèmes intégrés ou les environnements de systèmes essentiels aux missions.
			D.	Intégration de systèmes de réseau : matériel, logiciels et composantes (COTS ou créés sur mesure) intégrés dans des systèmes nouveaux ou existants.
			E.	Architecture de réseau directement liée aux pratiques de mise en œuvre, comme la nomenclature de couche 2, la sélection de protocoles de routage, les protocoles de sécurité et les modèles de déploiement dans un environnement hautement sécuritaire.
			F.	Analyse, conception, intégration, essai et mise en œuvre de réseaux de communication.
			G.	Gestion du cycle de vie de systèmes de réseau.
			H.	Utilisation d'un outil de modélisation et de simulation informatique pour réaliser des études de rendement ou élaborer des protocoles de communication réseau ou sans fil.
				Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Rédaction			Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information.
Communications	Critères du domaine d'évaluation (5)	A.	Communication de cadres et de stratégies en matière de technologie de réseau à des gestionnaires et à du personnel technique.
		B.	Communication d'une orientation d'ingénierie de réseau pour des projets ou des systèmes.
		C.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
		D.	Direction d'équipes dans la conception de systèmes, de cadres et de stratégies de réseau.
		E.	Exécution de plans stratégiques, opérationnels ou tactiques pour des projets ou des systèmes afin de poursuivre la stratégie d'entreprise .
			Minimum de 72 mois d'expérience confirmée pour au moins 4 des critères du domaine d'évaluation (critères C et D obligatoires) .
	Autoévaluation Satisfait/Non satisfait	Évaluateur Satisfait/Non satisfait	

Catégorie de ressources : architecte des services et applications (arch serv/app), principal			
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)			
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait)	Critères techniques obligatoires	
Études			Preuve de l'obtention d'un baccalauréat en science, technologie, ingénierie ou mathématiques (STIM) dans les domaines des réseaux, des logiciels, de l'informatique, des systèmes ou de l'électricité, ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (4)	A.	Conception d'une architecture d'information opérationnelle dans au moins un des domaines suivants :

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			<ul style="list-style-type: none">1. Architecture d'entreprise pour des systèmes d'information;2. Collecte de renseignements pour des systèmes complexes;3. Architecture de système de commandement, de contrôle, de communication et d'information dans un environnement de plateforme distribuée;4. Architecture de système de commandement, de contrôle, de communication et d'information dans un environnement client/serveur;5. Architecture de système d'information militaire et/ou;6. Définition et mise en place d'une architecture de données pour des systèmes C4ISR ou des systèmes semblables.
		B.	<p>Analyse, conception ou mise en œuvre de solutions dans au moins un des domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">1. Systèmes de communication et d'information C2 dans un environnement de plateforme distribuée;2. Systèmes de communication et d'information C2 dans un environnement client/serveur;3. Systèmes d'information militaires;4. Solutions d'interopérabilité des systèmes d'information communs ou interarmés avec les accords de standardisation de l'OTAN; et5. Solutions de gestion (applications, outils et processus) pour les systèmes de communication et d'information.
		C.	<p>Expérience confirmée dans l'intégration, la vérification et la validation de systèmes, pour les composantes matérielles et logicielles (COTS ou créées sur mesure) dans des systèmes nouveaux ou existants, dans un des domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">1. Systèmes de communication et d'information C2 dans un environnement de plateforme distribuée;2. Systèmes de communication et d'information C2 dans un environnement client/serveur;3. Systèmes d'information militaires;4. Solutions d'interopérabilité des systèmes d'information communs ou interarmées avec les accords de standardisation de l'OTAN; et

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

					5. Solutions de gestion (applications, outils et processus) pour les systèmes de communication et d'information
				D.	Expérience confirmée comme ingénieur des systèmes dans les systèmes de communication et d'information (matériel, logiciel et réseau) ou comme ingénieur spécialisé (sécurité, modélisation, simulation, ISTAR).
					Minimum de 120 mois d'expérience confirmée pour au moins 1 des critères du domaine d'évaluation.
Expérience des projets de systèmes de défense					Minimum de 60 mois d'expérience confirmée comme architecte de système sur des systèmes de communication et d'information C2 militaires.
Rédaction					Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information.
			Obligatoire		Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information.
Communications	Critères du domaine d'évaluation (5)			A.	Communication de cadres et de stratégies en matière de technologie de l'information à des gestionnaires et à du personnel technique.
				B.	Communication d'une orientation d'ingénierie de système pour des projets ou des systèmes.
				C.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
				D.	Direction d'équipes multidisciplinaires dans la conception de systèmes, de cadres et de stratégies tactiques pour des technologies de l'information.
				E.	Exécution de plans stratégiques, opérationnels ou tactiques pour des projets ou des systèmes afin de poursuivre la stratégie d'entreprise.
					Minimum de 72 mois d'expérience confirmée pour au moins 4 des critères du domaine d'évaluation (critères C et D obligatoires).

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

	Autoévaluation Satisfait/Non satisfait	Évaluateur Satisfait/Non satisfait	

Catégorie de ressources : architecte des logiciels (arch log), principal

Nom : (nom de la ressource envisagée ici)

	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait)	Critères techniques obligatoires	
Études			Preuve de l'obtention d'un baccalauréat en génie logiciel, informatique, électrique ou des systèmes ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (9)	A.	Architecture client/serveur et technologies connexes.
		B.	Analyse, conception et mise en place d'architectures logicielles.
		C.	Génie des communications et sécurité des systèmes (matériel, logiciels et réseau), y compris les clés de chiffrement et les dispositifs, matériels, micrologiciels et logiciels qui contiennent ou décrivent la logique de chiffrement.
		D.	Expérience dans les systèmes en temps réel, les systèmes distribués, les systèmes intégrés ou les systèmes essentiels aux missions.
		E.	Définition, cadre et mise en place d'architectures pour des systèmes militaires.
		F.	Intégration de logiciels : matériel, logiciels et composantes (COTS ou créés sur mesure) intégrés dans des systèmes nouveaux ou existants.
		G.	Utilisation d'un outil de modélisation et de simulation informatique pour réaliser des études de rendement de logiciels ou développer des logiciels.
		H.	Expérience confirmée dans le domaine de la puissance de feu, du RSR, du C4ISR ou du développement d'applications de modélisation et simulation.
		I.	Gestion du cycle de vie de logiciels
			Minimum de 180 mois d'expérience confirmée au cours des 204 derniers mois comme architecture logiciel pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.

Solicitation No. – N° de l'invitation

W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur

009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client

W8486-217807

File No. – N° du dossier

009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Expérience des projets de systèmes de défense				Minimum de 120 mois d'expérience confirmée comme architecte logiciel sur des systèmes d'information logicielle C2 militaires.
Équipe intégrée des produits (EIP)				Minimum de 60 mois d'expérience confirmée comme architecte logiciel dans une EPI pour un client sur place.
Rédaction				Minimum de 96 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information.
Communications	Critères du domaine d'évaluation (5)			A. Communication de cadres et de stratégies en matière de technologie de l'information à des gestionnaires et à du personnel technique.
				B. Communication d'une orientation de génie logiciel pour des projets ou des systèmes.
				C. Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
				D. Direction d'équipes multidisciplinaires dans la conception de systèmes, de cadres et de stratégies pour des applications logicielles.
				E. Exécution de plans stratégiques, opérationnels ou tactiques pour des projets ou des systèmes afin de poursuivre la stratégie d'entreprise.
				Minimum de 120 mois d'expérience confirmée pour au moins 4 des critères du domaine d'évaluation (critères C et D obligatoires).
	Autoévaluation Satisfait/Non satisfait		Évaluateur Satisfait/Non satisfait	

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Catégorie de ressources : ingénieur de l'innovation et des produits logiciels (ing I et P log), principal

Nom : (nom de la ressource envisagée ici)

	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait)	Critères techniques obligatoires	
Études			Preuve de l'obtention d'un baccalauréat en génie logiciel, informatique, électrique ou des systèmes ou dans un autre domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (9)	A.	Direction de la vision technique pour des produits et des capacités logicielles.
		B.	Élaboration d'architectures techniques, des cadres de travail et des stratégies afin de satisfaire à des besoins en logiciels ou en systèmes.
		C.	Analyse, conception et mise en œuvre de systèmes et d'architectures logiciels.
		D.	Conception, élaboration et évaluation de solutions techniques pour régler des problèmes complexes dans des produits.
		E.	Élaboration, définition, cadre et mise en place d'architectures de données pour des produits logiciels et des systèmes d'information.
		F.	Intégration de logiciels : matériel, logiciels et composantes (COTS ou créés sur mesure) intégrés dans des systèmes nouveaux ou existants.
		G.	Options recommandées pour régler des problèmes dans les systèmes et la conception de logiciels ou de produits.
		H.	Expérience confirmée dans le domaine de la puissance de feu, du RSR, le C4ISR ou le développement d'applications de modélisations et simulation.
		I.	Gestion du cycle de vie de logiciels.
			Minimum de 180 mois d'expérience confirmée au cours des 204 derniers mois comme architecture logiciel pour au moins 7 des critères de ce domaine d'évaluation.
Expérience des projets de systèmes de défense			Minimum de 120 mois d'expérience confirmée comme architecte logiciel sur des produits d'information logicielle C2 militaires.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Rédaction			Minimum de 96 mois d'expérience confirmée au cours des 120 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information.
Communications	Critères du domaine d'évaluation (5)	A.	Communication de cadres et de stratégies en matière de technologie de l'information à des gestionnaires et à du personnel technique.
		B.	Communication d'une orientation de génie logiciel pour des projets ou des systèmes.
		C.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
		D.	Direction d'équipes multidisciplinaires dans la conception de systèmes, de cadres et de stratégies pour des applications logicielles.
		E.	Exécution de plans stratégiques, opérationnels ou tactiques pour des projets ou des systèmes afin de poursuivre la stratégie d'entreprise.
			Minimum de 120 mois d'expérience confirmée pour au moins 4 des critères du domaine d'évaluation (critères C et D obligatoires).
	Autoévaluation Satisfait/Non satisfait	Évaluateur Satisfait/Non satisfait	

Catégorie de ressources : spécialiste de la sécurité des logiciels (spéc séc log), principal			
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)			
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait)	Critères techniques obligatoires	
Études			Preuve de l'obtention d'un diplôme collégial en informatique ou d'un baccalauréat en sciences ou dans un domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
Qualification professionnelle			Preuve de l'obtention d'une qualification reconnue par l'industrie dans le domaine d'expertise
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (7)	A.	Spécialiste dans un ou plusieurs domaines d'expertise en matière de sécurité :

Solicitation No. – N° de l'invitation

W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.**Buyer ID – Id de l'acheteur**

009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client

W8486-217807

File No. – N° du dossier

009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			1. Sécurité des communications et des réseaux; 2. Sécurité des applications et des produits logiciels; 3. Gestion de l'identité et de l'accès; 4. Évaluation et essais de sécurité; 5. Opérations de sécurité; et 6. Sécurité du développement logiciel.
		B.	Expérience confirmée dans l'examen et l'analyse d'exigences de sécurité, et formulation de recommandations en la matière, pour améliorer la capacité dans le domaine d'expertise.
		C.	Expérience confirmée dans la rédaction de rapports d'évaluation et la recommandation du meilleur plan d'action dans le domaine d'expertise.
		D.	Expérience confirmée dans l'attestation de l'intégration de la sécurité de systèmes dans le domaine d'expertise.
		E.	Expérience confirmée dans la réalisation d'examens détaillés pour surveiller les progrès et les problèmes potentiels, donner des avis à leur sujet et en faire rapport, dans le domaine d'expertise.
		F.	Expérience confirmée dans la tenue à jour de procédures intégrées et de documents sur la gestion de systèmes dans le domaine d'expertise.
		G.	Expérience confirmée dans la résolution rapide des problèmes signalés dans le domaine d'expertise.
			Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois dans l'ingénierie de la sécurité pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
Expérience des projets de systèmes de défense			Minimum de 60 mois d'expérience confirmée comme spécialiste de la sécurité sur des systèmes de commandement et de contrôle militaires.
Rédaction			Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information.
Communications	Critères du domaine d'évaluation (5)	A.	Communication de cadres et de stratégies en matière de technologie de l'information à des gestionnaires et à du personnel technique.
		B.	Communication d'une orientation d'ingénierie de système pour des projets ou des systèmes.
		C.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

		D.	Direction d'équipes multidisciplinaires dans la conception de systèmes, de cadres et de stratégies tactiques pour des technologies de l'information.
		E.	Exécution de plans stratégiques, opérationnels ou tactiques pour des projets ou des systèmes afin de poursuivre la stratégie d'entreprise.
			Minimum de 72 mois d'expérience confirmée pour au moins 4 des critères du domaine d'évaluation (critères C et D obligatoires).
	Autoévaluation Satisfait/Non satisfait	Évaluateur Satisfait/Non satisfait	

Catégorie de ressources : programmeur (progr), principal			
Nom :	(nom de la ressource envisagée ici)		
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait)	Critères techniques obligatoires	
Études			Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire ou collégial dans n'importe quelle discipline ou n'importe quel domaine technique.
Expérience technique	Critères du domaine d'évaluation (4)	A.	Utilisation d'au moins un des langages de haut niveau suivants : ADA (95, 2005 ou 2012), Java, C++ ou C#.
		B.	Utilisation des outils CASE (p. ex. Rational Team Concert, JIRA).
		C.	Utilisation d'un processus de développement de logiciels demandés par les clients (p. ex. SAFe [Scaled Agile Framework]).
		D.	Analyse et conception axées sur l'objet .
			Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois en programmation pour au moins 3 des critères de ce domaine d'évaluation.
Équipe intégrée des produits (EIP)			Minimum de 36 mois d'expérience confirmée comme programmeur dans une EPI pour un client sur place.
Expérience des projets de systèmes de défense			Minimum de 60 mois d'expérience confirmée comme ingénieur logiciel sur des systèmes de logiciels de commandement et de contrôle militaires.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

	Autoévaluation Satisfait/Non satisfait	Évaluateur Satisfait/Non satisfait	

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Catégorie de ressources : gestionnaire du cycle de vie des applications (GCVA), intermédiaire			
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)			
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait)	Critères techniques obligatoires	
Études			Preuve de l'obtention d'un diplôme collégial en électronique, en informatique ou dans un domaine technique pertinent, ou niveau de qualification 6B (QL6B) démontré dans un domaine technique requis pertinent pour appuyer le SSCFT avec grade effectif minimal confirmé d'adjudant dans les Forces canadiennes.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (8)	A.	Expérience de l'utilisation d'un cadre de traitement reconnu ou d'Instructions concernant les activités principales des GCVM.
		B.	Expérience de travail avec un logiciel de planification des ressources de l'organisation (PRO) (p. ex. SAP) pour le catalogage d'équipement.
		C.	Expérience de travail avec un logiciel de PRO pour la création et la tenue à jour de listes de vérification.
		D.	Expérience de travail avec un logiciel de PRO pour la coordination de la distribution d'équipement ou de logiciels.
		E.	Évaluation et prestation de solutions aux défauts signalés dans les rapports de défektivité technique (RDT) et les rapports d'état non satisfaisant (RENS).
		F.	Analyse d'énoncés des besoins opérationnels.
		G.	Examen d'ensembles de données techniques.
		H.	Planification et exécution de la démilitarisation et de l'aliénation d'équipement ou de logiciels.
			Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
Rédaction			Minimum de 36 mois d'expérience confirmée dans les 60 derniers mois dans la préparation de documents techniques (exigences, spécifications, listes de vérification, bulletins, rapports, propositions, plans d'aliénation d'équipement et de logiciels, etc.).
Communications	Critères du domaine d'évaluation (3)	A.	Création de notes d'information et de présentations pour communiquer des problèmes techniques et logistiques concernant de l'équipement ou des applications logiciels.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			B.	Liaison avec des parties intéressées pour appuyer la gestion du cycle de vie d'équipement ou d'applications logicielles.
			C.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
			Minimum de 72 mois d'expérience confirmée pour au moins 4 des critères du domaine d'évaluation.	
	Autoévaluation Satisfait/Non satisfait	Évaluateur Satisfait/Non satisfait		

Catégorie de ressources : contrôleur des manuels des logiciels (contr man log), principal			
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)			
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait)	Critères techniques obligatoires	
Études			Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire ou collégial dans n'importe quelle discipline.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (4)	A.	Gestion de dépôts électroniques de manuels de conception de logiciels, de documents d'essais et de tous autres documents relatifs à la conception de logiciels.
		B.	Surveillance de documents gérés, y compris les versions, les types de documents, le registre des versions et les activités d'archivage, et production de rapports sur ces documents.
		C.	Vérification de la normalisation et de l'intégralité de documents, et signalement des divergences à la gestion.
		D.	Examen de matériel de formation fourni par des fournisseurs, et formulation de recommandations sur sa pertinence et son adéquation et sur la nécessité de l'adapter à des auditoires en particulier.
			Minimum de 36 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 3 des critères de ce domaine d'évaluation.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Communications	Critères du domaine d'évaluation (5)	A.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de documents de logiciels pour appuyer le processus décisionnel de la gestion.
		B.	Recommandation de changements au contenu de documents de logiciels à des auditoires par l'examen des besoins en formation ou par des consultations avec des gestionnaires ou des formateurs.
		C.	Conception et création de modules d'apprentissage en ligne et de matériel de cours en ligne.
		D.	Examen de matériel de formation fourni par des fournisseurs, et formulation de recommandations sur sa pertinence et son adéquation et sur la nécessité de l'adapter à des auditoires en particulier.
		E.	Préparation de rapports d'examen et de vérification de documents de logiciels.
	Minimum de 36 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.		
	Autoévaluation Satisfait/Non satisfait	Évaluateur Satisfait/Non satisfait	

Catégorie de ressources : développeur de produits de formation sur les logiciels (dév prod form log), principal			
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)			
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait)	Critères techniques obligatoires	
Études			Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire ou collégial dans n'importe quelle discipline.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (7)	A.	Conception de dossiers de formation sur les logiciels, de tutoriels de démarrage intégrés aux logiciels et d'autres outils d'autoapprentissage pour aider les utilisateurs à se familiariser avec les produits logiciels créés et à les maîtriser.
		B.	Évaluation de besoins en formation par des sondages, des entretiens avec les employés ou des consultations avec des gestionnaires ou des formateurs.

Solicitation No. – N° de l'invitation

W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur

009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client

W8486-217807

File No. – N° du dossier

009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

		C.	Planification, conception et création de matériel de formation multimédia professionnel, de qualité, intéressant et efficace, de didacticiels instructifs et informatifs pour la formation en salle de classe donnée par un formateur, la formation électronique suivie à un rythme personnel (apprentissage en ligne) et la formation en salle de classe virtuelle, de modules de formation en ligne ainsi que de modules de formation, de tutoriels, de fichiers d'aide et d'aide-mémoire intégrés aux logiciels pour des systèmes logiciels commerciaux ou essentiels aux missions.
		D.	Examen de matériel de formation fourni par des fournisseurs, et formulation de recommandations sur sa pertinence et son adéquation et sur la nécessité de l'adapter à des auditoires en particulier.
		E.	Conception d'une formation assistée par ordinateur et d'autres mécanismes de formation en dehors des salles de classe.
		F.	Création de matériel et de programmes de formation du cadre initial et de formation des formateurs.
		G.	Planification, conception et création de matériel de formation et de référence pour la prestation en dehors des salles de classe, dont de l'apprentissage selon un rythme personnel sur un système de gestion de l'apprentissage ou avec modules de formation intégrés.
			Minimum de 36 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
Expérience des systèmes de défense			Minimum de 36 mois d'expérience confirmée dans la conception de formation pour des auditoires militaires.
Rédaction			Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 84 derniers mois dans la conception et la création de documents de formation et de publications de soutien technique dans le domaine de la formation ou de l'éducation.
Prestation de la formation			Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 60 derniers mois dans la conception ou la prestation de formation dans un environnement de salle de classe à au moins 8 personnes.
Communications	Critères du domaine d'évaluation (6)	A.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de la conception et de la présentation de cours et de formation pour appuyer le processus décisionnel de la gestion.
		B.	Évaluation de besoins en formation par des sondages, des entretiens avec les employés ou des consultations avec des gestionnaires ou des formateurs.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			C.	Conception et création de modules d'apprentissage en ligne et de matériel de cours en ligne.
			D.	Examen de matériel de formation fourni par des fournisseurs, et formulation de recommandations sur sa pertinence et son adéquation et sur la nécessité de l'adapter à des auditoires en particulier.
			E.	Surveillance de programmes de formation pour s'assurer qu'ils sont actuels et efficaces.
			F.	Création de matériel et de programmes de formation du cadre initial et de formation des formateurs.
			Minimum de 36 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.	
	Autoévaluation Satisfait/Non satisfait	Évaluateur Satisfait/Non satisfait		

Catégorie de ressources : intégrateur de bases de données (intégr BD), principal				
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)				
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait)	Critères techniques obligatoires		
Études			Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire ou collégial ou expérience pratique des bases de données pertinente pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.	
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (8)	A.	Mise en correspondance de données pour des systèmes d'applications.	
		B.	Processus d'extraction, de transformation et de chargement (ETL) dans le cadre de la migration des données .	
		C.	Intégration de systèmes : matériel, logiciels et composantes (COTS ou créés sur mesure) intégrés dans des systèmes nouveaux ou existants.	
		D.	Architecture de bases de données et interfaces de systèmes.	
		E.	Gestion du cycle de vie d'information ou de données.	
		F.	Expérience dans l'amélioration de processus opérationnels et connaissance des ensembles d'outils de renseignements d'affaires.	
		G.	Expertise en analyse de données et en résolution de problèmes.	

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

		H.	Conception de base de données.
			Minimum de 24 mois d'expérience confirmée au cours des 48 derniers mois dans l'intégration de base de données pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
Rédaction			Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans la préparation de documents conceptuels techniques, de spécifications de système et de propositions techniques dans le domaine de la gestion ou de l'ingénierie de la technologie de l'information ou de l'information.
Communications	Critères du domaine d'évaluation (5)	A.	Communication d'un processus de mise en correspondance de base de données ou de conversion de données .
		B.	Capacité à communiquer clairement à l'oral et à l'écrit.
		C.	Travail avec des équipes multidisciplinaires dans la conception de systèmes de TI.
		D.	Communication d'une procédure de mise en correspondance et de conversion d'information pour l'interaction et l'intégration d'applications.
		E.	Communication d'un flux d'information et d'interactions et d'intégrations d'applications.
			Minimum de 24 mois d'expérience confirmée pour au moins 4 des critères du domaine d'évaluation (critères C et D obligatoires) .
	Autoévaluation Satisfait/Non satisfait	Évaluateur Satisfait/Non satisfait	

Catégorie de ressource : spécialiste de l'assurance de la qualité (spéc AQ), principal				
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)				
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait)		Critères techniques obligatoires	
Études				Preuve de l'obtention d'un diplôme universitaire de premier cycle ou collégial dans n'importe quelle discipline .
			Obligatoire	Preuve de l'obtention d'un diplôme d'études secondaires.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (6)		A.	Élaboration ou exécution de plans d'essai, de scripts d'essai et de données d'essai d'assurance et de contrôle de la qualité.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

		B.	Participation à des examens de modèles fonctionnels et techniques, exécution d'essais d'intégration, de fonctionnement et de système, et contrôle de résultats d'essais.
		C.	Détection et consignation de défauts dans des logiciels.
		D.	Correction de défauts avec d'autres ressources d'un projet .
		E.	Préparation de rapports sur la qualité de logiciels.
		F.	Réalisation d'essais de régression sur des applications logicielles.
			Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans le secteur d'intérêt pour au moins 4 des critères de ce domaine d'évaluation.
Expérience des systèmes complexes, intégrés ou essentiels			Minimum de 48 mois d'expérience confirmée comme technicien ou spécialiste de l'assurance de la qualité sur des systèmes complexes, intégrés ou essentiels.
Rédaction			Minimum de 48 mois d'expérience confirmée au cours des 72 derniers mois dans la préparation d'études de définitions techniques, d'analyses d'options, de documents d'essais techniques et de matériel de formation des formateurs pour des utilisateurs finals.
Communications	Critères du domaine d'évaluation (4)	A.	Explication de plans, de procédures et de rapports d'essais d'assurance de la qualité à un client en contact avec des utilisateurs.
		B.	Planification, coordination et exécution d'un ou de plusieurs niveaux (produit, système, documents) d'essais d'assurance de la qualité.
		C.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
		D.	Réalisation dans le domaine d'intérêt d'examens de conception, d'aspects techniques et de gestion pour surveiller les progrès réalisés et les problèmes possibles; prestation de conseils et production de rapports à ce sujet.
			Minimum de 48 mois d'expérience confirmée pour au moins 3 des critères du domaine d'évaluation (critères C et D obligatoires).
	Autoévaluation Satisfait/Non satisfait	Évaluateur Satisfait/Non satisfait	

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Catégorie de ressources : gestionnaire d'essais (gest essais), principal			
Nom : (nom de la ressource envisagée ici)			
	(Marquer chaque case Satisfait/Non satisfait)	Critères techniques obligatoires	
Études			Preuve de l'obtention d'un diplôme collégial en programmation ou en informatique ou d'un baccalauréat en sciences ou dans un domaine d'ingénierie ou domaine technique requis pour appuyer le système C4ISR de la Force terrestre.
Expérience dans le domaine	Critères du domaine d'évaluation (6)	A.	Définition, élaboration et proposition de plans d'essai pour divers niveaux d'essais, dont l'unité, l'intégration, la régression, le système et l'acceptation par l'utilisation.
		B.	Organisation de planification du calendrier d'essais de logiciels.
		C.	Gestion et exécution d'activités d'essai de logiciels.
		D.	Validation de guides de l'utilisateur et de documents de logiciels.
		E.	Préparation de rapports d'essai de logiciels.
		F.	Vérification de spécifications de sécurité de logiciels et de technologies connexes.
			Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois pour au moins 5 des critères de ce domaine d'évaluation.
Expérience des projets de systèmes de défense			Minimum de 60 mois d'expérience confirmée sur des systèmes d'information de commandement et de contrôle militaires.
Rédaction			Minimum de 72 mois d'expérience confirmée au cours des 96 derniers mois dans la préparation et l'ébauche de plans d'essai, de procédures d'essai et de rapports d'essai pour divers niveaux d'essais, dont l'unité, l'intégration, la régression, le système et l'acceptation par l'utilisation de logiciels.
Communications	Critères du domaine d'évaluation (3)	A.	Création et exécution de présentations et de breffages pour la haute direction afin d'expliquer des stratégies et des plans d'essai et une analyse des résultats.
		B.	Prestation d'avis, de conseils et de recommandations au sujet de problèmes techniques pour appuyer le processus décisionnel de la haute direction.
		C.	Direction d'équipes dans l'exécution de plans et de programmes d'essai.

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

		Minimum de 72 mois d'expérience confirmée pour chacun des critères du domaine d'évaluation.
	Autoévaluation Satisfait/Non satisfait	Évaluateur Satisfait/Non satisfait

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PIÈCE JOINTE 4.2
CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS

Critères techniques cotés de l'entreprise				
N°	Description des critères techniques cotés	Maximum des points	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi à la proposition)
CTC.1	<p>Expérience dans les applications relatives à la puissance de feu :</p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède *une expérience récente et pertinente, à la date de clôture de la demande de soumissions, dans la prestation de services informatiques professionnels dans le développement et l'entretien des applications relatives à la puissance de feu.</p> <p>Les applications relatives à la puissance de feu comprennent: un logiciel de contrôle de tir indirect, un logiciel de contrôle de tir d'artillerie et un logiciel de contrôle balistique.</p> <p>* Chaque ressource doit avoir travaillé pendant au moins 220 jours au cours de la période de 5 ans.</p>	20 points (20% des points disponibles)	Selon CTO.4: 0 point 2 ressources: 4 points 4 ressources: 8 points 6 ressources: 12 points 8 ressources: 16 points 10 ressources: 20 points	
CTC.2	<p>Expérience dans les applications de renseignement, surveillance et reconnaissance (RSR) :</p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède *une expérience récente et pertinente, à la date de clôture de la demande de soumissions, dans la prestation de services informatiques professionnels dans le développement et l'entretien d'applications RSR.</p>	20 points (20% des points disponibles)	Selon CTO.4: 0 point 2 ressources: 4 points 4 ressources: 8 points 6 ressources: 12 points 8 ressources: 16 points 10 ressources: 20 points	

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

	<p>Les applications RSR comprennent : logiciel de radar, logiciel de collecte de renseignements, logiciel d'imagerie et de géomatique, base de données RSR.</p> <p>* Chaque ressource doit avoir travaillé pendant au moins 220 jours au cours de la période de 5 ans.</p>			
CT.C3	<p>Expérience dans les applications de C4ISR :</p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède *une expérience récente et pertinente, à la date de clôture de la demande de soumissions, dans la prestation de services informatiques professionnels dans le développement et l'entretien maintenance d'applications C4ISR.</p> <p>Les applications de C4ISR comprennent : logiciel de fusion de données, logiciel de commandement et de contrôle, logiciel de communication tactique, base de données opérationnelles.</p> <p>* Chaque ressource doit avoir travaillé pendant au moins 220 jours au cours de la période de 5 ans.</p>	<p>20 points (20% des points disponibles)</p>	<p>Selon CTO.4: 0 point 2 ressources: 4 points 4 ressources: 8 points 6 ressources: 12 points 8 ressources: 16 points 10 ressources: 20 points</p>	
CTC.4	<p>Expérience dans les de modélisation et de simulation :</p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède *une expérience récente et pertinente, à la date de clôture de la demande de soumissions, dans la prestation de services informatiques professionnels dans le développement et</p>	<p>20 points (20% des points disponibles)</p>	<p>Selon CTO.4: 0 point 2 ressources: 4 points 4 ressources: 8 points 6 ressources: 12 points 8 ressources: 16 points 10 ressources: 20 points</p>	

Solicitation No. – N° de l'invitation

W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.**Buyer ID – Id de l'acheteur**

009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client

W8486-217807

File No. – N° du dossier

009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

	<p>l'entretien d'applications de modélisation et de simulation.</p> <p>Les applications de C4ISR comprennent : un logiciel de fusion de données, un logiciel de commande et de contrôle, un logiciel de communication tactique, des bases de données opérationnelles.</p> <p>* Chaque ressource doit avoir travaillé pendant au moins 220 jours au cours de la période de 5 ans.</p>			
CTC.5	<p>En plus des exigences énumérées au critère CTO.5, le soumissionnaire doit fournir sa stratégie de recrutement proposée pour assurer sa capacité à fournir des ressources pleinement qualifiées au MDN dans les 2 jours ouvrables de la réception du projet d'autorisation de tâches.</p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer sa capacité à fournir, gérer et retenir de grands groupes de ressources.</p> <p>Le plan doit contenir un maximum de quatre (4) pages. Seules les 4 premières pages du plan seront évaluées s'il dépasse 4 pages.</p>	<p>10 points (10% des points disponibles)</p>	<p>10 points – Très bien La réponse propose une très bonne stratégie (c'est-à-dire que les méthodes, les processus et les activités sont bien définis et, selon l'avis du Canada, satisferont à toutes les exigences). La stratégie proposée démontre que le soumissionnaire a une très bonne compréhension des exigences et que l'approche prévue est facilement réalisable, ce qui ne présente aucun risque pour le MDN.</p> <p>5 points – Acceptable La réponse propose une stratégie acceptable (c.-à-d. méthodes, processus et activités). La stratégie proposée démontre que le soumissionnaire démontre une compréhension acceptable des exigences et l'approche prévue est probablement réalisable, avec un risque gérable pour le MDN.</p> <p>1 point – Faible La réponse propose une mauvaise stratégie (c.-à-</p>	

Solicitation No. – N° de l'invitation

W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur

009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client

W8486-217807

File No. – N° du dossier

009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			<p>d. méthodes, processus et activités). La stratégie proposée démontre que soumissionnaire démontre une mauvaise compréhension des exigences et l'approche prévue n'est probablement pas réalisable avec un risque inacceptable pour le MDN.</p> <p>0 point – Non fourni</p>	
CTC.6	<p>Engagement Autochtones :</p> <p>En plus des exigences énumérées au critère CTO.5, le soumissionnaire doit décrire un plan de participation autochtone qui démontre la valeur annuelle des ressources ou des entreprises autochtones qui exécuteront les travaux dans le cadre de ce contrat.</p> <p>Le soumissionnaire <u>s'engage</u> à embaucher ou à sous-traiter des ressources autochtones à partir de la deuxième l'année contractuelle jusqu'à la fin du contrat et à maintenir des statistiques sur ce plan.</p> <p>*Une ressource est définie comme ayant 220 jours de travail dans une année contractuelle. Si une ressource travaille moins de 220 jours, elle deviendra une ressource partielle au prorata du nombre de jours travaillés.</p>	<p>5 points (5% des points disponibles)</p>	<p>1-2 ressources: 1 point 3 ressources: 2 points 4 ressources: 3 points 5 ressources: 4 points 6+ ressources: 5 points</p>	
CTC.7	<p>Stratégie Autochtones :</p> <p>Dans le cadre de son plan de diversité et d'inclusion présenté au critère CTO.5, le soumissionnaire doit décrire une stratégie de participation autochtone. La stratégie</p>	<p>5 points (5% des points disponibles)</p>	<p>5 points – Très bien La stratégie propose une excellente intention globale d'atteindre a), b) et c) et démontre une excellente compréhension des exigences. Évalué comme ayant</p>	

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

	<p>devrait contenir les sujets suivants :</p> <p>a) Des stratégies de recrutement/sous-traitance et de rétention des Autochtones qui seront mises en place;</p> <p>b) Les engagements de développement des compétences et de formation en cours d'emploi liés à la réalisation des travaux; et</p> <p>c) Mesures pour maintenir la valeur et la qualité du travail.</p> <p>En plus des exigences répertoriées au critère CTO.5, le soumissionnaire doit décrire la stratégie qu'il propose d'entreprendre pour assurer sa capacité à fournir des ressources pleinement qualifiées au MDN dans les 2 jours ouvrables suivant la de la réception du projet d'autorisation de tâches.</p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer sa capacité à fournir, gérer et retenir de grands groupes de ressources.</p>		<p>d'excellentes chances de succès dans l'augmentation de la participation autochtone.</p> <p>3 points – Acceptable Le plan propose une bonne stratégie globale pour réaliser a), b) et c) et démontre une bonne compréhension des exigences. Évalué comme ayant de bonnes chances de succès dans l'augmentation de la participation autochtone.</p> <p>1 point – Faible Le plan propose une stratégie globale faible pour réaliser a), b) et c) et démontre une faible compréhension des exigences. Évalué comme ayant de faibles chances de succès dans l'augmentation de la participation autochtone.</p> <p>0 point – Non fourni</p>	
	Maximum des points	100 points		
	Minimum des points	40 points		

Aux fins d'interprétation :

* Le terme « Autochtone » désigne un citoyen canadien qui réside habituellement au Canada et qui remplit un des critères suivants :

- est inscrit en vertu de la Loi sur les Indiens;
- figure sur une liste de bande conformément à la Loi sur les Indiens;
- est membre d'un groupe affilié au Ralliement national des Métis ou au Congrès des peuples autochtones;

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- est inscrit au titre d'un accord sur le règlement de revendications territoriales globales;
- est membre d'un groupe autochtone dont la revendication territoriale globale a été acceptée par le gouvernement du Canada;
- est d'ascendance autochtone reconnue par une collectivité autochtone établie au Canada.

Admissibilité aux marchés réservés aux entreprises autochtones

[Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones \(sac-isc.gc.ca\)](http://sac-isc.gc.ca)

* Pour être considérée comme une entreprise autochtone, l'entreprise doit répondre aux critères suivants :

- l'entreprise est détenue et administrée au moins à 51 % par des Autochtones.

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PIÈCE JOINTE 4.3 BARÈME DE PRIX

PÉRIODES INITIALES DU CONTRAT POUR LES 5 ANNÉES :

Volet de travail	Catégories de ressource	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme Année 1	Taux quotidien ferme Année 2	Taux quotidien ferme Année 3	Taux quotidien ferme Année 4	Taux quotidien ferme Année 5
	Gestionnaire de services (GDS)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
1. Services de soutien à l'environnement de développement et de génie logiciel de l'IGLD	Ingénieur réseau (Ing rés)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Intermédiaire	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Subalterne	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
	Administrateur réseau (Admin rés)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Intermédiaire	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Subalterne	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
	Architecte des services et applications (Arch serv/app)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Intermédiaire	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Subalterne	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
	Spécialiste du service de dépannage (Spéc SD)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Intermédiaire	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Subalterne	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
2. Services de soutien à l'ingénierie et au développement des produits logiciels de l'IGLD	Gestionnaire de produits (Gest prod)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
		Intermédiaire	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
	Architecte des logiciels (Arch log)	Principal	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

	Ingénieur de l'innovation et des produits logiciels (Ing I et P log)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Spécialiste de la sécurité des logiciels (Spéc séc log)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Spécialiste des logiciels (Spéc log)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Programmeur (Progr)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Gestionnaire du cycle de vie des applications (GCVA)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
3. Services de gestion du savoir et de l'information de l'IGLD	Gestionnaire de la documentation, de la formation et de l'innovation (Gest DFI)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Contrôleur des manuels des logiciels (Contr man log)	Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Développeur de produits de formation sur les logiciels (Dév prod form log)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Spécialiste de la prestation de la formation sur les logiciels (Spéc pres form log)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Spécialiste de la disponibilité, des licences et de la distribution des logiciels (DLDL)	Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Intégrateur de bases de données (Intégr BD)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Spécialiste en gestion de la configuration (SGC)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
4. Services de contrôle de la qualité et d'assurance de la qualité des applications logicielles spécialisées de l'IGLD	Gestionnaire de l'assurance de la qualité et du contrôle de la qualité (Gest AQ/CQ)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Spécialiste de l'assurance de la qualité (Spéc AQ)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

	Spécialiste du contrôle de la qualité (Spéc CQ)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Gestionnaire d'essais (Gest essais)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
	Technicien d'essais (Tech essais)	Principal	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Intermédiaire	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
		Subalterne	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PIÈCE JOINTE 5.1

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, le soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au gouvernement du Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de défaut, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada se réserve le droit d'exiger des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le Canada peut rendre la soumission irrecevable ou constituer un manquement au contrat.

Pour en savoir plus sur le Programme des contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, consultez le site Web [Emploi et Développement social Canada – Travail](#).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) (Si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée.)

Remplir les parties A et B.

A. Cochez seulement l'une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur régi par le gouvernement fédéral, assujéti à la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein ou permanents à temps partiel au Canada.
- A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada;
- ☐ A5.1 Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide](#) et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2 Le soumissionnaire atteste qu'il a présenté le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168) au Programme du travail d'EDSC. Comme il s'agit d'une condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur doit remplir le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168), le signer en bonne et due forme et le transmettre au Programme du travail d'Emploi et développement social Canada.

B. Cochez seulement l'une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire ne fait pas partie d'une coentreprise.
- OU
- ☐ B2. Le soumissionnaire fait partie d'une coentreprise et chaque membre de celle-ci doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation » remplie. (Consultez la section sur les coentreprises des Instructions uniformisées.)

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PIÈCE JOINTE 5.2

ATTESTATION DE CONTENU CANADIEN

Attestation de contenu canadien	
<p>Comme décrit dans la demande de propositions, seules les propositions comportant au moins 80% de contenu canadien seront considérées.</p> <p>Pour obtenir la définition des produits et des services canadiens, consulter la clause A3050T du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat de TPSGC.</p>	
En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire [<i>cocher la case appropriée</i>] :	
qu'au moins 80 % du prix total de la soumission consiste en des services canadiens (comme défini dans la demande de soumissions)	
que moins de 80 % du prix total de la soumission consiste en des services canadiens (comme défini dans la demande de soumissions)	
<p>Signature du représentant autorisé du soumissionnaire : _____</p> <p>Signature du représentant autorisé du soumissionnaire : _____</p> <p>Numéro de l'invitation : _____</p>	

Solicitation No. – N° de l'invitation
W8486-217807/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
009PS

Client Ref. No. – N° de réf. De client
W8486-217807

File No. – N° du dossier
009IPS. W8486-217807

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PIÈCE JOINTE 5.3

ATTESTATION DE L'EXIGENCE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Je, _____ (prénom et nom de famille), en tant que représentant de _____ (nom de l'entreprise), dans le cadre de la demande de soumissions numéro **W8486-217807/B**, garantis et atteste que tous les membres du personnel que _____ (nom de l'entreprise) fournira dans le cadre du présent contrat et qui accèdent aux lieux de travail du gouvernement fédéral où ils peuvent être en contact avec les fonctionnaires seront :

- (a) entièrement vaccinés contre la COVID-19;
- (b) à moins de ne pouvoir être vaccinés en raison d'une contre-indication médicale certifiée, de la religion ou d'autres motifs de discrimination interdits en vertu de la *Loi canadienne sur droits de la personne*, à condition que des mesures d'adaptation et d'atténuation aient été présentées au gouvernement du Canada et approuvées par celui-ci;
- (c) partiellement vaccinés contre la COVID-19 pour une période allant jusqu'à 10 semaines à partir de la date où ils ont reçu la première dose et qui font l'objet de mesures temporaires qui ont été présentées au gouvernement du Canada et approuvées par le gouvernement du Canada, période après laquelle le personnel des fournisseurs satisfera aux conditions (a) ou (b) ou alors ne pourra plus avoir accès aux lieux de travail du gouvernement du Canada où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires dans le cadre de ce contrat;

jusqu'à ce que le gouvernement du Canada indique que l'exigence de vaccination contre la COVID-19 de la politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs ne soit plus en vigueur.

J'atteste que tous les membres du personnel fournis par _____ (nom de l'entreprise) ont été informés des exigences de vaccination contre la COVID-19 de la Politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs, et que _____ (nom de l'entreprise) a attesté qu'elle s'est conformée à cette exigence.

J'atteste l'exactitude des renseignements fournis à la date indiquée ci-dessous et assure qu'ils le demeureront pendant toute la durée du contrat. Je comprends que les attestations fournies au gouvernement du Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends également que le gouvernement du Canada considérera que l'entrepreneur n'a pas respecté ses engagements s'il découvre qu'une attestation est fausse pendant la période de soumission des propositions ou de contrat, qu'il s'agisse d'une erreur ou d'un acte délibéré. Le gouvernement du Canada se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier l'attestation d'un soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le gouvernement du Canada peut constituer un manquement au contrat.

Signature : _____

Date : _____

Solicitation No. – N° de l'invitation W8486-217807/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 009PS
Client Ref. No. – N° de réf. De client W8486-217807	File No. – N° du dossier 009IPS. W8486-217807	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Facultatif

À des fins de collecte de données uniquement, veuillez apposer vos initiales ci-dessous si votre entreprise a déjà mis en vigueur sa propre politique de vaccination contre la COVID-19 ou des exigences en la matière pour ses employés. Le fait d'apposer vos initiales ci-dessous **ne remplace pas** l'obligation de remplir l'attestation ci-dessus.

Initiales : _____

Selon la politique de vaccination contre la COVID-19 du gouvernement du Canada relative au personnel des fournisseurs, les renseignements que vous avez fournis seront protégés, utilisés, conservés et divulgués conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Veuillez prendre note que vous avez le droit d'accéder à tout renseignement dans votre dossier et d'y apporter des corrections, et que vous avez le droit de déposer une plainte auprès du Bureau du commissariat à la protection de la vie privée concernant le traitement de vos renseignements personnels. Ces droits s'appliquent également à toutes les personnes qui sont considérées comme membres du personnel aux fins du contrat et qui doivent accéder les lieux de travail du gouvernement du Canada où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires.



PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES CONTRATS

PIÈCE JOINTE 5.4

DEMANDE D'INSCRIPTION (DI) pour les entités juridiques canadiennes

Consignes pour remplir la demande d'inscription (DI)

Avis de confidentialité pour les entités canadiennes s'inscrivant au Programme de sécurité des contrats (PSC)

Parmi les renseignements recueillis dans le présent formulaire, il y a notamment des renseignements personnels recueillis en vertu du paragraphe 7(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et conformément à des obligations définies dans la *Politique sur la sécurité du gouvernement* et dans la *Norme sur le filtrage de sécurité* du Conseil du Trésor du Canada à l'appui des évaluations de la sécurité et de l'inscription au PSC de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC). Les renseignements personnels serviront à évaluer votre admissibilité à détenir une attestation ou une cote de sécurité et à être inscrit au PSC. Les renseignements fournis pourraient également être divulgués à la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et au Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), qui pourraient les utiliser pour mener des vérifications ou des enquêtes en vertu de la *Politique sur la sécurité du gouvernement* et de la *Norme sur le filtrage de sécurité*. Les renseignements pourraient aussi être communiqués à d'autres institutions fédérales qui pourraient avoir besoin de les utiliser pour s'acquitter de leurs fonctions ou pour mener des enquêtes conformément aux lois canadiennes, ou aux programmes de sécurité industrielle de gouvernements étrangers (avec lesquels le Canada a conclu des ententes de sécurité bilatérales) à l'appui de garanties étrangères.

Les renseignements personnels sont protégés, utilisés et divulgués conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et sont décrits dans le fichier de renseignements personnels PWGSC PPU 015 dans l'Info Source ([Accès à l'information et protection des renseignements personnels – SPAC – tpsgc-pwgsc.gc.ca](#)) et dans le fichier de renseignements personnels ordinaires du SCT Filtrage de sécurité du personnel POU 917 ([Fichiers de renseignements personnels ordinaires – Canada.ca](#)). En vertu de cette Loi, vous avez le droit d'accéder à vos renseignements personnels et de les corriger s'ils sont erronés ou incomplets. Les renseignements personnels provenant de sources papier fournis dans le cadre de l'inscription d'une organisation sont conservés pendant deux ans après la dernière mesure administrative avant d'être détruits. Les renseignements personnels provenant de sources papier fournis dans le cadre d'une évaluation de la participation, du contrôle ou de l'influence de l'étranger sont conservés pendant deux ans avant d'être détruits si aucun changement concernant l'organisation n'est signalé au bureau d'évaluation de la participation, du contrôle ou de l'influence de l'étranger au cours de cette période. Les renseignements personnels provenant de sources papier fournis dans le cadre d'un processus de filtrage de sécurité du personnel ou d'un processus de garantie étrangère seront conservés pendant au moins deux ans après la dernière mesure administrative avant d'être détruits. La période de conservation et les normes d'élimination des renseignements personnels en format électronique du PSC peuvent varier par rapport à la période de conservation susmentionnée.

Si vous avez des questions ou des préoccupations sur le présent énoncé de confidentialité, vous pouvez communiquer avec le directeur de la Direction de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels de SPAC par courriel à l'adresse suivante : TPSGC.ViePrivee-Privacy.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca. Si la réponse à votre préoccupation en matière de protection des renseignements personnels ne vous satisfait pas, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant le traitement de vos renseignements personnels, vous pouvez communiquer avec le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada.

Instructions générales :

- Ce formulaire est utilisé pour inscrire les entités juridiques canadiennes **SEULEMENT**. Les organisations étrangères ne peuvent s'inscrire au PSC.
TOUTES les entreprises étrangères doivent communiquer avec la [Direction de la sécurité industrielle internationale \(DSII\)](#) pour obtenir de plus amples renseignements sur le processus de filtrage de sécurité. Les filiales canadiennes d'entreprises étrangères pourraient être admissibles à s'inscrire auprès du PSC.
- Ce formulaire et l'ensemble des documents justificatifs demandés doivent être fournis en anglais ou en français.
- Si vous n'avez pas assez de place pour fournir une réponse complète dans l'une des sections du formulaire, veuillez ajouter des rangées dans les tableaux ou des pages supplémentaires, au besoin.

Pour les organisations qui n'ont pas encore d'attestation de sécurité, le refus de fournir les informations requises, la fourniture d'une fausse déclaration, des informations trompeuses, la dissimulation ou l'omission de divulguer tout fait important sur cette demande entraînera le refus par le CSP d'octroyer ou de mettre à niveau une attestation de sécurité.

Une organisation qui a déjà une attestation de sécurité peut se voir refuser une attestation de sécurité ou se voir révoquer son attestation actuelle. Auquel cas, toute autorisation de fiabilité ou de sécurité du personnel délivrée à l'organisation sera fermée administrativement, tout comme l'attestation de sécurité de l'organisation auprès du PSC, ce qui la rendra immédiatement inadmissible à exécuter les contrats nécessitant une attestation de sécurité d'organisation.



PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES CONTRATS

Section A - Renseignements sur l'entreprise

- **La dénomination sociale de l'organisation** fait référence à la dénomination sociale de l'organisation telle qu'elle s'inscrit et existe au sein du pays de juridiction. Pour ce qui est des entités juridiques canadiennes, il s'agirait de la dénomination sociale inscrite auprès des autorités fédérales, provinciales ou territoriales.

- **Le nom de l'organisation ou nom commercial** fait référence au nom sous lequel une entreprise exerce une activité commerciale, bien que la dénomination sociale sous laquelle elle est inscrite, qui est utilisée pour les contrats et divers contextes officiels, puisse être différente.

- **Type d'organisation** – vous devez fournir toute la documentation requise par rapport au type d'organisation.
 - Une **société** désigne une entité qui est autorisée en vertu de la loi à agir en tant que personne individuelle et distincte des actionnaires qui en sont propriétaires, et détenant le droit d'émettre des actions et d'exister indéfiniment.

Fournissez les informations suivantes pour justifier cette sélection de «type d'organisation» :

- Identificateur de bourse des valeurs (le cas échéant)
- Certificat de constitution, de conformité ou de prorogation, statuts constitutifs actuels, etc.
- Organigramme de la structure de propriété est obligatoire

- Un **partenariat** désigne une association ou relation entre deux ou plusieurs personnes, entreprises, fiducies ou partenaires qui s'unissent pour exercer des activités commerciales.

Fournissez les informations suivantes pour justifier cette sélection de «type d'organisation» :

- Preuve du statut juridique (entente de partenariat, p. ex.)
- Enregistrement du nom de partenariat provincial (le cas échéant)
- Organigramme de la structure de propriété

- Une **entreprise à propriétaire unique** désigne le propriétaire d'une entreprise qui agit seul et qui n'a pas de partenaire.

Fournissez une preuve des détails de l'inscription provinciale, le cas échéant (permis principal d'entreprise, document d'enregistrement provincial du nom de la compagnie, p. ex.)

- **Autre** (universités, institutions financières, organisations non constituées en société, Assemblée des Premières Nations, etc.).

Fournissez les informations suivantes pour justifier cette sélection de «type d'organisation» :

- Preuve du statut juridique (actes, chartes, documentation de la bande p. ex.)
- Organigramme de la structure de propriété et de la structure de gestion

- Le **principal lieu d'affaires** doit correspondre à l'endroit où l'entreprise est physiquement située et exerce ses activités au Canada. Les lieux virtuels, boîtes postales, bureaux de réception, espaces de travail partagés, bureaux de représentant, etc., ne seront pas acceptés.
- **Les entreprises qui s'identifient comme fournisseur diversifié** : SPAC définit un fournisseur diversifié comme «une entreprise détenue ou dirigée par des Canadiens issus de groupes sous-représentés, tels que les femmes, les Autochtones, les personnes handicapées et les minorités visibles».

Section B - Agents de sécurité

Nommez la personne ou les personnes que vous prévoyez désigner ou qui sont déjà désignées en tant qu'agent de sécurité d'entreprise et agent de sécurité d'entreprise remplaçant. Pour obtenir l'autorisation de détenir des renseignements dans d'autres emplacements, assurez-vous d'indiquer l'adresse (le site) où est situé l'agent de sécurité d'entreprise remplaçant. Ajoutez des rangées supplémentaires ou utilisez une nouvelle page, au besoin. Le mot *employé* a le même sens que celui utilisé par l'Agence du revenu du Canada.



PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES CONTRATS

- L'adresse courriel doit pouvoir accepter différents types de correspondance du PSC.
- Les agents de sécurité **doivent** répondre à tous les critères suivants :
 - être un employé de l'organisation;
 - se trouver physiquement au Canada;
 - être un citoyen canadien*;
 - posséder une attestation de sécurité correspondant au niveau de sécurité de l'organisation (dans certains cas, les remplaçants pourraient posséder une attestation de sécurité de niveau différent).

*La citoyenneté canadienne est requise en raison de la responsabilité de surveillance confiée à un agent de sécurité et de certaines exigences contractuelles en lien avec la sécurité nationale. Cette exigence peut faire l'objet d'une dispense pour les résidents permanents, au cas par cas.

Section C - Dirigeants

- Votre organisation doit énumérer **tous** les noms et titres de postes de ses dirigeants, gestionnaires, équipes de direction, cadres supérieurs, partenaires de gestion, signataires autorisés, membres, etc. qui sont responsables des activités courantes de l'entreprise. Vous devez fournir un organigramme de la structure de gestion pour illustrer la structure hiérarchique de votre organisation. Ajoutez des rangées supplémentaires à la section, au besoin.
- Aux fins du PSC, le terme «pays de résidence principale/domicile national» désigne le pays où la personne a établi son domicile véritable, fixe, principal et permanent, et auquel cette personne a l'intention de retourner et de rester même si elle réside actuellement ailleurs.
- La **citoyenneté** fait référence au statut de citoyen. Un **citoyen** est une personne qui, par naissance ou naturalisation, est membre d'un État ou d'une nation, a le droit de jouir de tous les droits et protections civils prévus par cet État ou cette nation et doit allégeance à son gouvernement.

Section D - Conseil d'administration

- Énumérez **tous** les membres du conseil d'administration de votre organisation. Indiquez tous les titres des membres du conseil, dont le président, s'il y a lieu. Ajoutez des rangées supplémentaires à la section ou utilisez une nouvelle page, au besoin.
- Aux fins du PSC, le terme «pays de résidence principale/domicile national» désigne le pays où la personne a établi son domicile véritable, fixe, principal et permanent, et auquel cette personne a l'intention de retourner et de rester même si elle réside actuellement ailleurs.
- La **citoyenneté** fait référence au statut de citoyen. Un **citoyen** est une personne qui, par naissance ou naturalisation, est membre d'un État ou d'une nation, a le droit de jouir de tous les droits et protections civils prévus par cet État ou cette nation et doit allégeance à son gouvernement.

Section E - Information sur la propriété

- Aux fins du PSC, les définitions suivantes s'appliquent :
 - Les **propriétaires directs (ou inscrits)** sont **tous** les propriétaires qui détiennent le titre juridique d'une propriété ou d'un bien à leur nom.
 - La **propriété** se réfère soit (1) aux droits de vote liés aux actions avec droit de vote en circulation de la société ou (2) aux actions en circulation mesurées selon la juste valeur marchande.
 - Une **société mère** désigne une entreprise qui détient ou contrôle la participation majoritaire (c.-à-d. les actions avec droit de vote) d'autres firmes ou entreprises, habituellement connues sous le nom de filiales, ce qui peut lui donner le contrôle des opérations de celles-ci.

Section F - Justification (Cette section doit être remplie par les organisations qui font l'objet d'un renouvellement SEULEMENT, et non d'une soumission)

- Votre organisation doit fournir une liste des contrats fédéraux actifs, contrats de sous-traitance, baux, arrangements en matière d'approvisionnement, offres à commandes et bons de commande qui comportent des exigences en matière de sécurité. Indiquez le numéro de contrat (bail, arrangement en matière d'approvisionnement, offre à commandes, contrat de sous-traitance, etc.), l'autorité contractante ou l'entrepreneur principal ainsi que le niveau de sécurité de l'exigence.

Section G - Attestation et consentement

- Seul un dirigeant dont le nom figure à la section C peut remplir la présente section.



PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES CONTRATS

DEMANDE D'INSCRIPTION (DI) pour les entités juridiques canadiennes

REMARQUE :

Le fait de fournir des renseignements faux ou trompeurs ou de dissimuler ou d'omettre de déclarer tout fait important dans le cadre de cette demande entraînera le refus ou la révocation de l'attestation de sécurité de votre organisation et de votre inscription au Programme de sécurité des contrats, ce qui vous rendra immédiatement inadmissible à exécuter les contrats nécessitant une attestation de sécurité d'organisation. Les formulaires incomplets ne seront pas traités.

SECTION A - RENSEIGNEMENTS SUR L'ENTREPRISE

1. Dénomination sociale de l'organisation	
2. Nom de l'organisation ou nom commercial (si différent de la dénomination sociale)	
3. Type d'organisation - Indiquer le type d'organisation et fournir les documents de validation requis (sélectionner une seule case)	
<input type="checkbox"/> Entreprise à propriétaire unique	
<input type="checkbox"/> Société de personnes	
<input type="checkbox"/> Société	
<input type="checkbox"/> Privée	
<input type="checkbox"/> Publique	
<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser) :	
4. Veuillez fournir une brève description des activités générales de votre organisation	
5. Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA), le cas échéant	6. S'identifier comme fournisseur diversifié (fournir le profil)
7. Adresse municipale de l'entreprise (siège social)	
8. Lieu d'affaires principal (si ailleurs qu'au siège social)	
9. Adresse postale (si différente de l'adresse municipale de l'entreprise)	
10. Site Web de l'organisation (le cas échéant)	
11. Numéro de téléphone	12. Numéro de télécopieur
13. Nombre d'employés au sein de votre organisation ou entité corporative	14. Nombre d'employés qui doivent avoir accès à des renseignements, des biens et des sites protégés/classifiés



PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES CONTRATS

SECTION B – AGENTS DE SÉCURITÉ

Veillez énumérer tous les agents de sécurité de votre organisation. Pour obtenir l'autorisation de détenir des renseignements, indiquez le numéro du site pour chaque agent de sécurité d'entreprise remplaçant et l'adresse correspondant à chaque site ci-dessous.

Ajoutez des rangées supplémentaires ou une pièce jointe si l'espace alloué est insuffisant.

Titre du poste	N° du site	Nom	Prénom	Courriel (auquel le PSC enverra la correspondance)
Agent de sécurité d'entreprise (ASE)				
Agent de sécurité d'entreprise remplaçant (ASER)				
ASER (le cas échéant)				
ASER (le cas échéant)				
ASER (le cas échéant)				

Aux fins d'autorisation de détenir des renseignements SEULEMENT :

00 – adresse correspondant au principal lieu d'affaires	
01 – adresse du site :	
02 – adresse du site :	

SECTION C – DIRIGEANTS (associés gérants, dirigeants clés, signataires autorisés etc.)

Ajoutez des rangées supplémentaires ou une pièce jointe, au besoin, et joignez l'organigramme de la structure de gestion illustrant la structure hiérarchique.

Titre du poste au sein de l'organisation	Nom	Prénom	Citoyenneté(s)	Pays de résidence principale/domicile national



PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES CONTRATS

SECTION D – CONSEIL D'ADMINISTRATION

Ajoutez des rangées supplémentaires ou une pièce jointe, au besoin.

Titre du poste au sein du conseil	Nom	Prénom	Citoyenneté(s)	Pays de résidence principale/domicile national

SECTION E - INFORMATION SUR LES PROPRIÉTAIRES – VEUILLEZ FOURNIR LES RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS POUR CHAQUE NIVEAU DE PROPRIÉTÉ

Veillez fournir les renseignements demandés pour chaque niveau de propriété

Indiquez toutes les entités, les personnes et les sociétés privées ou publiques qui détiennent des intérêts dans l'organisation visée par le processus d'inscription. Mentionnez si l'entité possède une attestation de sécurité d'installation valide du PSC de SPAC ou d'un autre pays. Pour les sociétés cotées en bourse, indiquez le marché boursier. S'il y a plus de trois niveaux de propriété, veuillez utiliser une page supplémentaire pour inclure **tous** les niveaux de propriété, de la propriété directe à la propriété ultime.

Remarque : La demande doit inclure un organigramme de la structure organisationnelle indiquant les pourcentages de propriété.

SECTION E-1 - NIVEAU DE PROPRIÉTÉ 1 (propriété directe) s'il y a plus de trois niveaux, veuillez fournir les renseignements sur une feuille supplémentaire

Propriété – Niveau 1 (société mère directe)			
Nom de l'organisation ou de la personne			
Adresse			
Type d'entité (société privée ou publique, entreprise d'État, p. ex.)			
Identificateur de bourse des valeurs (le cas échéant)			
Attestation de sécurité d'installation oui/non			
Pourcentage de propriété			
Citoyenneté ou territoire de juridiction (pays)			



PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES CONTRATS

SECTION E-2 – NIVEAU DE PROPRIÉTÉ 2

Si les propriétaires directs énumérés dans la section précédente (E-1) détiennent des intérêts, veuillez fournir les informations ci-dessous pour chacun d'eux. Dans le cas contraire, veuillez inscrire la mention S.O. (sans objet).

Propriété des entrées mentionnées dans la section E-1 (niveau 2).

Nom du propriétaire direct de la section E-1			
Nom de l'organisation ou de la personne			
Adresse			
Type d'entité (société privée ou publique, entreprise d'État, p. ex.)			
Identificateur de bourse des valeurs (le cas échéant)			
Attestation de sécurité d'installation oui/non			
Pourcentage de propriété			
Citoyenneté ou territoire de juridiction (pays)			

SECTION E-3 – NIVEAU DE PROPRIÉTÉ 3

Si les entités énumérées dans la section précédente (E-2) détiennent des intérêts supplémentaires, veuillez fournir les informations ci-dessous. Dans le cas contraire, veuillez inscrire la mention S.O. (sans objet).

Propriété des entrées mentionnées dans la section E-2 (niveau 3).

Nom du propriétaire intermédiaire de la section E-2			
Nom de l'organisation ou de la personne			
Adresse			
Type d'entité (société privée ou publique, entreprise d'État, p. ex.)			
Identificateur de bourse des valeurs (le cas échéant)			
Attestation de sécurité d'installation oui/non			
Pourcentage de propriété			
Citoyenneté ou territoire de juridiction (pays)			



PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES CONTRATS

SECTION F - JUSTIFICATION (POUR LES RENOUELEMENTS)

Ajoutez des rangées supplémentaires ou une pièce jointe, au besoin

Veillez fournir toutes les justifications d'approvisionnement qui ont des exigences relatives à la sécurité (contrats, baux, demandes de propositions, demandes de renseignements, invitations à se qualifier, arrangements en matière d'approvisionnement, offres à commandes, etc.)

N° de contrat, bail, arrangement en matière d'approvisionnement, offre à commande, etc.	Client/autorité contractante	Type et niveau de sécurité	Date d'expiration (jj-mm-aaaa)

SECTION G - ATTESTATION ET CONSENTEMENT (SEUL UN DIRIGEANT MENTIONNÉ DANS LA SECTION C PEUT REMPLIR LA PRÉSENTE SECTION)

Je, soussigné(e), en tant que dirigeant autorisé par l'organisation, ai lu l'avis de confidentialité lié à cette demande et atteste par la présente que les renseignements qui y sont contenus sont vrais, complets et exacts. Je reconnais les responsabilités énoncées dans le manuel de la sécurité des contrats de Services publics et Approvisionnement Canada et je conviens de m'y conformer, et je consens à la collecte, à l'utilisation et à la divulgation de mes renseignements personnels aux fins décrites ci-dessus. **Je conviens d'aviser le Programme de sécurité des contrats de tout changement à l'organisation, y compris, mais sans s'y limiter : un changement d'adresse, de numéros de téléphone, de coordonnées, d'agent de sécurité, de dirigeants, de directeurs, de membres du conseil ou de partenaires, dans l'équipe de direction ou de gestion ou un changement relatif à la propriété.**

Nom	Prénom
Titre du poste	N° de téléphone (indiquer le n° de poste, le cas échéant)
Numéro de télécopieur	Adresse courriel
Signature	Date (jj-mm-aaaa)

UTILISATION RÉSERVÉE AU PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES CONTRATS DE SPAC

Recommandations	
Recommandé par signature électronique	Approuvé par signature électronique